

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

3 DÉCEMBRE 1996

Questions
et
Réponses

Questions et Réponses — Sénat
Session de 1996-1997
Vragen en Antwoorden — Senaat
Zitting 1996-1997

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1996-1997

3 DECEMBER 1996

Vragen
en
Antwoorden

SOMMAIRE

INHOUD

Un sommaire par objet est reproduit <i>in fine</i> du bulletin	<i>In fine</i> van het bulletin is een zaakregister afgedrukt
Premier ministre	— Eerste minister
Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications	1633 Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie
Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur	— Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken
Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur	1636 Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel
Vice-Premier ministre et ministre du Budget	— Vice-Eerste minister en minister van Begroting
Ministre de la Politique scientifique	— Minister van Wetenschapsbeleid
Ministre de la Santé publique et des Pensions	1641 Minister van Volksgezondheid en Pensioenen
Ministre des Affaires étrangères	1648 Minister van Buitenlandse Zaken
Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes	— Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen
Ministre des Affaires sociales	— Minister van Sociale Zaken
Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises	— Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Ministre des Transports	1649 Minister van Vervoer
Ministre de la Justice	1653 Minister van Justitie
Ministre de la Fonction publique	1655 Minister van Ambtenarenzaken
Ministre de la Défense nationale	— Minister van Landsverdediging
Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre	1656 Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister
Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique	— Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

Questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire (Art. 66 du règlement du Sénat)

Vragen waarop niet werd geantwoord binnen de tijd bepaald door het reglement (Art. 66 van het reglement van de Senaat)

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais

(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

Économie

Question n° 91 de M. Anciaux du 18 octobre 1996 (N.) :

Présence d'additifs autorisés dans les carburants.

Régulièrement, on mélange aux carburants des additifs, autorisés ou non. Cela peut être bénéfique à la qualité des produits pétroliers, mais aussi lui être néfaste.

Quel contrôle ces produits subissent-ils dans notre pays ?

Quels sont les additifs autorisés qui peuvent être mélangés aux carburants ?

Quelle est la procédure à suivre pour obtenir l'agrément d'un additif déterminé ?

Question n° 94 de M. Ph. Charlier du 18 octobre 1996 (Fr.) :

Réserves légales de pétrole et de produits pétroliers.

En 1991, le secrétaire d'État à l'Énergie, adjoint au ministre des Affaires économiques, indiquait dans une réponse à une question que je lui avais adressée, que les stocks pour les trois catégories de produits pétroliers répondaient aux réserves légales.

Je voudrais à ce jour connaître l'état de la situation. C'est pourquoi j'espère que l'honorable ministre répondra aux quatre questions suivantes :

1. Quels sont les suppléments actuels à payer par le consommateur ? Selon nos informations, ces suppléments rapporteraient environ 4 milliards de francs à l'industrie pétrolière ; l'honorable ministre peut-il expliquer cet état de fait ?

2. Depuis quand la mesure est-elle en vigueur ?

3. Des informations obtenues au siège de l'Agence internationale de l'énergie à Paris, il apparaît que la réserve de la Belgique ne couvre pas une période de trois mois, comme il est prévu légalement, mais seulement une période, en moyenne, de 59 jours. L'honorable ministre peut-il confirmer ce chiffre et le justifier ?

4. Existe-t-il un relevé complet, avec indication du lieu, des stocks de pétrole concernés ?

Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

Economie

Vraag nr. 91 van de heer Anciaux d.d. 18 oktober 1996 (N.) :

Toegelaten additieven in motorbrandstoffen.

Regelmatig worden er zowel « illegale » als « legale » additieven aan motorbrandstoffen toegevoegd. Dit kan ten goede komen aan de kwaliteit van de olieproducten, maar kan ook ten koste gaan van deze kwaliteit.

Welke controle bestaat er in dit land ten aanzien van deze producten ?

Welke zijn de toegelaten additieven die bij motorbrandstoffen mogen worden toegevoegd ?

Welke is de procedure die gevolgd moet worden voor de goedkeuring van een bepaald additief ?

Vraag nr. 94 van de heer Ph. Charlier d.d. 18 oktober 1996 (Fr.) :

Wettelijke reserves van aardolie en aardolieproducten.

In 1991 deelde de staatssecretaris voor Energie, toegevoegd aan de minister van Economische Zaken, in een antwoord op een vraag die ik hem had gesteld mee dat de voorraden voor de drie categorieën aardolieproducten beantwoordden aan de wettelijke reserves.

Ik zou graag weten hoe de zaken er thans voorstaan. Daarom hoop ik dat de geachte minister op de volgende vier vragen zal antwoorden :

1. Welke supplementen moeten thans door de verbruiker worden betaald ? Volgens onze informatie zouden deze supplementen ongeveer vier miljard frank opbrengen voor de aardolie-industrie ; kan de geachte minister deze feitelijke toestand verklaren ?

2. Sedert wanneer is die maatregel van kracht ?

3. Uit inlichtingen verkregen bij de zetel van het Internationaal Energieagentschap te Parijs, blijkt dat de reserves in België geen periode van drie maanden dekken, zoals wettelijk is voorgeschreven, doch slechts een periode van gemiddeld 59 dagen. Kan de geachte minister dit cijfer bevestigen en verklaren ?

4. Bestaat er een volledige opgave, met aanduiding van de plaats, van de betrokken aardolievoorraden ?

Télécommunications**Question n° 92 de M. Caluwé du 18 octobre 1996 (N.):*****Installation de cabines téléphoniques par Belgacom.***

Au printemps 1994, l'on a installé trois cabines téléphoniques dans la commune de Kalmthout, mais aucun appareil téléphonique n'y a été installé. Malgré l'insistance continuelle des habitants et de la commune auprès de Belgacom, ces appareils n'ont toujours pas été installés.

Le médiateur de Belgacom a déclaré finalement que le retard était imputable au fait que son entreprise est passée du statut d'entreprise publique à celui de SA de droit public, ce qui rend nécessaire un nouvel agrément des appareils téléphoniques par Electrabel.

Ce fait a-t-il suscité, pour ce qui est de l'installation des appareils un même retard dans toutes les communes où des cabines téléphoniques ont été placées ces deux dernières années? Combien de cabines dépourvues d'appareil y a-t-il encore en Belgique? Depuis quand ces cabines sont-elles installées? Cette situation est-elle raisonnable face à l'ambition de Belgacom de se donner une image d'efficacité et de convivialité?

Question n° 97 de M. Anciaux du 25 octobre 1996 (N.):***Politique de Belgacom en faveur des femmes.***

En 1995, Belgacom a pris une mesure positive en faveur des femmes en leur donnant la possibilité de figurer dans l'annuaire téléphonique sous leur propre nom. Il était grand temps de prendre cette mesure, car, de nos jours, beaucoup de femmes sont de plus en plus indépendantes, ce qui fait qu'on ne les connaît plus nécessairement sous le nom de leur mari. Permettre aux femmes qui le souhaitent de figurer à l'annuaire sous leur propre nom est en outre une mesure tout à fait logique du point de vue de l'émancipation.

La manière dont Belgacom applique sa décision fait toutefois l'objet de nombreuses critiques. Ainsi, une femme qui désire insérer son nom dans le guide téléphonique aurait d'abord besoin de l'autorisation de son mari ou de son partenaire. De plus, Belgacom aurait négligé de traiter un grand nombre de demandes et les formulaires *ad hoc* ne figureraient pas à l'annuaire (à moins que les formulaires utilisés pour modifier les données existantes doivent servir également à introduire ce type de demande).

Enfin, beaucoup de femmes se disent heurtées par la publicité que fait Belgacom pour son action. On y présente en effet l'image d'une fille boutineuse dont le seul souci était de trouver chaussure à son pied. Elle peut désormais aussi avoir sa place dans le guide, ce qui permet à ses anciennes camarades de la retrouver pour parler de leurs «belles années». Comme si une femme n'avait que ça à faire...

— Combien de demandes d'insertion du nom de jeune fille d'une femme dans l'annuaire Belgacom a-t-elle enregistrées au cours de l'année écoulé?

— Combien de demandes ont reçu une suite favorable et pourquoi? Combien ont été refusées et pour quelles raisons?

— Combien de demandes sont restées sans réponses à ce jour et pourquoi? Dans combien de temps Belgacom compte-t-elle résorber l'arriéré?

— Le formulaire de demande d'une nouvelle ligne est-il désormais rédigé de manière que l'abonné puisse dire s'il souhaite faire figurer un ou eux noms dans l'annuaire? Dans la négative, doit-on en conclure que Belgacom cherche à limiter l'insertion d'un nom supplémentaire, c'est-à-dire dans bien des cas, celui du partenaire (féminin) de l'abonné?

— Quelle a été l'idée de départ de la campagne publicitaire précitée? Sur quels éléments s'est-on basé pour présenter une telle image de la femme?

Telecommunicatie**Vraag nr. 92 van de heer Caluwé d.d. 18 oktober 1996 (N.):*****Installatie van telefoocellen door Belgacom.***

In het voorjaar van 1994 werden in de gemeente Kalmthout drie telefoocellen geïnstalleerd. In de geplaatste cellen werden echter geen telefoontoestellen opgehangen. Ondanks gedurig aandringen bij Belgacom door bewoners en door de gemeente werden deze toestellen ondertussen nog steeds niet geïnstalleerd.

Via tussenkomst van de ombudsman heeft Belgacom ondertussen wel laten weten dat deze vertraging te wijten is aan het feit dat Belgacom omgevormd werd van een staatsbedrijf in een NV naar publiek recht, waardoor de telefoontoestellen door Electrabel opnieuw goedgekeurd dienden te worden.

Heeft dit feit in alle gemeenten waar de voorbije twee jaar telefoocellen geplaatst werden, zoveel vertraging in de installatie van de toestellen opgeleverd? Hoeveel cellen staan er dan momenteel in België waarin nog steeds geen toestellen opgehangen zijn? Sinds wanneer werden deze cellen geplaatst? Is deze handelwijze in overeenstemming met het streven van Belgacom om een efficiënt en publieksvriendelijk imago aan te kleven?

Vraag nr. 97 van de heer Anciaux d.d. 25 oktober 1996 (N.):***Vrouwvriendelijk beleid van Belgacom.***

In de loop van vorig jaar werd een positieve maatregel genomen door Belgacom om ook vrouwen onder hun eigen naam op te nemen in de telefoongidsen. Een maatregel die dringend nodig was, in die zin dat vele vrouwen vandaag een toenemende zelfstandigheid kennen en niet meer noodzakelijk gekend zijn onder de naam van hun partner. Overigens is het uit emancipatorisch oogpunt niet meer dan normaal dat ook vrouwen, indien zij dit wensen, onder hun eigen naam kunnen worden opgenomen in de telefoongidsen.

Er zijn echter heel wat klachten dat de uitvoering van deze maatregel mank loopt. Zo zou de echtgenoot of partner de toestemming moeten verlenen om de naam van de vrouw te laten opnemen in de gids. Ook zouden heel wat aanvragen onbeantwoord zijn gebleven en zouden de aanvraagformulieren niet beschikbaar zijn in de telefoongidsen (tenzij de formulieren om bestaande gegevens te wijzigen daarvoor bedoeld zijn).

Tot slot stoot de advertentietekst van Belgacom voor deze actie toch heel wat vrouwen tegen de borst. In deze advertentie wordt een beeld opgehangen van de vrouw als een opgeschoten braaf «dikkertje-met-puistjes» dat zich enkel zorgen hoefde te maken om toch maar van de straat te geraken. Deze vrouw krijgt nu ook haar plaatsje in de telefoongids zodat haar vroegere gillende tienvriendinnen haar zouden kunnen opsporen om over «die mooie tijd» te praten. Precies of een vrouw enkel dit te doen heeft...

— Hoeveel aanvragen werden in de loop van het voorbije jaar ingediend voor een vermelding van de meisjesnaam van een vrouw in de telefoongids?

— Hoeveel aanvragen werden positief beantwoord? Hoeveel aanvragen werden geweigerd? Welke waren de redenen voor deze weigeringen?

— Hoeveel aanvragen werden nog niet beantwoord en wat zijn de redenen daarvoor? Hoe lang zal het nog duren eer deze achterstand is weggewerkt?

— Krijgt men tegenwoordig een bij de aanvraag van een nieuw nummer automatisch de vraag toegeschoven of er één of twee namen vermeld moeten worden in de telefoongids of gebeurt dit niet om het vermelden van bijkomende namen, in vele gevallen de naam van de (vrouwelijke) partner, in te perken?

— Wat is de onderliggende gedachte van de reclamecampagne die wordt gevoerd? Waarop heeft men zich gebaseerd om een dergelijk vrouwbeeld naar buiten te laten afspiegelen?

Question n° 98 de M. Anciaux du 25 octobre 1996 (N.):

Nouvelle édition des annuaires téléphoniques Belgacom.

Ces dernières semaines, Belgacom a distribué son nouveau guide aux abonnés du téléphone. Les éditeurs du guide affirment qu'il s'agit d'un ouvrage très accessible, qui contient beaucoup d'extras et fournit surtout des informations utiles.

On peut cependant se demander ce qu'il est en réalité des notions de «convivialité» et d'«orientation client». Pour commencer, Belgacom a réduit considérablement la taille des caractères utilisés; ce qui entrave la lecture de l'annuaire et rend les recherches plus difficiles.

En outre, l'abonné reste confronté à deux guides, dont l'un est superflu de toute manière.

Sur la base de quels éléments les éditeurs ont-ils décidé de réduire la taille des caractères utilisés dans l'annuaire téléphonique de Belgacom? Cette décision a-t-elle été inspirée par un souci d'économie? Si tel est le cas, pourquoi ne fait-on rien pour éliminer les doubles emplois et pourquoi persiste-t-on à distribuer deux annuaires publiés par deux éditeurs différents? Est-il vraiment impossible de publier un guide unique et de qualité?

Les guides téléphoniques doivent-ils satisfaire à des exigences de qualité? Si oui, lesquelles? La lisibilité de l'annuaire ne compte-t-elle pas parmi ces exigences?

**Vice-Premier ministre
et ministre de l'Intérieur**

Question n° 184 de M. Olivier du 18 octobre 1996 (N.):

Inscription au registre de la population. — Adresse de référence.

Pour l'inscription aux registres de la population des personnes qui séjournent dans une demeure mobile, la loi prévoit la mention d'une adresse de référence. Par adresse de référence, il faut entendre une adresse réelle d'une personne inscrite dans les registres d'une commune donnée, mais qui n'a plus de logement, où peuvent être expédiés le courrier et les pièces administratives, en vue de leur transmission à leur destinataire.

Au point de vue théorique, la mention d'une adresse de référence représente pour les sans-abri et les gens du voyage un progrès important. Le fait pour eux de ne plus avoir de logement ne peut plus entraîner leur radiation d'office tant qu'on peut les joindre à l'adresse de référence. Ils ne sont pas non plus privés de certains droits, comme celui de bénéficiaire du minimum de moyens d'existence.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes:

1. La législation qui prévoit la mention d'une adresse de référence est-elle appliquée de manière uniforme dans l'ensemble du pays?
2. Une commune peut-elle refuser une inscription à une adresse de référence pour des motifs déterminés et, si oui, quels sont-ils?
3. Qui contrôle l'application de la loi pour ce qui est du domicile et de l'adresse de référence? Combien de contrôles les instances de contrôle ont-elles effectués cette année et dans quelles communes?
4. Les communes qui n'appliquent pas la loi est question sont-elles sanctionnées et, si oui, quelles sont celles qui ont été sanctionnées depuis que la possibilité de s'inscrire à une adresse de référence existe?
5. Une organisation du quart-monde peut-elle porter plainte contre un refus illégal d'inscription à une adresse de référence et, si oui, auprès de quelle instance?
6. Combien actuellement y a-t-il de personnes inscrites à une adresse de référence et dans quelles communes sont-elles inscrites?

Vraag nr. 98 van de heer Anciaux d.d. 25 oktober 1996 (N.):

Nieuwe uitgave van de Belgacomtelefoongidsen.

In de loop van de vorige weken ontvingen verschillende telefoonabonnees de nieuwe Belgacomtelefoongids. Deze telefoongidsen worden door de uitgevers als «zeer toegankelijk, met veel extra's en met vooral bruikbare informatie» omschreven.

Toch kunnen een aantal vraagtekens geplaatst worden bij deze begrippen «gebruiksvriendelijk» en «klantvriendelijk». Zo werd vooreerst het lettertype drastisch verkleind wat het opzoeken en het lezen in de telefoongidsen bemoeilijkt.

Verder wordt de abonnee nog steeds geconfronteerd met twee gidsen waarvan er hoe dan ook één overbodig is.

Welke waren de argumenten om het lettertype van de Belgacomtelefoongids te verkleinen? Gebeurde dit uit besparingsoverwegingen? Indien dit zo is, waarom wordt dan niet ingegrepen in het dubbele werk en worden nog steeds twee telefoongidsen verspreid door verschillende uitgevers? Is het dan echt niet mogelijk om tot één kwalitatief hoogstaande telefoongids te komen?

Zijn er bepaalde kwaliteitseisen waaraan de telefoongidsen moeten voldoen? Welke zijn deze? Is de toegankelijkheid op het vlak van leesbaarheid er hier één van?

**Vice-Eerste minister
en minister van Binnenlandse Zaken**

Vraag nr. 184 van de heer Olivier d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Inschrijving in het bevolkingsregister. — Referentieadres.

Voor de inschrijving van daklozen die in een mobiele woning verblijven voorziet de wet in een referentieadres. Dit wordt gedefinieerd als: «een reëel adres in een Belgische gemeente van een persoon die ingeschreven is in de registers van die gemeente maar die niet meer beschikt over een woning, waar de post en administratieve stukken in ontvangst kunnen worden genomen met het oog op de bezorging ervan aan de geadresseerde».

Theoretisch betekent een referentieadres voor daklozen en woonwagenbewoners een hele stap voorwaarts. Het niet meer hebben van een woning kan in principe niet meer leiden tot een ambtelijke schrapping, zolang zij maar bereikbaar zijn op het referentieadres. Evenmin blijven zij verstoken van bepaalde rechten zoals het bestaansminimum.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Wordt deze wetgeving inzake het referentieadres eenvormig toegepast over het hele land?
2. Kan de gemeente een inschrijving op een referentieadres om bepaalde redenen weigeren en indien ja, om welke redenen?
3. Wie oefent de controle uit op de toepassing van de wet op het domicilie en het referentieadres? Hoeveel controles werden door deze instantie dit jaar reeds uitgevoerd en in welke gemeenten?
4. Worden gemeenten die deze wet niet toepassen gesanctioneerd en indien ja, welke gemeenten werden reeds gesanctioneerd sinds de invoering van de mogelijkheid tot inschrijving op een referentieadres?
5. Kan een vierde-wereldbeweging tegen een wederrechtelijke weigering tot inschrijving op een referentieadres een klacht indienen en indien ja, bij welke instantie?
6. Hoeveel mensen zijn momenteel ingeschreven op een referentieadres en in welke gemeenten?

Question n° 185 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):***Les droits de l'enfant.***

Le 25 décembre 1991, la Belgique a approuvé la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant.

Depuis lors, conformément à l'article 44 de cette convention, la Belgique a soumis son premier rapport au Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Le 9 juin 1995, ce comité a formulé un certain nombre de suggestions et de recommandations générales basées sur les informations contenues dans le rapport belge.

Je souhaiterais que vous répondiez aux questions suivantes :

1. De quelle manière contribuez-vous à faire connaître en Belgique les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et à rendre notre société plus accueillante à l'égard de ceux-ci ?

2. Quels sont les articles de cette convention qui touchent à votre domaine d'attributions ?

3. Depuis la présentation du premier rapport belge, quelles mesures avez-vous prises en exécution de la Convention relative aux droits de l'enfant et, si possible, en tenant compte des suggestions et recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant ?

4. Existe-t-il au sein de vos services une personne ou un mécanisme chargés du suivi de la dimension « droits de l'enfant » de votre politique ?

Dans l'affirmative, y a-t-il concertation en ce domaine avec d'autres personnes et services ?

Question n° 187 de M. Desmedt du 25 octobre 1996 (Fr.):***Octroi de la qualité d'officier de police judiciaire aux aspirants officier de police.***

Le 12 février dernier, j'ai posé à votre collègue de la Justice une question écrite relative à l'octroi de la qualité d'officier de police judiciaire aux aspirants officier de police (bulletin des *Questions et Réponses*, 1995-1996, Sénat, n° 13, p. 631).

J'exprimais le souhait que le ministre envisage d'octroyer cette qualité aux aspirants.

Dans sa réponse, le ministre de la Justice déclarait que cette question faisait l'objet d'une étude effectuée par le département de l'Intérieur.

L'honorable ministre pourrait-il me faire savoir si cette étude a progressé et vers quelle conclusion elle s'oriente ?

**Vice-Premier ministre
et ministre des Finances
et du Commerce extérieur**

Finances

Question n° 131 de M. Vandembroeke du 25 octobre 1996 (N.):***Dualité croissante au sein de la société.***

La dualité croissante à laquelle mène l'évolution sociale actuelle est parfaitement connue. Ceux que l'on classe dans les couches sociales inférieures, surtout, connaissent souvent des difficultés croissantes. Il convient de leur fournir une aide particulière quand c'est possible.

Pour être concrets, nous nous référeront aux difficultés que l'on rencontre souvent lors de la constitution d'un dossier auprès d'une société de construction de logements sociaux. Aux fins de celle-ci, la personne défavorisée doit remplir un formulaire de l'enregistrement et y fournir la preuve qu'elle ne possède pas de logement.

Vraag nr. 185 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):***De rechten van het kind.***

Op 25 november 1991 heeft België het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind goedgekeurd.

België heeft ondertussen zijn eerste rapport voorgelegd aan het UNO-Comité voor de rechten van het kind, dit overeenkomstig artikel 44 van het Verdrag. Op 9 juni 1995 deed dit comité een aantal suggesties en algemene aanbevelingen, op basis van de in het Belgisch rapport verstrekte gegevens.

Graag had ik van u vernomen :

1. Hoe u bijdraagt tot het in België bekend maken van de beginselen van het Verdrag inzake de rechten van het kind en tot het kindvriendelijk maken van onze samenleving ?

2. Welke artikelen van dit verdrag raakvlakken hebben met uw bevoegdheidsdomein ?

3. Welke maatregelen sedert het uitbrengen van het eerste Belgisch rapport door u genomen werden in uitvoering van het Verdrag inzake de rechten van het kind en, zo mogelijk, rekening houdend met de door het Comité voor de rechten van het kind geformuleerde suggesties en aanbevelingen ?

4. Of er binnen uw diensten een persoon of mechanisme belast is met het opvolgen van de kindvriendelijke dimensie van uw beleid ?

Zo ja, wordt er op dit vlak overleg gepleegd met andere personen en diensten ?

Vraag nr. 187 van de heer Desmedt d.d. 25 oktober 1996 (Fr.):***Verlenen van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan de aspirant-politieofficieren.***

Op 12 februari jongstleden heb ik aan uw collega van Justitie een schriftelijke vraag gesteld met betrekking tot het verlenen van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan de aspirant-politieofficieren (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, 1995-1996, Senaat, nr. 13, blz. 631).

Ik heb daarin de wens geuit dat de minister zou overwegen deze hoedanigheid te verlenen aan de aspiranten.

In zijn antwoord heeft de minister van Justitie verklaard dat het departement van Binnenlandse Zaken over dit probleem een studie maakt.

Kunt u mij laten weten of er in deze studie vorderingen zijn gemaakt en welke richting zij uitgaat ?

**Vice-Eerste minister
en minister van Financiën
en Buitenlandse Handel**

Financiën

Vraag nr. 131 van de heer Vandembroeke d.d. 25 oktober 1996 (N.):***Toenemende dualiteit van de samenleving.***

Overbekend in de actuele maatschappelijke evolutie is het gegeven van een toenemende dualiteit. Vooral de sociaal-lager geklasseerden krijgen het vaak moeilijker en moeilijker. In die zin is het dan ook aangewezen om hen, waar mogelijk, extra behulpzaam te zijn.

We concretiseren de bovenstaande paragraaf door een verwijzing naar de moeilijkheden die zich vaak stellen bij de samenvoeging van een dossier bij een sociale bouwmaatschappij. Daartoe is een formulier vereist van de registratie, waarin de kansarme bewijst geen woning te bezitten.

Pour obtenir ce formulaire, elle doit payer 300 francs, à savoir, 200 francs de droit de timbre et 100 francs en faveur du bureau de l'enregistrement.

Les intéressés se trouvent déjà dans une situation pénible et, pour eux, chaque franc a une importance vitale. Le montant de 300 francs représente pour eux une part essentielle du minimum de moyens d'existence qui leur est alloué.

L'honorable ministre pourrait-il répondre à la question suivante :

Ne serait-il pas possible, si l'on constate que les intéressés ne possèdent rien et bénéficient du minimum de moyens d'existence, de les dispenser de payer ce droit de timbre ?

Ministre de la Politique scientifique

Question n° 20 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.) :

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Question n° 67 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.) :

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Santé publique

Question n° 68 de Mme Dua du 25 octobre 1996 (N.) :

Arrêté royal du 4 juillet 1996 relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements.

Le *Moniteur belge* du 3 septembre 1996 publie l'arrêté royal du 4 juillet 1996 relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements. Cet arrêté n'a toutefois pas été soumis à l'avis du Conseil d'État. Le gouvernement a justifié cette omission en invoquant l'urgence qu'il y a d'adapter la réglementation relative aux conditions d'exploitation aux dispositions des directives européennes qu'il y a lieu de respecter en la matière afin de pouvoir commercialiser des viandes ou des denrées produites à partir de viande ou avec des viandes. Le gouvernement savait pourtant depuis longtemps que la Belgique devait adapter sa législation. L'arrêté royal accorde en outre de larges compétences aux vétérinaires. Il eût été éminemment souhaitable de disposer d'un avis du Conseil d'État sur les responsabilités respectives des vétérinaires ou des inspecteurs de l'Inspection des denrées alimentaires, et ce, d'autant plus qu'un nouvel arrêté relatif à l'hygiène des denrées alimentaires est en voie de préparation. Pour cet arrêté, qui vise lui aussi à appliquer la réglementation européenne, le gouvernement a largement fait appel à la fonction consultative du Conseil d'État. L'honorable ministre pourrait-il me dire pourquoi l'on a volontairement évité de recueillir l'avis du Conseil d'État à propos de l'arrêté du 4 juillet 1996 relatif aux conditions d'exploitation des abattoirs ?

Voor dit formulier moet er 300 frank betaald worden, namelijk 200 frank zegelrecht en 100 frank voor het registratiekantoor.

Deze mensen zitten al in een penibele toestand, waar iedere frank van levensbelang is. Dit bedrag betekent voor hen een wezenlijk deel van hun bestaansminimum.

Vandaar onze vraag :

Zou het niet mogelijk zijn — indien men tot de vaststelling komt dat deze mensen zeker geen eigendom bezitten en bestaansminimumgerechtigde zijn — vrijstelling te verkrijgen van het betalen van dit zegelrecht ?

Minister van Wetenschapsbeleid

Vraag nr. 20 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.) :

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Vraag nr. 67 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.) :

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Volksgezondheid

Vraag nr. 68 van mevrouw Dua d.d. 25 oktober 1996 (N.) :

Koninklijk besluit van 4 juli 1996 betreffende de algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen.

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 september 1996 verscheen het koninklijk besluit van 4 juli 1996 betreffende de algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen. Voor dit besluit werd echter niet het advies ingewonnen van de Raad van State. Men beroept zich daarbij op de hoogdringendheid om de reglementering inzake de exploitatievoorwaarden aan te passen aan de bepalingen van de Europese richtlijnen om vlees en waren die van of met vlees zijn vervaardigd, te kunnen commercialiseren. Nochtans was reeds geruime tijd geweten dat deze aanpassing van de Belgische wetgeving vereist was. Bovendien legt dit besluit verregaande bevoegdheden bij de veeartsen. Een advies van de Raad van State wat de respectieve verantwoordelijkheden van veeartsen of inspecteurs van de Eetwareninspectie betreft leek meer dan aangewezen. Temeer daar ook een nieuw hygiënebesluit hangende is, ook tot uitvoering van Europese regelgeving, maar wel uitvoerig beroep wordt gedaan op de adviserende functie van de Raad van State. Kan de geachte minister mij meedelen waarom blijkbaar bewust het advies van de Raad van State voor het besluit van 4 juli 1996 betreffende de exploitatievoorwaarden van de slachthuizen, gemeden werd ?

Ministre des Affaires étrangères

Question n° 87 de M. Bock du 18 octobre 1996 (Fr.):

Ratifications de conventions internationales.

La presse nous a montré récemment l'un des paradoxes de la Belgique en ce qui concerne ses relations internationales.

Si notre État est en effet l'un des premiers à signer des conventions internationales sur des sujets divers, il est aussi l'un des derniers pays à les ratifier ou à les appliquer.

Depuis la dernière réforme institutionnelle, les procédures de ratification se sont complexifiées. L'article 167 de la Constitution prévoit désormais que l'assentiment des Conseils de communautés et de régions est requis pour donner effet aux traités qui relèvent de leur compétence.

Il serait utile de connaître la liste des conventions souscrites par la Belgique, mais qui n'auraient pas encore été ratifiées par l'ensemble des assemblées concernées.

M. le ministre pourrait-il préciser également quelles sont les assemblées qui n'ont pas encore procédé à la ratification entraînant ainsi l'absence de celle-ci ?

Accessoirement, pourrait-il faire connaître la date à laquelle les documents adéquats ont été soumis aux assemblées pour ratification ?

Question n° 88 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Question n° 89 de M. Anciaux du 25 octobre 1996 (N.):

Accueil d'anciens chefs d'État ayant un passé dictatorial.

Par respect pour la démocratie, je souhaiterais poser une série de questions sur l'accueil d'anciens chefs d'État ayant un passé dictatorial.

L'honorable ministre sait-il si des chefs d'État ayant un passé dictateur ont été reçus officiellement ou officieusement en Belgique ? Si oui, de quels chefs d'État s'agit-il et où ont-ils séjourné ? Y a-t-il des contacts officiels avec des chefs d'État qui ont un passé dictatorial ? Est-il exact que Pinochet, par exemple, est venu dans notre pays ? Que pense l'honorable ministre d'éventuels contacts avec d'anciens chefs d'État ayant un passé dictatorial ou de leur accueil diplomatique ? Existe-t-il, au sein de la diplomatie, des accords, des règles ou des coutumes concernant l'invitation ou l'accueil de dictateurs (qui ne le sont plus) ? Si oui, lesquels ?

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Question n° 58 de M. Anciaux du 18 octobre 1996 (N.):

ONEM. — Licenciements au Service des travaux et du matériel.

Depuis novembre 1995 jusqu'à aujourd'hui, cinq licenciements ont déjà eu lieu au Service des travaux et du matériel de l'ONEM. Il est frappant de voir que les intéressés n'ont pas été licenciés pour motif grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs. Je connais un cas dans lequel le motif de licenciement n'a pas été communiqué à l'intéressé quant au fond. Je remarque également à cet égard qu'il n'a pas été pourvu aux postes qui se sont libérés.

Minister van Buitenlandse Zaken

Vraag nr. 87 van de heer Bock d.d. 18 oktober 1996 (Fr.):

Bekrachtiging van internationale verdragen.

De pers heeft ons onlangs gewezen op één van de paradoxen van België in verband met zijn internationale betrekkingen.

Ons land is weliswaar één van de eerste om internationale verdragen over diverse aangelegenheden te ondertekenen, doch ook één van de laatste om ze te bekrachtigen of toe te passen.

Sedert de laatste staats hervorming zijn de bekrachtigingsprocedures ingewikkeld geworden. Artikel 167 van de Grondwet bepaalt dat voortaan de instemming van de Raden van de gemeenschappen en de gewesten vereist is om uitwerking te verlenen aan de verdragen die tot hun bevoegdheid behoren.

Het zou nuttig zijn de lijst te kennen van de verdragen die België ondertekend heeft, maar die nog niet door alle betrokken assemblees zouden zijn bekrachtigd.

Kan de minister ook preciseren welke assemblees nog niet tot bekrachtiging zijn overgegaan ?

Kan hij ook de datum meedelen waarop de gepaste documenten ter bekrachtiging aan de assemblees zijn voorgelegd ?

Vraag nr. 88 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Vraag nr. 89 van de heer Anciaux d.d. 25 oktober 1996 (N.):

Ontvangen van gewezen staatshoofden met een dictatoriaal verleden.

Uit respect voor de democratie heb ik een aantal vragen m.b.t. het ontvangen van gewezen staatshoofden met een dictatoriaal verleden.

Is de geachte minister op de hoogte van het feit of er in België reeds officieel of officieus staatshoofden met een dictatoriaal verleden ontvangen zijn geworden ? Indien ja, welke staatshoofden en waar verbleven deze staatshoofden ? Zijn er officiële contacten met staatshoofden met een dictatoriaal verleden ? Is het juist dat o.a. Pinochet in ons land is geweest ? Wat is de mening van de geachte minister over contacten met of het diplomatisch ontvangen van gewezen staatshoofden met een dictatoriaal verleden ? Zijn er binnen de diplomatie afspraken, regels of geplogenheden omtrent het uitnodigen of ontvangen van (gewezen) dictators ? Welke ?

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Vraag nr. 58 van de heer Anciaux d.d. 18 oktober 1996 (N.):

RVA. — Ontslagen op de dienst « Werken en Materiaal ».

Sinds november 1995 tot nu vielen op de dienst « Werken en Materiaal » van de RVA reeds een vijftal ontslagen. Opmerkelijk is dat deze ontslagen blijkbaar niet gebeuren om dwingende redenen of plichtsverzuim. Een geval is mij bekend waarbij de reden van ontslag niet ten gronde werd meegedeeld aan de betrokken persoon. Ik merk hierbij nog op dat de vrijgekomen plaatsen niet opnieuw worden ingevuld.

L'honorable ministre peut-elle me dire combien de personnes du Service des travaux et du matériel de l'ONEM ont été licenciées depuis novembre 1995? Qui y décide de ces licenciements?

L'honorable ministre peut-elle me dire pourquoi les intéressés ont été licenciés? Quelle est la raison de leur licenciement? Sur quelle base repose la décision de les congédier? Les membres du service sont-ils évalués? A-t-on procédé immédiatement aux licenciements? Ces derniers sont-ils à situer dans le cadre des mesures d'économies du gouvernement ou de la restructuration des services de l'ONEM?

L'honorable ministre peut-elle me dire pourquoi il n'a pas été pourvu aux postes qui se sont libérés?

Est-elle disposée à entamer une enquête sur les licenciements opérés au service en question de l'ONEM? Accepterait-elle d'entendre les personnes congédiées qui souhaiteraient parler de leur licenciement?

Question n° 59 de M. Hostekint du 18 octobre 1996 (N.):

Interruption de carrière dans les administrations communales qui appliquent le système en vigueur dans le secteur privé.

En application de l'article 4, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'État auprès de certains pouvoirs locaux, les communes qui emploient des contractuels subventionnés ont été obligées de leur appliquer les avantages de l'interruption de carrière, comme le veut le système en vigueur dans le secteur privé, conformément à la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales.

L'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption prévoit le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs qui souhaitent interrompre leur carrière ou réduire leurs prestations d'un cinquième, d'un quart, d'un tiers ou de la moitié, limité à soixante mois maximum durant leur carrière professionnelle totale.

L'arrêté royal du 8 février 1996 a modifié celui du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères en portant la durée maximum de l'interruption à 72 mois durant la carrière professionnelle totale.

Pour certains membres du personnel des administrations locales qui profitent des avantages de l'interruption de carrière à mi-temps d'après le système en vigueur dans le secteur privé, le délai de soixante mois sera bientôt écoulé.

L'honorable ministre pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

Quand les administrations publiques qui appliquent le système en vigueur dans le secteur privé en matière d'interruption de carrière à mi-temps pourront-elles bénéficier des mesures applicables dans le secteur public?

En d'autres termes, quand les administrations publiques qui occupent des contractuels subventionnés pourront-elles profiter également de l'allongement de la durée maximum de l'interruption de carrière, qui a été portée à 72 mois?

Question n° 60 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Kan de geachte minister zeggen hoeveel mensen er sinds november 1995 werden ontslagen op de RVA-dienst «Werken en Materiaal»? Wie beslist er over deze ontslagen?

Kan de geachte minister meedelen waarom de betrokken personen werden ontslagen? Wat is de reden van het ontslag? Wat is de basis van de beslissing om het ontslag te geven aan de betrokken personen? Worden de mensen van deze dienst geëvalueerd? Gebeurden de ontslagen direct? Passen de ontslagen binnen besparingsmaatregelen van de regering of herstructurering van de RVA-dienst?

Kan de geachte minister zeggen waarom de vrijgekomen functies niet opnieuw werden ingevuld?

Is ze bereid om een onderzoek in te stellen naar de ontslagen op de betrokken RVA-dienst? Is ze bereid om de ontslagen personen te horen over hun ontslag?

Vraag nr. 59 van de heer Hostekint d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Loopbaanonderbreking in de gemeentebesturen die het privé-stelsel volgen.

Ingevolge artikel 4, § 1, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen werden gemeenten die gesubsidieerde contractuelen tewerkstellen ertoe verplicht de voordelen van de loopbaanonderbreking toe te passen overeenkomstig de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, zijnde het stelsel van toepassing in de privé-sector.

Het koninklijk besluit d.d. 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, en opeenvolgende wijzigingen, bepaalt dat het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de werknemers die hun beroepsloopbaan willen onderbreken of hun prestaties willen verminderen met een vijfde, een vierde, een derde of de helft, beperkt worden tot maximum 60 maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Bij koninklijk besluit van 8 februari 1996 werd het koninklijk besluit d.d. 28 februari 1991 betreffende de halftijdse loopbaanonderbreking in de rijksbesturen gewijzigd naar een maximale duur van 72 maanden gedurende de volledige beroepsloopbaan.

Voor sommige personeelsleden, tewerkgesteld in plaatselijke besturen die van de voordelen van halftijdse loopbaanonderbreking genieten volgens het privé-stelsel, loopt de termijn van 60 maanden weldra ten einde.

Graag had ik van de geachte minister antwoord gekregen op volgende vraag:

Wanneer kunnen de openbare besturen die het stelsel van de privé-sector inzake halftijdse loopbaanonderbreking volgen, genieten van de maatregelen die van toepassing zijn voor de openbare sector?

Met andere woorden, wanneer kunnen openbare besturen die gesubsidieerde contractuelen in dienst hebben, eveneens genieten van een verlenging van de maximale duur van de loopbaanonderbreking tot 72 maanden?

Vraag nr. 60 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question n° 57 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Agriculture

Question n° 59 de Mme Dua du 25 octobre 1996 (N.):

Programme Sanitel.

Le programme Sanitel est opérationnel depuis plusieurs années. Il s'agit d'un réseau informatique permettant de gérer l'enregistrement et l'identification de tous les bovins et de tous les porcs de Belgique. Ce système d'information doit permettre de se former une idée fiable de l'état du cheptel belge et de suivre les mouvements des bêtes.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Combien de porcs le programme Sanitel renseigne-t-il pour la Belgique? L'honorable ministre pourrait-il ventiler ce chiffre par région et, éventuellement, par catégorie?
2. Combien de bovins le programme Sanitel mentionne-t-il pour la Belgique? L'honorable ministre pourrait-il ventiler ce chiffre par région et, éventuellement, par catégorie?
3. Dans combien de temps disposera-t-on de données fiables pour les autres secteurs d'élevage (par exemple: le secteur de la volaille)?

Petites et Moyennes Entreprises

Question n° 60 de M. Vautmans du 25 octobre 1996 (N.):

Accès à la profession de détaillant.

La personne qui veut exercer certaines professions doit être titulaire d'un certificat d'établissement qu'elle ne peut obtenir que si elle prouve qu'elle possède des connaissances requises sur le plan professionnel et en matière de gestion d'entreprises. Elle peut le faire soit en produisant des diplômes ou des certificats, soit en faisant la preuve de l'expérience qu'elle a acquise.

Celui qui veut débiter comme détaillant doit en outre disposer d'une attestation de distribution, qui n'est également délivrée qu'aux personnes qui justifient des connaissances requises en matière de gestion d'entreprises. Les conditions d'obtention de ces deux certificats sont donc semblables.

Il serait, dès lors, logique que celui qui a obtenu une attestation de distribution et a donc prouvé qu'il possédait les connaissances requises en matière de gestion d'entreprises soit dispensé des cours de gestion d'entreprises dans le cadre de la formation en vue de l'obtention d'un certificat d'établissement. Il s'avère impossible de l'en dispenser dans la pratique. La raison précise de cette impossibilité n'apparaît pas clairement et la situation peut être qualifiée de manifestement absurde.

C'est pourquoi j'aimerais obtenir de l'honorable ministre une réponse aux questions suivantes :

1. Pour quelle raison aucune dispense des cours de gestion d'entreprises ne peut-elle être obtenue dans la situation précitée? S'agit-il d'une impossibilité d'ordre légal ou administratif?
2. Prend-on des mesures concrètes en vue de mettre fin à cette situation qui est manifestement illogique? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il?

Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Vraag nr. 57 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Landbouw

Vraag nr. 59 van mevrouw Dua d.d. 25 oktober 1996 (N.):

Sanitel-programma.

Sinds enige jaren is het Sanitel-programma ingevoerd. Dit computernetwerk heeft de bedoeling de registratie en identificatie van alle runderen en varkens in België te beheren. Dit informatiesysteem moet het mogelijk maken een betrouwbaar beeld te geven van de veestapel en de bewegingen van dieren na te gaan.

Graag had ik van de geachte minister vernomen :

1. Hoeveel varkens er in België zijn op basis van het Sanitel-programma, onderverdeeld per gewest en eventueel onderverdeeld per categorie;
2. Hoeveel runderen er in België zijn op basis van het Sanitel-programma, onderverdeeld per gewest en eventueel onderverdeeld per categorie;
3. Vanaf wanneer er betrouwbare gegevens ter beschikking zullen zijn voor de andere sectoren in de veeteelt (bijvoorbeeld: pluimvee-sector).

Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Vraag nr. 60 van de heer Vautmans d.d. 25 oktober 1996 (N.):

Toegang tot het beroep van kleinhandelaar.

Om bepaalde beroepen te kunnen uitoefenen is een vestigingsgetuigschrift vereist. Een vestigingsgetuigschrift kan worden verkregen op voorwaarde dat de kandidaat bewijst over de nodige vakkennis en de nodige kennis van bedrijfsbeheer te beschikken. Dit kan door, hetzij diploma's of getuigschriften voor te leggen, hetzij door een bewijs te leveren van opgedane ervaring.

Wie als kleinhandelaar wil starten moet daarnaast over een distributieattest beschikken. Dit distributieattest kan eveneens worden verkregen als men bewijst over de nodige kennis van bedrijfsbeheer te beschikken. De voorwaarden voor het verkrijgen van beide attesten zijn dus gelijklopend.

Het zou dan ook logisch zijn dat iemand die een distributieattest verkregen heeft en dus bewezen heeft over de nodige kennis inzake bedrijfsbeheer te beschikken bij het volgen van een cursus teneinde een vestigingsgetuigschrift te verkrijgen een vrijstelling zou krijgen voor de lessen van bedrijfsbeheer. Dit blijkt in de praktijk echter niet te kunnen. Daarbij is het niet duidelijk wat de precieze reden van deze onmogelijkheid is, ofschoon de situatie duidelijk absurd is te noemen.

Daarom had ik van de geachte minister graag een antwoord gekregen op volgende vragen :

1. Wat is de reden dat geen vrijstelling kan worden verkregen voor de lessen inzake bedrijfsbeheer, wanneer sprake is van de hierboven uiteengezette situatie? Gaat het hier om een onmogelijkheid van wettelijke of van administratieve aard?
2. Worden er concrete maatregelen genomen om een einde te stellen aan deze duidelijk onlogische situatie? Zo ja, over welke maatregelen gaat het dan?

Ministre des Transports

Question n° 68 de M. Olivier du 25 octobre 1996 (N.):

Retards fréquents sur la ligne Courtrai-Anvers: train de 7 h 31 à Courtrai.

Le train en question part d'Anvers à 4 h 58 et arrive à Lille à 6 h 43. Il quitte Lille à 6 h 55 pour arriver à Courtrai vers 7 h 30 (départ prévu à 7 h 31).

Or, il arrive très fréquemment que ces trains du matin prennent un retard de plusieurs minutes. Les causes en sont multiples, notamment un retard sur le trajet Anvers-Lille et un retard supplémentaire le long du trajet de correspondance Lille-Courtrai.

En raison de ce retard (généralement de 10 minutes), les voyageurs ne peuvent prendre la correspondance avec le train P Gand-Bruxelles qui part de la gare Gand-Saint-Pierre à 8 h 01 et ils doivent y attendre la liaison Ostende-Eupen de 8 h 15, ce qui entraîne un excédent de passagers dans ce dernier train, de nombreux usagers ne trouvant pas de place assise. Cette situation est intolérable.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes:

1. Quelles sont les causes de ces retards fréquents?
2. Quelles initiatives peut-on prendre pour mettre fin aux difficultés que l'on rencontre avec les chemins de fer français?
3. Est-il possible de prévoir, pour ce qui est de ce trajet ferroviaire, des marges (dans le temps), qui permettent de combler les retards éventuels et de faire en sorte que le train puisse partir à temps de Courtrai?
4. Peut-on charger la SNCB d'assurer la correspondance à la gare de Gand-Saint-Pierre, même en cas de retard?

Ministre de la Justice

Question n° 215 de M. Anciaux du 18 octobre 1996 (N.):

Contractuels occupés comme agents pénitentiaires.

On attire mon attention sur le fait que dans les prisons, des contractuels sont occupés en tant qu'agents pénitentiaires.

Le personnel pénitentiaire est normalement tenu de réussir un examen, de prêter le serment professionnel et d'avoir le grade prescrit.

L'honorable ministre a-t-il conscience du fait que ces contractuels qui ne remplissent pas les conditions précitées accomplissent notamment les tâches suivantes:

- Prendre connaissance du contenu des dossiers de détention, de la correspondance et compiler les données financières et familiales relatives aux détenus (ceux qui sont en détention préventive — la majeure partie des détenus — comme les condamnés);
- Rédiger des rapports disciplinaires qui, dans leur grande majorité, débouchent sur l'application de sanctions disciplinaires;
- Fouiller les cellules des détenus.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes:

1. Les contractuels peuvent-ils s'acquitter des fonctions du personnel pénitentiaire avec toutes les responsabilités que celles-ci impliquent?
2. Comment des contractuels peuvent-ils être liés par le devoir de silence s'ils n'ont pas même prêté serment?
3. Est-il raisonnable, d'un point de vue déontologique, d'embaucher des contractuels pour qu'ils accomplissent le travail d'agent pénitentiaire?
4. Combien de contractuels sont-ils actuellement employés comme agent pénitentiaire et dans quels établissements?

Minister van Vervoer

Vraag nr. 68 van de heer Olivier d.d. 25 oktober 1996 (N.):

Veelvoorkomende vertraging op de lijn Kortrijk-Antwerpen: trein van 7 u 31 te Kortrijk.

Vermelde trein vertrekt om 4 u 58 te Antwerpen met aankomst te Rijsel om 6 u 43. De trein vertrekt te Rijsel om 6 u 55 om in Kortrijk aan te komen rond 7 u 30 (voorzien vertrek 7 u 31).

Het gebeurt echter heel vaak dat deze ochtendtreinen verschillende minuten vertraging oplopen. De oorzaken zijn velerlei, onder andere vertraging op het traject Antwerpen-Rijsel en bijkomende vertraging op het aansluitend traject Rijsel-Kortrijk.

Door deze vertraging (doorgaans ongeveer 10 minuten) kan de aansluiting met de P-trein Gent-Brussel van 8 u 01 vanuit het station Gent-Sint-Pieters niet worden gehaald en moeten de reizigers in vermeld station wachten op de verbinding Oostende-Eupen van 8 u 15. Dit heeft een overbezetting van deze laatste trein tot gevolg waardoor heel wat reizigers geen zitplaats vinden. Deze situatie is onduidelijk.

Graag had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen:

1. Wat zijn de oorzaken van deze vaak voorkomende vertraging?
2. Welke initiatieven kunnen worden genomen om de moeilijkheden met de Franse spoorwegen weg te werken?
3. Is het mogelijk op dit treintraject (tijds)marges in te bouwen zodat de eventuele vertraging kan worden ingelopen en de trein op tijd kan vertrekken te Kortrijk?
4. Kan aan de NMBS opdracht worden gegeven om bij eventuele vertraging toch de aansluiting te verzekeren in het station Gent-Sint-Pieters?

Minister van Justitie

Vraag nr. 215 van de heer Anciaux d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Contractuelen tewerkgesteld als penitentiair beambte.

Mijn aandacht wordt erop gevestigd dat in de gevangnissen contractuelen als penitentiair beambte worden tewerkgesteld.

Penitentiair beampten dienen normalerwijze te slagen in een examen, de ambtseed af te leggen en de vastgestelde graad te hebben.

Is de geachte minister zich bewust van het feit dat deze contractuelen die niet aan de bovenstaande voorwaarden voldoen onder andere de volgende taken uitvoeren:

- Kennis nemen van de inhoud van opsluitingsdossiers, inzage nemen van briefwisseling en inzicht krijgen in financiële en familiale gegevens van gedetineerden, (zowel van mensen in voorhechtenis — het overgrote deel van het gedetineerdenbestand — als van veroordeelden);
- Het opstellen van tuchtrapporten die voor het grootste deel uitmonden in uitgesproken tuchtstraffen;
- Het doorzoeken van de cellen van de gedetineerden.

Graag wil ik van de geachte minister een antwoord op de volgende vragen:

1. Mogen contractuelen het werk uitvoeren van penitentiair beampten met alle verantwoordelijkheden die dit ambt inhoudt?
2. Hoe kunnen contractuelen gebonden zijn door de zwaarplicht als zij niet eens de ambtseed hebben afgelegd?
3. Is het aanwerven van contractuelen die het werk uitvoeren van penitentiair beampten wel deontologisch verantwoord?
4. Hoeveel contractuelen voeren op dit ogenblik het werk uit van penitentiair beambte en in welke instellingen worden zij tewerkgesteld?

5. Quelle est la proportion de statutaires et de contractuels, en pourcentage ?

6. Y a-t-il dans les prisons des membres du personnel qui ne sont ni statutaires ni contractuels ?

Question n° 216 de M. Anciaux du 18 octobre 1996 (N.):

Lutte contre les sectes.

Les témoignages d'une série d'anciennes membres de «Het Werk» on fait grand bruit ces derniers temps. Ces «sœurs» sont parvenues à se libérer de l'empire de la «mère» Julia Verhaeghe. Leurs récits sont franchement stupéfiants et angoissants en ce qui concerne la manière dont certaines filles, parfois encore fort jeunes, sont préparées à entrer dans cette secte.

On a encore recueilli, récemment des témoignages de jeunes qui avaient été recrutés par le biais de «journées de l'amitié» organisées par un professeur de religion d'une école secondaire.

Le danger que représente une secte telle que «Het Werk» réside dans le fait qu'elle cache ses vrais mobiles et que ceux-ci sont couverts d'un voile par l'église catholique. Les membres de la secte et les intermédiaires, qui sont souvent aussi des membres du clergé de l'église catholique («régulière»), abusent de leur position (ou se laissent abuser par «Het Werk») pour recruter de nouveaux membres et pour embellir l'image de «Het Werk». C'est ainsi que beaucoup sont induits en erreur et que des personnes ignorantes mettent des locaux à la disposition de «Het Werk» pour qu'elle puisse développer ses activités.

— Cette secte figure-t-elle également en tête de la liste des sectes sur lesquelles il y a lieu d'enquêter et qu'il y a lieu de combattre, ou la commission d'enquête considère-t-elle qu'elle est inoffensive ?

— La commission parlementaire d'enquête a-t-elle déjà mené ou ordonné une enquête concernant cette secte ?

— L'honorable ministre entendra-t-il le prêtre Rik Devillé, qui a déjà fait pas mal de recherches concernant cette secte et tiendra-t-il compte des résultats de ces recherches ?

— Combien de membres «Het Werk» compte-t-elle en Flandre et de combien de maisons dispose-t-elle, et où ?

— L'honorable ministre verra-t-il à ce que les personnes qui ont le courage de quitter cette secte et qui se retrouvent ensuite dans un monde qui manifeste la plus grande incompréhension bénéficient de l'accueil qui convient ?

— Les parlementaires du parti dont est issu l'honorable ministre, qui ont été reçus en audience par le Pape, ont-ils profité de l'occasion pour communiquer au Vatican les témoignages concernant «Het Werk» et/ou pour s'informer sur les activités de «Het Werk» à Rome ?

Question n° 217 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Question n° 218 de M. Verreycken du 25 octobre 1996 (N.):

La brochure Pedoseksualiteit.

D'après moi, la brochure *Pedoseksualiteit* est tout à fait inconciliable avec notre système de normes sociales. Les textes, et certainement aussi la photo de la page 19, sont contraires à l'article 383bis du Code pénal, à mon avis.

Il ressort de l'avant-propos que cette brochure, dont nous condamnons le texte et la photo, a été rééditée «délibérément», dans le but de provoquer. Le «Roze Aktiefrent», qui est responsable de sa publication, fait partie de la FWH (Federatie Werkgroepen Homoseksualiteit), une organisation qui fonctionne en partie grâce à des fonds communautaires, ce qui peut en tout cas renforcer la présomption que cette publication, qui défie la loi et les normes établies, est financée à l'aide des subventions publiques.

5. Welk is de verhouding procentsgewijze tussen statutairen en contractuelen ?

6. Zijn in de gevangenissen personeelsleden tewerkgesteld die noch statutair zijn, noch contractueel ?

Vraag nr. 216 van de heer Anciaux d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Bestrijding van sektes.

De laatste tijd wordt nogal wat ophef gemaakt door de getuigenissen van een aantal ex-leden van «Het Werk». Deze «zusters» zijn erin geslaagd om zich los te maken uit de greep van «moeder» Julia Verhaeghe. De verhalen zijn ronduit verbijsterend en angstaanjagend als men ziet hoe soms nog jonge meisjes worden voorbereid op hun intrede in deze secte.

Onlangs kwamen nog getuigenissen los van jongeren die gerecrueteerd werden via «vriendschapsdagen» die georganiseerd werden door een godsdienstleraar op de middelbare school.

Het gevaar van een secte als «Het Werk» is, dat haar ware motieven verborgen zijn en toegedekt worden met «de mantel der liefde» van de katholieke kerk. De sekteleiden en contactpersonen, die vaak ook geestelijken zijn binnen de («reguliere») katholieke kerk, maken misbruik van hun positie (of laten zich door «Het Werk» misbruiken) om nieuwe leden te recruter en om het imago van «Het Werk» op te poetsen. Zo worden velen bewust misleid en stellen onwetenden mensen en ruimtes ter beschikking voor de activiteiten van «Het Werk».

— Staat deze secte ook bovenaan in het lijstje van de onderzoeken en te bestrijden sekten of wordt deze secte door de onderzoekscommissie als «ongevaarlijk» beschouwd ?

— Heeft de parlementaire onderzoekscommissie reeds onderzoek gedaan of onderzoek bevolen naar deze secte ?

— Zal de geachte minister ook priester Rik Devillé, die reeds heel wat onderzoek deed naar deze secte, horen en rekening houden met zijn onderzoek ?

— Hoeveel leden telt «Het Werk» in Vlaanderen en over hoeveel en welke huizen beschikt deze secte ?

— Zal de geachte minister voor de nodige opvang zorgen voor mensen die de moed hebben om deze secte te verlaten en in een wereld vol onbegrip terecht komen ?

— Hebben de parlamentsleden, partijgenoten van de geachte minister, die in audiëntie werden ontvangen bij de paus van de gelegenheid gebruik gemaakt om het Vaticaan op de hoogte te brengen van de getuigenissen over «Het Werk» en/of om te informeren naar de activiteiten van «Het Werk» in Rome ?

Vraag nr. 217 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Vraag nr. 218 van de heer Verreycken d.d. 25 oktober 1996 (N.):

De brochure Pedoseksualiteit.

De brochure *Pedoseksualiteit* is volgens mij volkomen strijdig met het maatschappelijk normenpatroon. Niet enkel de teksten maar zeker ook de foto op pagina 19 is mijns inziens zeker strijdig met het artikel 383bis uit het Strafwetboek.

Uit het voorwoord blijkt dat deze brochure met de gewraakte tekst en foto «bewust» opnieuw werd uitgegeven, m.a.w. provocatief. Het Roze Aktiefrent, verantwoordelijk voor de uitgave, is een onderdeel van de FWH (Federatie Werkgroepen Homoseksualiteit). Een organisatie die deels draait op gemeenschaps-gelden waaruit alleszins het vermoeden kan groeien dat deze wets-provocerende en normenprovocerende publicatie betaald wordt door de subsidiërende overheid.

1. Quelles mesures l'honorable ministre peut-il prendre pour qu'il y ait au moins un désaveu du financement de ce genre de revues si les subventions sont versées par un autre parlement ?

2. Peut-il user de son influence (droit d'injonction ?) en demandant instamment que le «Roze Aktiefrent» fasse l'objet de poursuites ?

Question n° 219 de M. Destexhe du 25 octobre 1996 (Fr.):

Statut des ministres des cultes.

Le projet de loi du 16 juillet 1996 relatif aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes mentionne l'ensemble des augmentations prévues par le protocole du 13 juin 1991 (ensemble des mesures de programmation sociale pour les années 1991-1994 applicables à l'ensemble du secteur public) aux magistrats de l'ordre judiciaire, aux greffiers et secrétaires des parquets, aux titulaires d'une fonction auprès du Conseil d'État et aux ministres des cultes.

Pourriez-vous me donner le nombre exact des ministres du culte qui sont payés par l'État, et ce pour chacun des cultes reconnus par la loi du 19 septembre 1974, modifiée par les lois des 26 juin 1992, 11 janvier 1993 et 6 août 1993 ?

Quels sont les montants perçus, globalement, par chaque culte ?

Au départ, quelle est la rémunération qui a servi de référence ?

Pourriez-vous m'exposer la philosophie de la loi de 1974 ? Qu'est-ce qui a amené l'État à prendre en charge le traitement des ministres des cultes ?

Ministre de la Défense nationale

Question n° 60 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre

Question n° 45 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique

Question n° 44 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.):

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

1. Welke maatregelen kan de geachte minister treffen om de subsidie van dergelijke bladen minstens af te keuren indien de subsidiëring door een ander parlement gebeurt ?

2. Kan de geachte minister zijn invloed (injunctionrecht ?) aanwenden om aan te dringen op vervolging van het Roze Aktiefrent ?

Vraag nr. 219 van de heer Destexhe d.d. 25 oktober 1996 (Fr.):

Statuut van de bedienaars van erediensten.

Het wetsontwerp van 16 juli 1996 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten strekt ertoe het geheel van de verhogingen waarin het protocol van 13 juni 1991 voorziet (geheel van maatregelen van sociale programmatie voor de jaren 1991-1994 toepasselijk op het geheel van de overheidssector) ook toe te kennen aan de magistraten van de rechterlijke orde, de griffiers en de secretarissen van de parketten, aan de ambtsdragers van de Raad van State en aan de bedienaars van de erediensten.

Kunt u mij het juiste aantal bedienaars van erediensten meedelen die door de Staat worden bezoldigd, en dit voor elk van de erediensten, erkend door de wet van 19 september 1974, gewijzigd door de wetten van 26 juni 1992, 11 januari 1993 en 6 augustus 1993 ?

Welke totale bedragen worden door elke eredienst ontvangen ?

Welke bezoldiging heeft, bij de aanvang, als referte gediend ?

Kunt u mij de strekking van de wet van 1974 toelichten ? Wat heeft de Staat ertoe aangezet de wedde van de bedienaars van de erediensten voor zijn rekening te nemen ?

Minister van Landsverdediging

Vraag nr. 60 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

Vraag nr. 45 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

Vraag nr. 44 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.):

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Environnement

Question n° 45 de M. Daras du 25 octobre 1996 (Fr.):

Dichlorvos.

Dans le rapport du Task Team Pesticides (sous-groupe de travail de la Commission technique Mer du Nord) d'octobre 1995, intitulé «La pollution du milieu aquatique par le lindane, l'endosulfan, l'atrazine, la simazine, les composés de triphenyle étain, le pentachlorophénol et le dichlorvos — Stratégie de réduction», il est indiqué, en ce qui concerne le dichlorvos:

Recommandations:

«02. Le ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement s'engage à faire dresser en 1996 un inventaire géographique détaillé de l'utilisation de dichlorvos.»

L'honorable secrétaire d'État peut-il me dire si ces engagements ont été tenus et quels sont les résultats?

Leefmilieu

Vraag nr. 45 van de heer Daras d.d. 25 oktober 1996 (Fr.):

Dichloorvos.

In het rapport van het Task Team Pesticiden (werkgroep van de Technische Commissie Noordzee) van oktober 1995, met de titel «De verontreiniging van het aquatisch milieu met lindaan, endosulfan, atrazine, simazine, trifenyltin, pentachloorfenol en dichloorvos — Strategie ter reductie», wordt in verband met dichloorvos het volgende vermeld:

Aanbevelingen:

«02. Het ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu verbindt zich ertoe om in 1996 een gedetailleerde geografische inventaris van het dichloorvosgebruik te laten uitvoeren.»

Kan de staatssecretaris mededelen of deze verbintenissen nagekomen zijn en wat de resultaten zijn?

Question à laquelle une réponse provisoire a été fournie

Vraag waarop een voorlopig antwoord verstrekt werd

(Fr.): Question posée en français — (N.): Question posée en néerlandais

(Fr.): Vraag gesteld in 't Frans — (N.): Vraag gesteld in 't Nederlands

Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes

Question n° 53 de M. Erdman du 25 septembre 1996 (N.):

Étudiants jobistes. — 1996.

L'honorable ministre pourrait-elle me dire combien d'étudiants jobistes ont été occupés sous contrat pendant la période de vacances en 1996?

Pourrait-elle également ventiler ce chiffre:

a) Par région (côte et autres lieux de villégiature ou villes et régions rurales);

b) Et, éventuellement, par secteur d'activité (horeca, industrie, administration, etc.)?

Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen

Vraag nr. 53 van de heer Erdman d.d. 25 september 1996 (N.):

Jobstudenten. — 1996.

Kan de geachte minister het aantal opgeven van de contracten-jobstudenten voor de vakantieperiode 1996?

Is het mogelijk dit aantal eventueel op te splitsen volgens:

a) Streek (kust en andere vakantieoorden, of steden en landelijke gebieden);

b) Eventueel volgens activiteitensector (horeca, industrie, administratie en andere)?

Questions posées par les Sénateurs et réponses données par les Ministres

Vragen van de Senatoren en antwoorden van de Ministers

(Fr.): Question posée en français — (N.): Question posée en néerlandais

(Fr.): Vraag gesteld in 't Frans — (N.): Vraag gesteld in 't Nederlands

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

Économie

Question n° 90 de Mme Dardenne du 11 octobre 1996 (Fr.):

Détecteur de fumées. — Présence de substances radioactives.

Il me revient que l'on peut trouver à acheter dans n'importe quelle grande surface des détecteurs de fumée qui contiennent, selon les seules indications de l'emballage, «une substance radioactive Am²⁴¹».

La notice indique encore sans autre précision que cette substance n'est pas dangereuse pour autant qu'on l'utilise de manière appropriée!

Or, l'Am²⁴¹ est un transuranié obtenu à partir du Pu, et dont la demi-vie est de 470 ans. En l'occurrence, il est utilisé comme source d'ionisation dans les détecteurs de fumées.

Je m'étonne que ce genre de matériel soit vendu et diffusé largement dans le public sans autre précaution.

Quelles sont les règles en vigueur qui autorisent ce commerce? Où fabrique-t-on ces sources? Où produit-on l'Am²⁴¹? Quelles sont les agrégations délivrées pour ce type de fabrication? Quelle est la quantité d'Am²⁴¹ contenue dans chaque détecteur? Utilise-t-on d'autres substances radioactives?

En outre, trois problèmes me paraissent au moins poser question:

— Qu'en est-il de l'obligation d'étiquetage pour ce type de produit?

Celui-ci ne devrait-il pas au moins comporter une mise en garde quant au danger en cas d'ouverture de la source scellée et des recommandations quant à l'évacuation du produit au terme de son usage. Ceci amène le deuxième problème.

— Qu'en est-il de l'évacuation de ces détecteurs qui doivent, à mon sens, obéir à la législation qui concerne le traitement des déchets radioactifs?

— Ne craignez-vous pas que l'engouement pour ce type d'appareil amène une dissémination de nombreuses sources radioactives dans l'environnement? Même si la quantité de radioactivité contenue dans chaque appareil est minime, le total de celle-ci peut devenir important vu le nombre d'appareils en circulation.

Il me semble difficile dès lors d'argumenter que les avantages l'emportent sur les inconvénients. Pouvez-vous me dire si l'on a essayé des solutions alternatives pour éviter l'usage de sources radioactives?

Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

Economie

Vraag nr. 90 van mevrouw Dardenne d.d. 11 oktober 1996 (Fr.):

Rookdetectoren. — Aanwezigheid van radioactieve stoffen.

Ik heb vernomen dat men in om het even welke supermarkt rookdetectoren kan kopen die volgens de vermelding op de verpakking «een radioactieve stof Am²⁴¹» bevatten.

Daarbij wordt eenvoudigweg vermeld dat deze stof niet gevaarlijk is voor zover ze op de gepaste wijze wordt gebruikt!

Am²⁴¹ is een der transuranen die verkregen worden uit Pu en heeft een halveringstijd van 470 jaar. In dit geval wordt het gebruikt als ionisatiebron in de rookdetectoren.

Het verbaast mij dat dergelijk materieel zonder enige voorzorg aan het brede publiek wordt aangeboden en verkocht.

Welke regels zijn van toepassing op de verkoop van dergelijke producten? Waar worden de bronnen geproduceerd? Waar wordt het Am²⁴¹ geproduceerd? Welke vergunningen werden afgegeven voor dergelijke productiemethodes? Hoeveel Am²⁴¹ bevat zo'n rookdetector? Worden nog andere radioactieve stoffen gebruikt?

Bovendien zijn er mijns inziens nog minstens drie andere problemen:

— Moet er geen bijzondere aandacht worden besteed aan de verbruikersinformatie in verband met dergelijke producten?

Is het niet wenselijk dat op de verpakking minstens een waarschuwing wordt aangebracht voor het gevaar bij opening van de verzegelde bron alsook een aanbeveling in verband met het afvoeren van het product als het niet meer wordt gebruikt?

— Hoe moeten deze detectoren na gebruik worden verwerkt, daar zij mijns inziens, vallen onder de wetgeving op de verwerking van radioactief afval?

— Vreest u niet dat als dergelijke producten bij de consument in gang vinden, dit zal leiden tot een verspreiding van talrijke bronnen van radioactiviteit in het leefmilieu? Zelfs indien de hoeveelheid radioactiviteit in elk toestel afzonderlijk minimaal is, kan de totale hoeveelheid belangrijk zijn, gelet op het aantal toestellen dat in omloop is.

Het lijkt mij bijgevolg moeilijk vol te houden dat voordelen opwegen tegen de nadelen. Kunt u mij zeggen of men alternatieve oplossingen uitprobeerde om het gebruik van radioactieve stoffen te vermijden?

On ne peut s'empêcher de penser que c'est par une démarche similaire que l'on retrouve aujourd'hui un peu partout de l'amiante.

Réponse: En réponse aux questions qu'il m'a posées à propos des détecteurs de fumées, j'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre ce qui suit.

Les détecteurs de fumées contenant des substances radioactives sont soumis à l'obligation de sécurité visée par la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs. Il s'agit, en effet, d'un bien corporel destiné aux consommateurs ou susceptible d'être utilisé par eux, fourni dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit.

En vertu de cette loi, le Roi peut notamment, en vue d'assurer la protection du consommateur quant à sa sécurité ou sa santé, réglementer l'étiquetage de produits «dangereux», sur proposition du ministre de l'Économie agissant, le cas échéant, conjointement avec le ou les ministres concernés.

Dans la mesure où les propriétés chimiques et toxicologiques de produits sont en jeu, il est généralement admis que le ministre de la Santé publique est compétent.

Avant de proposer un arrêté pris sur la base de la loi du 9 février 1994, le ministre de l'Économie doit consulter la Commission de la sécurité des consommateurs, organe composé de représentants des consommateurs, de représentants des professionnels et d'experts. L'avis de cette commission sera dès lors demandé à propos du problème soulevé par l'honorable membre.

Des détecteurs de fumées ioniques sont utilisés couramment pour la protection de bâtiments contre un incendie. À l'issue de l'usage des détecteurs, ou lorsqu'un bâtiment équipé de tels détecteurs est rénové ou détruit, ces détecteurs sont éliminés du bâtiment.

Cette rénovation ou démolition de bâtiments équipés, ou le remplacement de détecteurs, est effectué soit par un entrepreneur, un installateur de systèmes de protection anti-incendie, le propriétaire du bâtiment ou même le fabricant des détecteurs de fumées, ce qui implique que ces personnes entrent en possession des détecteurs de fumées.

Les propriétaires finaux demandent à l'ONDRAF la prise en charge des détecteurs de fumées. Cette requête est établie avec un formulaire de demande pour la prise en charge de déchets non conditionnés. Étant donné que, dans la majorité des cas, les détenteurs de tels détecteurs ne disposent pas d'un service de contrôle physique agréé, ils doivent recourir à un organisme capable d'exécuter cette fonction pour eux.

Après la réception de la demande, une offre est faite au détenteur selon les tarifs en vigueur pour le transport, le démantèlement, le conditionnement, l'entreposage et l'évacuation géologique finale des déchets. Si le détenteur marque son accord sur les conditions financières précisées dans l'offre, ses déchets peuvent être transportés vers le lieu de traitement, à savoir l'IRE à Fleurus.

Pour la plupart des détenteurs de fumées vers l'installation de traitement, un transporteur agréé de déchets radioactifs est sollicité. Pour le transport, la réglementation de l'AIEA applicable en la matière est suivie.

Les détecteurs de fumées étant munis d'une ou plusieurs sources d'Am²⁴¹, isotope à haute radiotoxicité, des consignes de sécurité particulièrement sévères sont prescrites dans le règlement, notamment une limitation de l'activité par colis, exigence qui pose problème lors du transport de détecteurs de fumées en grand nombre.

Afin d'éviter l'utilisation d'un emballage de type B (trop onéreux pour le détenteur) dans le cas de grandes quantités à emballer, il est fait usage d'un emballage standard de type A dans des boîtes de 30 litres, permettant l'emballage de 50 à 57 détecteurs de fumées.

L'activité moyenne des petites sources dans les détecteurs de fumées est telle que l'activité moyenne du colis de 30 litres demeure inférieure à celle de la valeur maximale admise pour le

Men kan bijna niet anders dan te denken dat het aan een dergelijke gang van zaken te wijten is dat men nu zowat overal asbest vindt.

Antwoord: Als antwoord op de vragen die zij mij gesteld heeft in verband met rookdetectoren, heb ik de eer het geachte lid het volgende mee te delen.

Rookdetectoren met radioactieve bestanddelen zijn onderworpen aan de veiligheidsnormen voorzien in de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten. Het gaat inderdaad om een lichamelijk goed dat voor de consument bestemd is of door hem kan worden gebruikt, en dat in het kader van een handelsactiviteit tegen betaling of gratis wordt geleverd.

Krachtens deze wet kan de Koning, op voorstel van de minister van Economie en zo nodig gezamenlijk met de betrokken minister(s), de etikettering van deze «gevaarlijke producten» reglementeren, om de veiligheid en de gezondheid van de consument te beschermen.

In de mate dat het de chemische en toxicologische eigenschappen van deze producten betreft, wordt algemeen aanvaard dat de minister van Volksgezondheid bevoegd is.

Alvorens een besluit voor te stellen op basis van de wet van 9 februari 1994 moet de minister van Economie de Commissie voor de veiligheid van de consument, samengesteld uit vertegenwoordigers van consumenten en bedrijven en uit experts, raadplegen. Bijgevolg zal aan deze commissie een advies gevraagd worden over het probleem naar voor gebracht door het geachte lid.

Ionische rookdetectoren worden courant gebruikt in de beveiliging van gebouwen tegen brand. Na afloop van het gebruik van de detectoren of wanneer een gebouw, uitgerust met dergelijke detectoren, gerenoveerd of zelfs afgebroken wordt, worden deze detectoren verwijderd uit het gebouw.

Deze renovatie of afbraak van uitgeruste gebouwen, of de vervanging van detectoren gebeurt door ofwel een aannemer, een installateur van brandbeveiligingssystemen, de eigenaar van het gebouw of zelfs de fabrikant van rookdetectoren, hetgeen maakt dat de rookdetectoren in bezit komen van deze personen.

De uiteindelijke eigenaars vragen bij NIRAS de opname aan van rookdetectoren. Deze aanvraag gebeurt met een aanvraagformulier voor de opname van niet-geconditioneerd afval. Daar meestal de houders van dergelijke detectoren geen erkende fysieke controledienst hebben, moeten zij gebruik maken van een organisme dat deze functie voor hen kan uitvoeren.

Na het ontvangen van de aanvraag wordt aan de geldende tarieven voor het transport, de ontmanteling, de conditionering, de tussentijdse opslag en de uiteindelijke geologische berging van het afval, aan de houder een offerte aangeboden. Indien de houder instemt met de financiële voorwaarden gegeven in de offerte kan zijn afval worden getransporteerd naar de plaats van verwerking, zijnde het IRE te Fleurus.

Voor het transport van de rookdetectoren naar de verwerkingsinstallatie wordt gebruik gemaakt van een erkende vervoerder van radioactief afval. Voor het transport wordt de geldende transportreglementering van het IAAE gevolgd.

Aangezien rookdetectoren voorzien zijn van één of verschillende Am²⁴¹-bronnen, een isotoop met een hoge radiotoxiciteit, gelden bijzonder strenge veiligheidsvoorschriften in het reglement, met name een beperking van de activiteit per collo, hetgeen problemen stelt bij het vervoer van grote hoeveelheden rookdetectoren.

Om het gebruik van een type B verpakking (te duur voor de houder) in het geval van grote te verpakken hoeveelheden te vermijden, wordt gebruik gemaakt van een standaardverpakking in 30 liter dozen, waarin tussen de 50 en 57 rookdetectoren verpakt kunnen worden.

De gemiddelde activiteit van de bronnetjes in de rookdetectoren is zodanig, dat de gemiddelde activiteit van het collo van 30 liter, onder de maximaal toegelaten waarde voor het transport

transport dans un emballage de type A. Un tel procédé permet ainsi le transport des détecteurs de fumées dans un emballage de type A, opération financièrement favorable pour le détenteur.

En outre, les transports sont exécutés autant que possible de façon groupée, afin de réduire davantage encore les frais de transport forfaitaires, déjà très bas pour le détenteur. Ces mesures sont prises pour inciter les détenteurs à transférer leurs déchets à l'ONDRAF et à ne pas les abandonner dans l'environnement.

À l'IRE les détecteurs de fumées sont ouverts et les petites sources en sont retirées. Celles-ci sont généralement en forme de lamelles ou de petits boutons soudés sur une plaquette mince. Ces lamelles ou plaquettes sont rassemblées dans un fût de 200 litres en acier inoxydable. Celui-ci est inséré dans un fût de 400 litres lui-même en acier inoxydable et fermé par un couvercle en acier inoxydable soudé sur le fût; l'espace libre restant entre le fût de 200 litres et le fût de 400 litres est bétonné. Les résidus des détecteurs de fumées, qui représentent plus de 95 p.c. du volume total d'un détecteur de fumées, sont évacués comme de la ferraille industrielle, après contrôle de contamination. Il en résulte une réduction de volume considérable des déchets radioactifs, induisant pour le petit producteur un niveau de coûts le plus bas possible.

Les fûts ainsi remplis seront transportés et entreposés à Belgo-process dans l'attente de la construction d'un site d'évacuation. Le scénario actuel prévoit leur évacuation future dans une couche géologique.

En raison du faible volume des déchets radioactifs après démantèlement, aucun fût rempli de petites sources issues des détecteurs de fumées n'a encore été enlevé pour l'entreposage à Belgo-process.

Quant aux solutions alternatives pour éviter l'usage de sources radioactives, j'ai l'intention de demander à la Commission de sécurité des consommateurs précitée d'émettre un avis motivé à ce sujet.

Question n° 100 de Mme Bribosia-Picard du 4 novembre 1996 (Fr.):

Utilité d'un fichier radioactif.

Depuis 1993 existe en France un inventaire national des déchets radioactifs, établi chaque année par l'Observatoire de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). Cet inventaire répertorie l'état et la localisation des déchets radioactifs se trouvant sur le territoire français. Les progrès ainsi réalisés en matière d'information au public sont énormes; en effet, cet inventaire est distribué gratuitement aux propriétaires ou détenteurs de déchets radioactifs, aux élus concernés, ainsi qu'à toute personne privée qui en fait la demande.

En Belgique, la situation est différente, puisque contrairement à la France où l'essentiel de l'activité nucléaire dépend de sociétés et d'institutions nationales, le secteur privé est mêlé à la production d'énergie, le secteur public s'occupant de la recherche et de la gestion des déchets radioactifs.

L'ONDRAF (Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles) est chargé de la mise au point d'une solution définitive pour la mise en dépôt des déchets. Il s'occupe de tout, à partir de l'enlèvement des déchets jusqu'à leur mise en dépôt.

Je voudrais, par rapport à cette problématique, poser les questions suivantes à l'honorable ministre:

1. Un inventaire précis des lieux où se trouvent les déchets radioactifs existe-t-il pour la Belgique? Si oui, l'honorable ministre peut-il le communiquer?

2. Si non, y a-t-il un projet d'élaborer un inventaire semblable à celui réalisé par l'ANDRA: peut-on s'inspirer du modèle français et établir ainsi une carte géographique et historique des différents sites de stockage?

3. Cette carte serait-elle accessible au public?

Réponse: 1. Les déchets radioactifs sont pris en charge par l'ONDRAF, soit à l'état non conditionné, soit pour certains déchets des centrales nucléaires à l'état conditionné. Les déchets

in een type A verpakking blijft. Zodanig kunnen de rookdetectors getransporteerd worden in een type A verpakking, hetgeen voor de houder financieel gunstig is.

Bovendien worden de transporten zoveel mogelijk gegroepeerd uitgevoerd teneinde, de reeds lage forfaitaire vervoerkosten, nog te drukken voor de houder. Deze maatregelen worden genomen om de houders aan te sporen hun afval over te dragen aan NIRAS en ze niet achter te laten in het milieu.

Op het IRE worden de rookdetectors geopend en de bronnetjes uit de rookdetector verwijderd. Deze zijn meestal in de vorm van lamellen of knopjes gelast op een dun plaatje. Deze lamellen of plaatjes worden verzameld en in een 200 liter vat van roestvast staal geplaatst. Dit wordt in een vat van 400 liter, zelf ook van roestvast staal, geplaatst en gesloten met een roestvast stalen deksel dat op het vat gelast wordt; de resterende vrije ruimte tussen het 200 liter vat en het 400 liter vat zal worden gebetonneerd. De restanten van de rookdetectors, hetgeen meer dan 95 pct. van het totale volume van een rookdetector voorstelt, worden na controle op besmetting, afgevoerd als industrieel schroot. Dit resulteert in een aanzienlijke volumevermindering van het radioactief afval, waarbij de kosten voor de kleine producent zo laag mogelijk gehouden worden.

De zodanig gevulde vaten zullen worden getransporteerd naar Belgo-process en er tijdelijk opgeslagen worden in afwachting van de bouw van een bergingssite. Het huidige scenario voorziet in de toekomst een berging in een geologische laag.

Wegens het kleine volume radioactief afval na ontmanteling, is tot op heden nog geen enkel vat gevuld met bronnetjes die voortkomen uit de rookdetectors afgevoerd voor de tussentijdse opslag bij Belgo-process.

Inzake de mogelijke alternatieven voor rookdetectors met radioactieve bestanddelen, zal ik de reeds vermelde Commissie voor de veiligheid van de consumenten vragen hieromtrent een gemotiveerd advies uit te brengen.

Vraag nr. 100 van mevrouw Bribosia-Picard d.d. 4 november 1996 (Fr.):

Nut van een radioactief gegevensbestand.

Sedert 1993 bestaat er in Frankrijk een nationale inventaris van het radioactief afval die jaarlijks wordt opgemaakt door het Observatorium van de ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). Deze inventaris beschrijft de toestand waarin en de plaats waar het radioactief afval zich op het Franse grondgebied bevindt. Aldus wordt een enorme vooruitgang geboekt inzake informatie van het publiek; deze inventaris wordt immers gratis verspreid onder eigenaars of bezitters van radioactief afval, aan de betrokken verkozenen en aan elke privépersoon die ernaar vraagt.

In België is de toestand verschillend, aangezien, in tegenstelling tot Frankrijk waar het merendeel van de nucleaire activiteit in handen is van nationale bedrijven en instellingen, de privé-sector ook betrokken is bij de productie van energie, terwijl het de overheidssector is die zich bezighoudt met onderzoek en het beheer van het radioactief afval.

De NIRAS (Nationale Instelling voor radioactief afval en splijtstoffen) is belast met het zoeken naar een definitieve oplossing voor de opslag van het afval. Ze neemt alles op zich, van de afhaling van het afval tot de berging ervan.

In verband met deze problematiek zou ik de volgende vragen willen stellen aan de geachte minister:

1. Bestaat er voor België een precieze inventaris van de plaatsen waar zich radioactief afval bevindt? Zo ja, kan de geachte minister mij die bezorgen?

2. Zo niet, is hij van plan om een inventaris die vergelijkbaar is met die van de ANDRA te laten opmaken: kan men het voorbeeld volgen van het Franse model en de verschillende opslagplaatsen geografisch en historisch in kaart brengen?

3. Zou deze informatie beschikbaar zijn voor het publiek?

Antwoord: 1. Het radioactief afval wordt ten laste genomen door NIRAS, hetzij in niet-geconditioneerde toestand, hetzij voor sommig afval van de kerncentrales in geconditioneerde toestand.

radioactifs non conditionnés sont centralisés sur le site de Belgoprocess à Mol-Dessel, filiale de l'ONDRAF, qui les traite, les conditionne et les entrepose dans des infrastructures parfaitement adéquates. Les déchets conditionnés dans les centrales nucléaires sont également entreposés sur le site de Belgoprocess. L'inventaire des déchets radioactifs centralisés sur le site de Belgoprocess est repris dans le rapport annuel à la Chambre des représentants, que l'ONDRAF établit conformément au point 11 de l'article unique de la loi du 11 janvier 1991 remplaçant l'article 179, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980.

2. La déclaration gouvernementale de juin 1995 prévoit «de faire compléter par l'ONDRAF l'inventaire technique et financier de tous les passifs nucléaires». À cette fin, l'ONDRAF a proposé de dresser un premier inventaire global de tous les sites nucléaires et d'autres sites contenant des substances radioactives. Il s'agira effectivement d'un inventaire semblable à celui élaboré par l'ANDRA en France.

J'ai demandé à l'ONDRAF de préparer le dispositif légal qui lui permettra d'assurer cette nouvelle mission.

L'établissement de l'inventaire initial commencera dès son entrée en vigueur, c'est-à-dire vers la mi-1997. L'inventaire comprendra une carte géographique localisant les différents sites de stockage.

3. Le rapport et la carte revêtiront un caractère public.

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

Question n° 136 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.):

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

L'arrêté royal du 11 août 1972 (*Moniteur belge* du 29 août 1972), promulgué en vue de stimuler l'emploi de handicapés dans les administrations de l'État, impose aux administrations de l'État d'occuper 1 200 handicapés et fixe en outre des contingents spécifiques pour les différentes administrations de l'État (art. 2).

Cet arrêté royal est applicable à tous les handicapés inscrits au Fonds national de reclassement social des handicapés (désormais scindé en fonds flamand, wallon et bruxellois) (art. 1^{er}) et satisfaisant aux règles de recrutement prescrites par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État... (art. 3).

En outre, l'arrêté royal crée une commission qui a pour mission de mettre tout en œuvre en vue de placer des handicapés dans des administrations de l'État (art. 4).

Eu égard à la grande importance de l'intégration des handicapés dans la vie sociale active, il convient de contrôler avec vigilance l'application des dispositions légales précitées, ainsi que leur traduction dans la pratique.

Je souhaiterais obtenir une réponse aux questions suivantes:

1. Quant à l'emploi de handicapés dans vos services:

1.1. Combien y a-t-il de handicapés travaillant dans vos services et quel pourcentage représentent-ils par rapport au total des personnes employées dans vos services?

1.2. Quel est le ratio hommes/femmes du groupe des handicapés occupés dans vos services et quel est le ratio hommes/femmes de l'effectif global de vos services?

1.3. Quelles fonctions les handicapés assurent-ils dans vos services (niveau 1, 2, 3 ou 4 et leur nombre par niveau)?

1.4. Combien de handicapés travaillent-ils dans votre cabinet ministériel et quel pourcentage représentent-ils par rapport au total des personnes attachées à votre cabinet?

Het radioactief afval in niet-geconditioneerde toestand wordt gecentraliseerd op de site van Belgoprocess te Mol-Dessel, dochtermaatschappij van NIRAS, die het behandelt, conditionneert en tijdelijk opslaat in volledig aangepaste infrastructuur. Het afval geconditioneerd in de kerncentrales wordt ook tijdelijk opgeslagen op de site van Belgoprocess. De inventaris van het radioactief afval gecentraliseerd op de site van Belgoprocess is opgenomen in het jaarverslag aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, dat NIRAS opmaakt overeenkomstig het punt 11 van het enig artikel van de wet van 11 januari 1991 ter vervanging van artikel 179, § 2, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980.

2. De regeringsverklaring van juni 1995 voorziet «de technische en financiële inventaris van alle nucleaire passiva te laten vervolledigen door NIRAS». Om dat te doen, heeft NIRAS voorgesteld een eerste globale inventaris op te maken van alle nucleaire sites en andere sites die radioactieve stoffen bevatten. Het zal daadwerkelijk gaan om een gelijkaardige inventaris als deze opgevoerd door ANDRA voor Frankrijk.

Ik heb NIRAS gevraagd de wettelijke schikkingen te treffen die haar zullen toelaten deze nieuwe opdracht te waarborgen.

De aanvankelijke inventaris zal worden opgesteld zodra deze in werking treedt, nl. in de tweede helft van 1997. De inventaris zal een geografische kaart bevatten die de verschillende stockagesites lokaliseert.

3. Het verslag en de kaart zullen openbaar zijn.

Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

Vraag nr. 136 van mevrouw de Bethune d.d. 8 november 1996 (N.):

Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.

Het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 (*Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 1972), uitgevaardigd ter bevordering van de tewerkstelling van de mindervaliden in de rijksdiensten, verplicht de rijksbesturen om 1 200 mindervaliden tewerk te stellen en bepaalt ook specifieke contingenten voor de verschillende rijksbesturen (art. 2).

Dit koninklijk besluit is van toepassing op alle gehandicapten ingeschreven bij het Rijksfonds (nu opgesplitst in het Vlaams, Waals en Brussels fonds) voor sociale reclassering van de mindervaliden (art. 1), benevens de toepassing van de wervingsregelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 over het statuut van het rijkspersoneel... (art. 3).

Daarnaast stelt het koninklijk besluit ook een Commissie in die de bijvering van de plaatsing van mindervaliden in de rijksbesturen tot doel heeft (art. 4).

Gezien het groot belang van de integratie van de mindervaliden in het actief maatschappelijk leven, moet er waakzaam worden toegezien op de toepassing van bovenstaande wettelijke beschikkingen, alsook op hun vertaling in de praktijk.

Graag had ik dan ook een antwoord ontvangen op de volgende vragen:

1. Over de tewerkstelling van mindervaliden binnen uw diensten:

1.1. Hoeveel mindervaliden werken binnen uw diensten en hoeveel procent is dat van het totaal aantal tewerkgestelden binnen uw diensten?

1.2. Wat is de verhouding man-vrouw onder de groep mindervaliden binnen uw diensten en wat is de verhouding man-vrouw voor alle tewerkgestelden binnen uw diensten?

1.3. Welke functies bekleden de mindervaliden binnen uw diensten (niveau 1, 2, 3 of 4 en aantal per niveau)?

1.4. Hoeveel mindervaliden werken er op uw ministerieel kabinet en hoeveel procent is dat van het totaal aantal personen die aan uw kabinet verbonden zijn?

2. Quant au recrutement de handicapés par vos services :

2.1. Combien de handicapés vos services ont-ils recrutés au cours des deux dernières années (veuillez indiquer le chiffre par année) et quel pourcentage représentent-ils par rapport au nombre total des personnes recrutées par année ?

2.2. Vos services mènent-ils une politique active de recrutement de handicapés ?

1° Quelle est votre vision politique en la matière ?

2° Quels sont vos projets concrets ?

2.3. Existe-t-il une collaboration active entre vos services et la commission pour le placement des handicapés :

1° Pour rechercher un emploi convenable pour les handicapés dans vos services ?

2° Pour adapter des postes de travail au handicap des intéressés (par exemple, l'acquisition d'un appareillage spécifique permettant à un handicapé de fonctionner normalement) ?

2.4. Au cours des deux dernières années, vos services ont-ils fait usage de l'article 7 de cet arrêté royal pour présenter eux-mêmes des candidats et engager ainsi des handicapés (veuillez indiquer le chiffre par année) ?

2.5. Y a-t-il au sein de vos services un fonctionnaire responsable du suivi de l'arrêté royal précité ? Dans l'affirmative, de qui s'agit-il ?

3. Quant à la candidature de handicapés auprès de vos services :

Vos services enregistrent-ils souvent des candidatures de handicapés et combien de candidatures avez-vous reçues au cours des deux dernières années (veuillez indiquer le chiffre par année) ?

4. Quant à la promotion des handicapés dans vos services :

Au cours des deux dernières années, des handicapés ont-ils été promus au sein de vos services (veuillez indiquer le chiffre par année) ?

5. Quant au départ de handicapés employés dans vos services :

5.1. Au cours des deux dernières années, combien de handicapés ont-ils quitté vos services durant leur stage (voir également l'art. 10 de l'arrêté royal) (veuillez indiquer le chiffre par année) :

1° Au total;

2° En raison du départ à la pension;

3° En raison de leur décès;

4° Pour cause de maladie;

5° Pour cause de licenciement ?

5.2. Au cours des deux dernières années, combien de handicapés recrutés définitivement ont-ils quitté vos services (veuillez indiquer le chiffre par année) :

1° Au total;

2° En raison du départ à la pension;

3° En raison de leur décès;

4° Pour cause de maladie;

5° Pour cause de licenciement ?

Réponse: L'arrêté royal du 29 novembre 1976 modifiant l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les services de l'État a fixé pour le ministère des Finances le contingent de handicapés, à recruter, à 474 unités.

Jusqu'à présent, le ministère des Finances a engagé, dans le cadre de l'arrêté royal précité, 573 agents statutaires dont 1 au niveau 1, 98 au niveau 2, 208 au niveau 3 et 266 au niveau 4.

Le nombre de handicapés recrutés au ministère des Finances représente 2 p.c. du nombre du personnel statutaire en service au 30 juin 1996 (28 175 unités).

Malgré le fait que le contingent de 474 unités avait déjà été atteint en 1981, le ministère des Finances ne l'a pas considéré comme étant strictement limitatif et recrute dans la pratique tous les candidats réunissant les conditions statutaires et dont le handi-

2. Over de aanwerving van mindervaliden door uw diensten :

2.1. Hoeveel mindervaliden werden door uw diensten de laatste twee jaar aangeworven (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) en hoeveel procent is dat van het totaal aantal aangeworven personen per jaar ?

2.2. Wordt er door uw diensten een actief beleid gevoerd om mindervaliden aan te werven ?

1° Welke is uw beleidsvisie ter zake ?

2° Wat zijn uw concrete projecten ?

2.3. Is er tussen uw diensten en de commissie voor plaatsing van mindervaliden een actieve samenwerking :

1° Om voor mindervaliden een passende betrekking te zoeken in uw diensten ?

2° Om arbeidsposten aan te passen aan de handicap van de mindervaliden (bijvoorbeeld het aanwerven van bepaalde apparatuur die een mindervalide in staat stelt om normaal te functioneren) ?

2.4. Hebben uw diensten gedurende de laatste twee jaar gebruik gemaakt van het artikel 7 van dit koninklijk besluit om zelf kandidaten voor te stellen en zo mindervaliden aan te werven (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) ?

2.5. Is er binnen uw diensten een ambtenaar verantwoordelijk voor de opvolging van het bovenvermelde koninklijk besluit ? Zo ja, wie ?

3. Over de sollicitatie van mindervaliden bij uw diensten :

Wordt er op uw diensten vaak gesolliciteerd door mindervaliden en hoeveel kandidaturen werden de laatste twee jaar ingezonden (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) ?

4. Over de bevordering van de mindervaliden binnen uw diensten :

Zijn er mindervaliden die gedurende de laatste twee jaar binnen uw diensten bevorderd werden (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) ?

5. Over de afvloeiing van mindervaliden uit uw diensten :

5.1. Hoeveel mindervaliden zijn er gedurende de laatste twee jaar uit uw diensten afgevloeid tijdens hun stage (zie ook art. 10 van het koninklijk besluit) (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) :

1° In totaal;

2° Door het vertrekken op pensioen;

3° Door overlijden;

4° Door ziekte;

5° Door afdanking ?

5.2. Hoeveel vast aangeworven mindervaliden zijn er in de laatste twee jaar uit uw diensten afgevloeid (gelieve het cijfer per jaar aan te duiden) :

1° In totaal;

2° Door het vertrekken op pensioen;

3° Door overlijden;

4° Door ziekte;

5° Door afdanking ?

Antwoord: Het koninklijk besluit van 29 november 1976 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden in de rijksbesturen heeft voor het ministerie van Financiën het contingent aan te werven mindervaliden vastgesteld op 474.

Tot op heden werden door het ministerie van Financiën in uitvoering van voornoemd koninklijk besluit 573 statutaire personeelsleden in dienst genomen waarvan 1 in niveau 1, 98 in niveau 2, 208 in niveau 3 en 266 in niveau 4.

Het aantal bij het ministerie van Financiën in dienst genomen mindervaliden vertegenwoordigt 2 pct. van het aantal statutaire personeelsleden in dienst op 30 juni 1996 (28 175 eenheden).

Ondanks het feit dat het vastgesteld contingent van 474 eenheden reeds in 1981 werd bereikt, beschouwt het ministerie van Financiën dit contingent niet als strikt limitatief en werft het, in de praktijk, alle gegadigden aan die aan de statutaire vereisten

cap est compatible avec la fonction à exercer et pour autant qu'il y ait des emplois à conférer dans les fonctions et résidences sollicitées.

Le ministère des Finances ne fait cependant pas usage de la possibilité incluse dans l'article 7 de l'arrêté royal du 11 août 1972 précité et ne prend pas l'initiative de proposer des candidats au recrutement comme handicapés.

Il n'est dérogé à cette règle que pour les candidats déjà en fonction à titre précaire, au ministère des Finances. Pour autant que ces candidats donnent satisfaction, et moyennant l'accord de l'administration où ils sont déjà en service, le recrutement statutaire est proposé au Secrétariat permanent de recrutement.

Notons également que le fait que le ministère des Finances ait pu atteindre relativement vite le contingent de 474 handicapés est la conséquence d'une bonne collaboration entre mes services et ceux du Secrétariat permanent de recrutement qui sont chargés du secrétariat de la commission pour le placement des handicapés.

Pour le surplus, je dois informer l'honorable membre que le département ne dispose pas d'autres données relatives à la problématique de la mise au travail de handicapés.

En ce qui concerne mon cabinet ministériel, je vous informe qu'aucune personne handicapée n'y est employée.

Commerce extérieur

Question n° 128 de M. Anciaux du 18 octobre 1996 (N.):

Mandat des négociateurs EU concernant la création d'une zone de libre-échange avec l'Afrique du Sud.

L'Union européenne négocie depuis un certain temps avec la république d'Afrique du Sud au sujet de la création d'une zone de libre-échange. Les représentants de l'UE ont à cet égard un mandat strict qui ne leur permet que de tenir compte dans une faible mesure de la situation socio-économique particulière de l'Afrique australe.

Selon certains observateurs, l'Union européenne ne tient pas suffisamment compte du programme de reconstruction et de développement de l'Afrique du Sud et de la situation socio-économique des pays voisins de cette dernière, à savoir la Namibie, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland.

C'est pourquoi j'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes:

1. Au cours des divers Conseils des ministres du Commerce extérieur, la Belgique, en tant qu'État membre de l'Union européenne, a-t-elle insisté:

a) Pour que les dispositions injustes et discriminatoires qui frappent les exportations sud-africaines vers l'Union européenne soient levées? Sinon, quels arguments a-t-on avancés pour justifier l'existence de ces mesures discriminatoires?

b) Sur la nécessité de prendre des mesures en vue de faciliter considérablement l'accès des produits sud-africains au marché européen. Sinon, pourquoi la Belgique n'introduit-elle pas de recours contre ces entraves commerciales érigées par l'UE contre les produits sud-africains?

2. La Belgique est-elle disposée, en tant que membre de l'Union européenne, à élaborer, dans la perspective du prochain Conseil des ministres européens du Commerce extérieur, une proposition demandant que le mandat des négociateurs européens soit adapté compte tenu des points suivants:

a) Le report provisoire de la suppression réciproque des prélèvements tarifaires, pour essayer de prévenir la dislocation du système socio-économique en Afrique du Sud;

b) L'ouverture du marché européen à un nombre de produits sud-africains supérieur à ce qu'exige le respect du principe de réciprocité;

voldoen en waarvan de handicap verenigbaar is met de uit te oefenen functie en voor zover er betrekkingen te begeven zijn in de gesolliciteerde functies en standplaatsen.

Het ministerie van Financiën maakt evenwel geen gebruik van de mogelijkheid die besloten ligt in artikel 7 van het reeds genoemd koninklijk besluit van 11 augustus 1972 en stelt zelf geen kandidaten voor een aanwerving als mindervalide voor.

Van deze regel wordt slechts afgeweken voor kandidaten die zelf reeds in enigerlei hoedanigheid in dienst zijn bij het ministerie van Financiën. Voor zover deze gegadigden voldoening geven wordt, mits het akkoord van de administratie waar de gegadigde reeds in dienst is, hun statutaire aanwerving aan het bevoegde Vast Wervingssecretariaat voorgesteld.

Op te merken ook dat het feit dat het ministerie van Financiën reeds vrij vlug het opgelegde contingent van 474 aan te werven mindervaliden heeft kunnen realiseren het gevolg is geweest van de goede samenwerking tussen mijn diensten en de diensten van de Vaste Wervingssecretaris die belast zijn met het secretariaat van de commissie voor de plaatsing van de mindervaliden.

Voor het overige moet ik het geachte lid mededelen dat het departement niet beschikt over andere gegevens in verband met de problematiek van de tewerkstelling van mindervaliden.

Wat mijn ministerieel kabinet betreft, kan ik u mededelen dat geen enkele mindervalide er is tewerkgesteld.

Buitenlandse Handel

Vraag nr. 128 van de heer Anciaux d.d. 18 oktober 1996 (N.):

Mandaat van de EU-onderhandelaars betreffende de oprichting van een vrijhandelszone met Zuid-Afrika.

De Europese Unie onderhandelt reeds geruime tijd met de republiek Zuid-Afrika over de oprichting van een vrijhandelszone. Daarbij hanteren de EU-vertegenwoordigers een strikt onderhandelingsmandaat dat weinig ruimte laat voor de specifieke socio-economische situatie van zuidelijk Afrika.

De Europese Unie houdt volgens sommige waarnemers te weinig rekening met het Zuid-Afrikaanse Heropbouw- en Ontwikkelingsprogramma (HOP) en de socio-economische situatie van Zuid-Afrika's buurlanden Namibië, Botswana, Lesotho en Swaziland.

Daarom had ik de geachte minister graag volgende vragen voorgelegd:

1. Heeft België, als lidstaat van de Europese Unie, tijdens de verschillende Raden van de ministers van Buitenlandse Handel, aangedrongen op:

a) De opheffing van ongerechtvaardigde discriminerende bepalingen ten aanzien van de Zuid-Afrikaanse export naar de Europese Unie? Zoniet, welke argumenten werden dan aangehaald om deze discriminerende bepalingen te rechtvaardigen?

b) Maatregelen die de toegang van Zuid-Afrikaanse producten tot de EU-markt aanzienlijk makkelijker maken? Zoniet, waarom tekent België dan geen verzet aan tegen deze EU-handelsbelemmeringen tegen Zuid-Afrikaanse producten?

2. Is België, als EU-lidstaat, bereid tegen de volgende Raad van ministers van Buitenlandse Handel een voorstel uit te werken waarin een bijsturing wordt gevraagd van het mandaat van de EU-onderhandelaars, met aandacht voor volgende aspecten:

a) Een voorlopig uitstel voor Zuid-Afrika wat de wederzijdse afschaffing van de tarifaire heffingen betreft, teneinde de ontvrichting van de socio-economische systemen in zuidelijk Afrika te voorkomen;

b) De openstelling van de EU-markt voor meer Zuid-Afrikaanse producten dan vereist is in het licht van het beginsel van de wederkerigheid;

c) L'acceptation de la perception, par l'Afrique du Sud, de taxes à l'importation des produits agricoles européens subventionnés destinées à compenser les effets de la désorganisation du secteur agricole en Afrique australe ou à prévenir cette désorganisation;

d) L'octroi, à la Namibie, au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, de compensations financières pour les inconvénients qu'entraîne la création d'une zone de libre-échange entre l'UE et la RAS;

e) La révision de la liste des produits sud-africains soumis à des prélèvements tarifaires ou autres par l'Union européenne.

Réponse: 1. J'ai l'honneur de faire part à l'honorable membre que la Belgique est favorable à la redéfinition des relations de l'UE prises dans leur globalité avec l'Afrique du Sud. Par ladite redéfinition, l'UE entend appuyer les efforts visant à consolider les bases économiques et sociales de la nouvelle Afrique du Sud. La Belgique s'est, dès le début, prononcée pour l'ouverture rapide de négociations, un démantèlement tarifaire asymétrique en faveur de l'Afrique du Sud ainsi que pour la prise en compte des contraintes spécifiques liées aux processus d'intégration régionale de l'ensemble de l'Afrique australe. L'élaboration du mandat de négociation au sein du Conseil a été malaisé en raison d'intérêts et priorités quelque peu divergents de plusieurs États membres. L'honorable membre voudra bien noter au passage que la matière dont il est question est traitée par le Conseil Affaires générales.

2. La question de l'honorable membre reflète largement les critiques formulées dans un récent rapport parlementaire sud-africain à l'encontre de la négociation d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Afrique du Sud.

Je souhaiterais ici rappeler que seules deux commissions parlementaires sud-africaines se sont exprimées, et dans un sens critique comme je viens de le mentionner, sur le contenu du mandat du Conseil de la Commission européenne. À l'heure qu'il est, une réaction officielle du gouvernement sud-africain audit mandat se fait toujours attendre. Il importe en tout cas de noter que la négociation n'a pas encore commencé.

3. Ceci dit, les négociations avec l'Afrique du Sud se déroulent techniquement sur deux plans. Le premier concerne une adhésion partielle de l'Afrique du Sud à la Convention de Lomé. Cette adhésion serait partielle en ce qu'elle excluerait les relations commerciales mais offrirait à l'Afrique du Sud tous les avantages concédés dans d'autres domaines par l'UE à ses partenaires ACP, en matière de coopération au développement et d'accès aux adjudications publiques notamment. L'adhésion en question consacrerait la reconnaissance de la double nature de l'économie sud-africaine, qui est par certains aspects celle d'un pays en développement et par d'autres celle d'un pays développé.

Le deuxième de ces plans implique à terme la conclusion d'un accord commercial destiné à mettre en place une zone de libre-échange sur une période de 10 ans, avec une asymétrie dans le démantèlement tarifaire en faveur de l'Afrique du Sud. C'est la Commission qui sera chargée de négocier au nom de l'Union européenne avec l'Afrique du Sud. À cette fin, le Conseil a dû octroyer un mandat à la Commission. La Belgique a œuvré de façon constructive tout au long des travaux visant à l'élaboration du mandat de la Commission. Notre position a été comme on l'a dit plus ouverte que la majorité des États membres, lesquels ont demandé l'exclusion de nombreux produits lors de la négociation.

4. Je me dois aussi de faire observer qu'il y a lieu de tenir compte des conditions imposées par le Conseil lors de la négociation de nouvelles zones de libre-échange. De manière à maintenir la cohérence de la politique commerciale de l'union il faut s'assurer que les nouveaux accords commerciaux soient compatibles avec les prescriptions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et mesurer leur impact sur les accords préférentiels existants et les politiques internes de l'Union, spécialement la politique agricole commune. Des études d'impact ont été effectuées à cet effet par la Commission. La Belgique y attache beaucoup d'importance. De leur côté, les États membres du Sud en particulier demandent la protection de certains produits agricoles

c) De aanvaarding van Zuid-Afrikaanse heffingen op de invoer van gesubsidieerde Europese landbouwproducten om de ontvrichting van de landbouwsector in zuidelijk Afrika te vermijden of te compenseren;

d) Financiële compensaties voor de negatieve economische gevolgen van een EU-RSA-vrijhandelszone voor Namibië, Botswana, Lesotho en Swaziland;

e) Een herziening van de lijst met Zuid-Afrikaanse producten die onderhevig zijn aan tarifaire of andere heffingen van de Europese Unie.

Antwoord: 1. Ik heb de eer het geachte lid mede te delen dat België voorstander is van de herdefiniëring van de globaliteit van de relaties van de EU met Zuid-Afrika. Met die herdefiniëring wenst de EU de inspanningen te steunen die de consolidatie van de economische en sociale basis van het nieuwe Zuid-Afrika beogen. België heeft zich sinds het begin uitgesproken voor de snelle opening van onderhandelingen en de asymmetrische ontmanteling van de tarieven in het voordeel van Zuid-Afrika, alsmede voor het in overweging nemen van de specifieke beperkingen die voortvloeien uit het regionale integratieproces in zuidelijk Afrika. De uitwerking van het onderhandelingsmandaat in de Raad is moeizaam verlopen, daar meerdere lidstaten van de EU er enigszins verschillende belangen en prioriteiten op nahielden. Ik wens het geachte lid er terloops op te wijzen dat bedoelde materie in de Raad Algemene Zaken wordt behandeld.

2. De vraag van het geachte lid weerspiegelt grotendeels de kritiek die in een recent Zuid-Afrikaans parlementair rapport tegen de onderhandeling van een vrijhandelsakkoord tussen de EU en Zuid-Afrika werd geformuleerd.

Ik wens er hier aan te herinneren dat slechts twee Zuid-Afrikaanse parlementaire commissies zich uitgesproken hebben, en dit in kritische zin, over de inhoud van het mandaat van de Raad aan de Europese Commissie. Op dit ogenblik wordt nog steeds gewacht op een officiële reactie van de Zuid-Afrikaanse regering op het bedoelde mandaat. Het dient benadrukt te worden dat de onderhandelingen nog niet begonnen zijn.

3. De onderhandelingen met Zuid-Afrika spelen zich technisch gezien op twee niveaus af. Het eerste betreft een gedeeltelijke toetreding van Zuid-Afrika bij de Conventie van Lomé. Die toetreding zou gedeeltelijk zijn, in die zin dat ze de commerciële relaties zou uitsluiten, doch aan Zuid-Afrika alle voordelen zou bieden die op andere domeinen door de EU aan de ACS-partners werden toegestaan, en dit met name op het vlak van de ontwikkelingssamenwerking en de toegang tot de openbare aanbestedingen. De toetreding zou de dubbele natuur bevestigen van de Zuid-Afrikaanse economie, die bepaalde aspecten van een ontwikkelingsland vertoont en andere van een ontwikkeld land.

Het tweede niveau impliceert dat op termijn een commercieel akkoord wordt gesloten. Dit zou over een periode van tien jaar een vrijhandelszone moeten creëren met een asymmetrische ontmanteling van de tarieven in het voordeel van Zuid-Afrika. De Commissie zal in naam van de EU belast zijn met de onderhandelingen met Zuid-Afrika. Daartoe heeft de Raad een mandaat aan de Commissie moeten geven. België heeft, gedurende de ganse werkzaamheden, op constructieve wijze meegewerkt aan de uitwerking van het mandaat voor de Commissie. Ons standpunt was, zoals gezegd, opener dan dat van een meerderheid van lidstaten, die tijdens de onderhandeling de uitsluiting van verscheidene producten hebben gevraagd.

4. Ik wens ook te doen opmerken dat men rekening moet houden met de voorwaarden die de Raad oplegt bij de onderhandeling van nieuwe vrijhandelszones. Om de coherentie van het handelsbeleid van de Unie te behouden, moet men zich ervan vergewissen dat de nieuwe handelsakkoorden compatibel zijn met de voorschriften van de Wereldhandelsorganisatie (WHO) en hun impact meten op de bestaande preferentiële akkoorden en het interne beleid van de Unie, in het bijzonder op het gemeenschappelijke landbouwbeleid. De Commissie heeft daartoe impactstudies gedaan. België hecht daar veel belang aan. Van hun zijde vragen vooral de zuidelijke lidstaten de bescherming van bepaalde landbouwproducten ten titel van de gemeenschappe-

au titre de la préférence communautaire. C'est pourquoi il n'a pas été possible de prévoir, spécialement pour les produits agricoles, le libre-accès total au marché communautaire, comme il n'est pas possible de donner tout de suite le libre-accès total des produits européens sur le marché sud-africain, alors que notre industrie le souhaite.

Pour les produits industriels, notre marché est largement ouvert dès l'entrée en vigueur de l'accord sauf pour les produits CECA considérés comme sensibles.

Enfin, nous ne pouvons négliger nos intérêts économiques légitimes dans la mesure où les secteurs concurrentiels de l'économie sud-africaine pourraient porter atteinte aux positions de nos entreprises et donc, le cas échéant, à la situation de l'emploi dans notre pays.

5. La nécessaire préoccupation pour les intérêts des pays voisins de l'Afrique du Sud a par ailleurs toujours été démontrée par la Belgique. Nous consentons depuis longtemps des efforts appréciés pour leur développement, lui-même pièce maîtresse du processus d'intégration régionale en cours dans l'ensemble de l'Afrique australe. Cette contribution, la Belgique la met en œuvre par l'entremise de l'AGCD qui finance, dans le cadre de la Southern African Development Community (SADC) ou bilatéralement, de nombreux projets de coopération au développement dans cette région.

6. Quant à la question 2 posée par l'honorable membre, je ne crois pas qu'il faille un mandat complémentaire, vu que le mandat commercial actuel repose sur une méthodologie spéciale en laissant une flexibilité appréciable à la Commission, tout en obligeant celle-ci à négocier en coordination avec le groupe «ad-hoc» du Conseil et à lui rendre compte régulièrement. Ce mandat a été mis au point au terme de discussions particulièrement difficiles. Il s'agit donc d'un compromis laborieusement atteint qu'il serait contre-productif de remettre en question, au risque de retarder considérablement voire de compromettre tout à fait le projet d'accord de libre-échange avec l'Afrique du Sud.

7. Quant aux questions 2 a) et b), le démantèlement prévu par les directives de négociation est comme on l'a dit asymétrique en faveur de l'Afrique du Sud, ce qui signifie que l'Union renonce à une stricte réciprocité.

8. La question 2 d) m'amène à répondre à l'honorable membre que la Belgique, tout comme l'ensemble de ses partenaires au sein de l'UE ainsi que la Commission, est très consciente du problème posé par d'éventuelles conséquences négatives d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Afrique du Sud pour les pays associés à l'Afrique du Sud dans la «Southern Africa Customs Unions» (SACU), à savoir (Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland appelés pays BLNS). Cette question a fait l'objet récemment d'une étude d'impact de la Commission. Il ressort que les situations de concurrence entre les produits sud-africains susceptibles d'être libéralisés et les produits originaires des ACP — parmi eux, les pays d'Afrique australe — seraient assez rares. D'autre part, l'étude montre que l'accord avec l'Afrique du Sud faciliterait l'accès des pays BLNS et des autres pays du South African Development Council (SADC) au marché européen, dans la mesure où la libéralisation en cours dans l'ensemble des pays de l'Afrique australe leur permettrait de disposer avec le territoire sud-africain d'une base de réexportation intéressante vers l'UE. On s'attend, enfin, à ce que les pays de la SADC tirent argument de l'accord de libre-échange euro-sud-africain pour obtenir une amélioration de leur accès au marché sud-africain en revendiquant des concessions tarifaires de l'Afrique du Sud en leur faveur (ces questions font déjà l'objet de discussions dans le cadre des négociations en cours pour un protocole commercial de la SADC).

Par ailleurs, une renégociation du Traité SACU, auquel font partie l'ensemble des pays BLNS avec l'Afrique du Sud, est en cours à l'heure actuelle. Cette renégociation se trouve bloquée, entre autres sur la formule de redistribution des recettes douanières communes. Il découle de ce qui précède que la question d'éventuelles compensations financières au bénéfice des pays BLNS ne semble pas devoir se poser pour le moment.

lijke preferentie. Daarom is het niet mogelijk gebleken, vooral niet voor de landbouwproducten, de totale vrije toegang tot de gemeenschappelijke markt te voorzien, zoals het evenmin mogelijk is om onmiddellijk de totale vrije toegang van Europese producten op de Zuid-Afrikaanse markt te bieden. En dit ondanks het feit dat onze industrie daarop aandrong.

Voor de industriële producten staat onze markt vanaf het in werking treden van het akkoord grotendeels open, behalve voor de EGKS-producten die als gevoelig worden beschouwd.

Tenslotte mogen we onze legitieme economische belangen niet verwaarlozen. De concurrentiële sectoren van de Zuid-Afrikaanse economie zouden onze bedrijven, en bijgevolg ook de werkgelegenheid in ons land, kunnen schaden.

5. België heeft zich altijd bezorgd getoond voor de belangen van de buurlanden van Zuid-Afrika. Wij spannen ons reeds lang in voor hun ontwikkeling, die zelf het sluitstuk is voor het aan de gang zijnde regionale integratieproces in zuidelijk Afrika. België levert die bijdrage via het ABOS dat, in het kader van de Southern African Development Community (SADC), verscheidene ontwikkelingsprojecten in de regio financiert.

6. Wat de tweede door het geachte lid gestelde vraag betreft, denk ik niet dat een bijkomend mandaat vereist is. Het huidige commerciële mandaat berust namelijk op een speciale methodologie die een grote flexibiliteit aan de commissie laat, zonder haar evenwel te ontslaan van de verplichting om te onderhandelen in coördinatie met de groep «ad hoc» van de Raad en regelmatig rekenschap af te leggen bij die groep. Dat mandaat werd uitgewerkt aan het eind van bijzonder moeilijke discussies. Het gaat dus om een moeizaam bereikt compromis, dat men beter niet in vraag stelt, omdat dat het project van een vrijhandelsakkoord met Zuid-Afrika aanzienlijk zou vertragen, of zelfs volledig in gevaar zou brengen.

7. Wat de vragen 2 a) en b) betreft, kan ik het geachte lid melden dat de afbraak van de tarieven, voorzien door de onderhandelingsrichtlijnen, asymmetrisch zijn ten voordele van Zuid-Afrika. Dit betekent dat de unie verzaakt aan een strikte wederkerigheid.

8. Vraag 2 d) laat mij toe het geachte lid te antwoorden dat België, net zoals de partners in de EU en de Commissie, zich terdege bewust is van het probleem van de eventuele negatieve gevolgen van een vrijhandelsakkoord tussen de EU en Zuid-Afrika voor de landen die verenigd zijn in de «Southern Africa Customs Union» (SACU), te weten Botswana, Lesotho, Namibië en Swaziland (de zogenaamde BLNS-landen). Deze vraag werd recent door de Commissie bestudeerd. Het blijkt dat concurrentie tussen de Zuid-Afrikaanse producten die geliberaliseerd kunnen worden, en de producten die voortkomen uit de ACS-landen — waaronder de landen van zuidelijk Afrika — vrij zeldzaam zou zijn. Anderzijds toont de studie aan dat het akkoord met Zuid-Afrika de toegang van de BLNS-landen en de andere landen van de Southern African Development Council (SADC) tot de Europese markt zou vergemakkelijken. De liberalisering die nu aan de gang is in alle landen van zuidelijk Afrika zou hen immers toelaten het Zuid-Afrikaanse grondgebied te gebruiken als basis voor heruitvoer naar de EU. Men verwacht, tenslotte, dat de landen van de SADC het Euro-Zuid-Afrikaanse vrijhandelsakkoord zullen aangrijpen om een verbetering van hun toegang tot de Zuid-Afrikaanse markt te verkrijgen, met name door van Zuid-Afrika tarifaire toegevingen te eisen (die vragen worden reeds bediscussieerd in het kader van de onderhandelingen voor een commercieel akkoord van de SADC).

Bovendien is een heronderhandeling van het SACU-Verdrag, waarvan de BLNS-landen en Zuid-Afrika deel uitmaken, momenteel aan de gang. Die heronderhandeling is geblokkeerd, onder andere over de formule voor de herverdeling van de gemeenschappelijke douane-inkomsten. Uit het voorgaande volgt dat de vraag naar eventuele financiële compensaties zich op dit ogenblik niet lijkt te moeten stellen.

Ministre de la Santé publique et des Pensions

Question n° 58 de M. Verreycken du 15 juillet 1996 (N.):

Personnel. — Rôles linguistiques.

Récemment, j'ai reçu du ministre de la Fonction publique un recueil donnant un aperçu des effectifs du secteur public (situation au 30 juin 1995 et au 1^{er} janvier 1996).

Ce qui m'intéresserait également, ce serait de savoir dans quel rôle linguistique ces agents se situent. Aussi serais-je ravi de recevoir, en complément audit recueil, la répartition par langue des différents agents occupés dans votre ministère.

Réponse: 1. Pour ce qui est du personnel statutaire de l'Office national des pensions, je renvoie l'honorable membre aux informations que je lui ai transmises précédemment.

2. Pour ce qui est du ministère des Affaires sociales de la Santé publique et de l'Environnement, les données fournies par ma collègue des Affaires sociales valent pour l'ensemble du ministère.

Pour rappel, vous trouverez toutefois un tableau de la répartition du personnel selon la position administrative et le rôle linguistique ainsi qu'un tableau détaillé de la situation au sein de l'IHE, de l'Institut Pasteur et de l'Institut d'expertise vétérinaire.

Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

Vraag nr. 58 van de heer Verreycken d.d. 15 juli 1996 (N.):

Personeel. — Taalrollen.

Recent mocht ik van de minister van Ambtenarenzaken een bundel ontvangen met daarin een overzicht van de personeelssterkte in de overheidssector (toestand op 30 juni 1995 en op 1 januari 1996).

Wat mij ook interesseert, is te weten welke de taalrol is waarin de verschillende personeelsleden worden gesitueerd. Het zou mij dan ook verheugen om aanvullend op de bewuste bundel ook de indeling per taal van de verschillende in uw ministerie tewerkgestelde personeelsleden te ontvangen.

Antwoord: 1. Wat het statutair personeel bij de Rijksdienst voor pensioenen betreft, verwijs ik het geacht lid naar de informatie die ik hem voordien reeds heb overgemaakt.

2. Wat het ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu betreft, gelden de gegevens die werden verstrekt door mijn collega van Sociale Zaken voor het geheel van het ministerie.

Ter herinnering vindt u hieronder evenwel een overzicht van de indeling van het personeel volgens de administratieve stand en de taalrol evenals een gedetailleerd overzicht van de situatie bij het IHE, het Pasteur Instituut en het IVK.

Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement
Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu
Répartition du personnel selon la position administrative et le rôle linguistique
Indeling van het personeel naar administratieve stand en taalrol
(Situation au 1^{er} janvier 1996. — *Toestand op 1 januari 1996*)

Personnes physiques <i>Fysieke personen</i>	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général — Algemeen totaal
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	

1. Personnel statutaire. — *Statutair personeel*

a) Définitif en activité de service. — <i>Vastbenoemd in dienstactiviteit</i>	179	196	36	42	222	269	135	190	49	80	621	777	1 398
b) Stagiaire statutaire en activité de service. — <i>Statutair stagiair in dienstactiviteit</i>	14	26	1	2	30	27					45	55	100
c) Agents en non-activité. — <i>Ambtenaren in non-activiteit</i>			1		2				2	1	4	2	6
d) Agents en disponibilité. — <i>Ambtenaren in beschikbaarheid</i>	2	3			2	1		2		1	4	7	11

Total personnel statutaire. — <i>Totaal statutair personeel</i>	195	226	37	44	256	297	135	192	51	82	674	841	1 515
---	-----	-----	----	----	-----	-----	-----	-----	----	----	-----	-----	-------

2. Personnel contractuel. — *Contractueel personeel*

a) Contractuels subventionnés. — <i>Gesubsidieerde contractuelen</i>													
— Besoins exceptionnels temporaires. — <i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>	2	4	5	1	20	27	3	4			30	36	66
— Remplacement agents. — <i>Vervanging ambtenaren</i>	5	5			30	19	22	27	8	6	65	57	122
— Personnel de nettoyage. — <i>Schoonmaakpersoneel</i>													
— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. — <i>Andere bijkomende of specifieke opdrachten</i>													

Personnes physiques — <i>Fysieke personen</i>	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général — <i>Algemeen totaal</i>	
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N		
<i>b) Contractuels non subventionnés. — Niet-gesubsidieerde contractuelen</i>														
— Besoins exceptionnels temporaires. — <i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>	11	3	10	4	34	34	13	11	2	3	70	55	125	
— Remplacement agents. — <i>Vervanging ambtenaren</i>							2	2	4	3	6	5	11	
— Personnel de nettoyage. — <i>Schoonmaakpersoneel</i>									60	93	60	93	153	
— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. — <i>Andere bijkomende of specifieke opdrachten</i>	38	36			2	4	1				41	40	81	
<i>c) Autres contractuels. — Andere contractuelen</i>	4	5	2		13	16	10	14	8	9	37	44	81	
Total personnel contractuel. — <i>Totaal contractueel personeel</i>	60	53	17	5	99	100	51	58	82	114	309	330	639	
Total général. — <i>Algemeen totaal</i>	255	279	54	49	355	397	186	250	133	196	983	1 171	2 154	

Institut Pasteur. — *Instituut Pasteur*
Répartition du personnel selon la position administrative et le rôle linguistique
Indeling van het personeel naar administratieve stand en taalrol
(Situation au 1^{er} janvier 1996. — *Toestand op 1 januari 1996*)

Personnes physiques — <i>Fysieke personen</i>	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général — <i>Algemeen totaal</i>	
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N		
<i>1. Personnel statutaire. — Statutair personeel</i>														
<i>a) Définitif en activité de service. — Vastbenoemd in dienstactiviteit</i>	9	9	3	4	9	17	24	12	18	26	63	68	131	
<i>b) Stagiaire statutaire en activité de service. — Statutair stagiair in dienstactiviteit</i>														
<i>c) Agents en non-activité. — Ambtenaren in non-activiteit</i>														
<i>d) Agents en disponibilité. — Ambtenaren in beschikbaarheid</i>														
Total personnel statutaire. — <i>Totaal statutair personeel</i>	9	9	3	4	9	17	24	12	18	26	63	68	131	

2. Personnel contractuel. — Contractueel personeel

a) Contractuels subventionnés. — Gesubsidieerde contractuelen

— Besoins exceptionnels temporaires. — *Uitzonderlijke tijdelijke behoeften*

— Remplacement agents. — *Vervanging ambtenaren*

— Personnel de nettoyage. — *Schoonmaakpersoneel*

— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. — *Andere bijkomende of specifieke opdrachten*

Personnes physiques — <i>Fysieke personen</i>	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général — <i>Algemeen totaal</i>
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	
b) Contractuels non subventionnés. — <i>Niet-gesubsidieerde contractuelen</i>													
— Besoins exceptionnels temporaires. — <i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>													
— Remplacement agents. — <i>Vervanging ambtenaren</i>	1				1	1			2	2	4	3	7
— Personnel de nettoyage. — <i>Schoonmaakpersoneel</i>													
— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. — <i>Andere bijkomende of specifieke opdrachten</i>													
c) Autres contractuels. — <i>Andere contractuelen</i>									2		2		2
Total personnel contractuel. — <i>Totaal contractueel personeel</i>	1	0	0	0	1	1	0	0	4	2	6	3	9
Total général. — <i>Algemeen totaal</i>	10	9	3	4	10	18	24	12	22	28	69	71	140

Institut d'hygiène et d'épidémiologie. — *Instituut voor hygiëne en epidemiologie*
Répartition du personnel selon la position administrative et le rôle linguistique (personnel non scientifique)
Indeling van het personeel naar administratieve stand en taalrol (niet-wetenschappelijk personeel)
(Situation au 1^{er} janvier 1996. — *Toestand op 1 januari 1996*)

Personnes physiques — <i>Fysieke personen</i>	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général — <i>Algemeen totaal</i>
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	
1. Personnel statutaire. — <i>Statutair personeel</i>													
a) Définitif en activité de service. — <i>Vastbenoemd in dienstactiviteit</i>	14	12			23	28	17	12	1	1	55	53	108
b) Stagiaire statutaire en activité de service. — <i>Statutair stagiair in dienstactiviteit</i>											0	0	0
c) Agents en non-activité. — <i>Ambtenaren in non-activiteit</i>						1					0	1	1
d) Agents en disponibilité. — <i>Ambtenaren in beschikbaarheid</i>											0	0	0
Total personnel statutaire. — <i>Totaal statutair personeel</i>	14	12	0	0	23	29	17	12	1	1	55	54	109
2. Personnel contractuel. — <i>Contractueel personeel</i>													
a) Contractuels subventionnés. — <i>Gesubsidieerde contractuelen</i>													
— Besoins exceptionnels temporaires. — <i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>											0	0	0
— Remplacement agents. — <i>Vervanging ambtenaren</i>					1		2		2		5	0	5
— Personnel de nettoyage. — <i>Schoonmaakpersoneel</i>											0	0	0
— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. — <i>Andere bijkomende of specifieke opdrachten</i>											0	0	0

Personnes physiques — Fysieke personen	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général	
	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	F	N	Algemeen totaal	
b) Contractuels non subventionnés. — <i>Niet-gesubsidieerde contractuelen</i>														
— Besoins exceptionnels temporaires. — <i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>												0	0	0
— Remplacement agents. — <i>Vervanging ambtenaren</i>												0	0	0
— Personnel de nettoyage. — <i>Schoonmaakpersoneel</i>									26	25	26	25	51	
— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. — <i>Andere bijkomende of specifieke opdrachten</i>												0	0	0
c) Autres contractuels. — <i>Andere contractuelen</i>				1						3	0	4	4	
Total personnel contractuel. — <i>Totaal contractueel personeel</i>	0	0	0	1	1	0	2	0	28	28	31	29	60	
Total général. — <i>Algemeen totaal</i>	14	12	0	1	24	29	19	12	29	29	86	83	169	

Répartition du personnel selon la position administrative et le rôle linguistique (personnel scientifique)
Indeling van het personeel naar administratieve stand en taalrol (wetenschappelijk personeel)
(Situation au 1^{er} janvier 1996. — *Toestand op 1 januari 1996*)

Personnes physiques — Fysieke personen	Niveau 1		Total général
	F	N	Algemeen totaal
1. Personnel statutaire. — <i>Statutair personeel</i>			
a) Définitif en activité de service. — <i>Vastbenoemd in dienstactiviteit</i>	38	34	72
b) Stagiaire statutaire en activité de service. — <i>Statutair stagiair in dienstactiviteit</i>			
c) Agents en non-activité. — <i>Ambtenaren in non-activiteit</i>	1		1
d) Agents en disponibilité. — <i>Ambtenaren in beschikbaarheid</i>			
Total personnel statutaire. — <i>Totaal statutair personeel</i>	39	34	73

2. Personnel contractuel. — *Contractueel personeel*

a) Contractuels subventionnés. — <i>Gesubsidieerde contractuelen</i>			
— Besoins exceptionnels temporaires. — <i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>			
— Remplacement agents. — <i>Vervanging ambtenaren</i>	1		1
— Personnel de nettoyage. — <i>Schoonmaakpersoneel</i>			

— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques. —
Andere bijkomende of specifieke opdrachten

Personnes physiques — Fysieke personen	Niveau 1		Niveau 2+		Niveau 2		Niveau 3		Niveau 4		Total/Totaal		Total général — Algemeen totaal
	H/M	F/V	H/M	F/V	H/M	F/V	H/M	F/V	H/M	F/V	H/M	F/V	
b) Contractuels non subventionnés													
<i>Niet-gesubsidieerde contractuelen</i>													
— Besoins exceptionnels temporaires		2F									2F		2F
<i>Uitzonderlijke tijdelijke behoeften</i>	3N	1N									3N	1N	4N
— Remplacement agents		2F				1F		4F					7F
<i>Vervanging ambtenaren</i>					4N	3N		8N			4N	11N	15N
— Personnel de nettoyage et de mess									2F	6F	2F	6F	8F
<i>Schoonmaak- en messpersoneel</i>										3N		3N	3N
— Autres tâches auxiliaires ou spécifiques <i>Andere bijkomende of specifieke opdrachten</i>													
c) Autres contractuels													
<i>Andere contractuelen</i>													
Total personnel contractuel	2F	2F				1F		4F	2F	6F	4F	13F	17F
<i>Totaal contractueel personeel</i>	3N	1N			4N	3N		8N		3N	7N	15N	22N
Total général	31F	4F	5F	3F	8F	6F	1F	11F	3F	6F	48F	30F	78F
<i>Algemeen totaal</i>	110N	6N	8N	11N	14N	12N	1N	20N	1N	4N	134N	53N	187N

Question n° 69 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.):**Emploi des handicapés dans les administrations de l'État.**

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 136 adressée au Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur, et publiée plus haut (p. 1636).

Réponse: J'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre que, à l'Office national des pensions, le quota des personnes handicapées à recruter s'élève à 10 emplois (5 pour l'ex-ONPTS, 4 pour l'ex-CNPRS et 1 pour l'ex-CNPE).

Actuellement, et suite à plusieurs départs prématurés, il y en a 6 encore en service, ce qui représente 0,3 p.c. de l'effectif actuel, au 1^{er} novembre 1996.

Parmi eux, il y a 4 hommes et 2 femmes; 3 sont occupés dans des emplois de niveau 2, 2 de niveau 3 et 1 de niveau 4.

Au cours des deux dernières années, aucun agent n'a été engagé sur la base de ces dispositions.

Du reste, il n'existe pas de collaboration active avec la Commission chargée de placer des personnes handicapées dans les administrations.

En outre, il n'a pas été fait appel à l'article 7 de l'arrêté royal de 1972 au cours de ces deux dernières années.

Quant aux sollicitations d'emploi introduites par des personnes handicapées, l'Office national des pensions envisage pour l'instant très favorablement une demande récente. Des démarches sont engagées en vue de procéder à ce recrutement.

Pensions**Question n° 71 de Mme Delcourt-Pêtre du 8 novembre 1996 (Fr.):****Conclave budgétaire. — Réforme des pensions des travailleurs salariés.**

Suite aux mesures prises lors du conclave budgétaire en matière de réforme des pensions des travailleurs salariés, nous souhaite-

Vraag nr. 69 van mevrouw de Bethune d.d. 8 november 1996 (N.):**Terwerkstelling van mindervaliden bij de rijksdiensten.**

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 136 aan de Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1636).

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid te laten weten dat bij de Rijksdienst voor pensioenen, het contingent van de aan te werven mindervaliden 10 betrekkingen voorziet (5 voor de ex-RWP, 4 voor de ex-RRDP en 1 voor de ex-NKBP).

Ingevolge verscheidene vroegtijdige aftredens zijn er thans nog slechts 6 in dienst, wat overeenstemt met 0,3 pct. van het huidige effectief op 1 november 1996.

Onder hen zijn er 4 mannen en 2 vrouwen; 3 ervan zijn tewerkgesteld in betrekkingen van niveau 2, 2 in het niveau 3 en 1 in niveau 4.

In de loop van de laatste twee jaren, werd geen enkel personeelslid op grond van deze bepalingen geworven.

Er bestaat overigens geen actieve samenwerking met de Commissie die belast is met het plaatsen van mindervaliden in de administraties.

Bovendien werd gedurende de laatste twee jaren, evenmin beroep gedaan op artikel 7 van het koninklijk besluit van 1972.

Wat nu de kandidatuurstellingen van de mindervaliden betreft, overweegt de Rijksdienst voor het ogenblik zeer gunstig een recente aanvraag. De nodige stappen zijn ondernomen om deze aanwerving te verwezenlijken.

Pensioenen**Vraag nr. 71 van mevrouw Delcourt-Pêtre d.d. 8 november 1996 (Fr.):****Begrotingsconclaf. — Hervorming van de werknemerspensioenen.**

Naar aanleiding van de maatregelen die tijdens het begrotingsconclaf genomen zijn inzake de hervorming van de werknemers-

rions vous poser deux questions relatives à la situation des femmes qui se trouvent dans un statut spécifique: celui des femmes qui ont eu une carrière professionnelle limitée; qui sont sans statut professionnel actuellement (c'est-à-dire ni travailleuse, ni bénéficiaire d'une prestation sociale) et qui, jusqu'à présent, prenaient leur pension d'isolée à 60 ans en attendant de pouvoir bénéficier d'une pension au taux ménage.

1. Quel est le nombre de femmes qui ont bénéficié d'une pension au taux isolé à 60 ans en 1994 et 1995? Quels sont les montants du budget des pensions affectés annuellement dans ce cadre?

Que représente, en pourcentage, ce nombre de femmes par rapport au nombre total de femmes ayant atteint 60 ans pour chacune des années considérées?

Si les conditions prévues en 1994 et 1995 avaient été appliquées en 1997, quel est le pourcentage de femmes qui auraient pu bénéficier d'une pension au taux isolé à 60 ans? Quels sont les montants estimés au budget des pensions qui devraient être attribués dans ce cadre?

Étant donné les décisions prises, quelles sont les économies estimées pour les années 1998 et suivantes jusqu'en 2005?

2. Au 1^{er} janvier 1997, environ 25 p.c. des femmes auront 60 ans et compteront entre 10 et 19 années de carrière.

Parmi ces 25 p.c. qui ne bénéficieront pas de leur pension au taux isolé entre 60 et 65 ans, quel est le pourcentage qui pourra bénéficier, dans le courant de l'année 1997, d'une pension au taux ménage? Que représente ce pourcentage en coût supplémentaire pour le budget des pensions?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer les données statistiques et financières suivantes à l'honorable membre:

pensioenen, zou ik u twee vragen willen stellen met betrekking tot de rechtstoestand van de vrouwen die zich in een bijzonder statuut bevinden, te weten het statuut van de vrouwen die een beperkte beroepsloopbaan hebben gehad, die thans geen beroepsstatuut hebben (met andere woorden geen werknemers en geen rechtgebonden op een sociale uitkering) en die tot nu toe op 60 jaar hun pensioen als alleenstaande namen, in afwachting dat ze een gezinspensioen konden genieten.

1. Hoeveel vrouwen hebben in 1994 en 1995 een pensioen van alleenstaande genoten op de leeftijd van 60 jaar? Welke bedragen van de begroting van pensioenen werden in dit kader jaarlijks besteed?

Welk percentage vertegenwoordigt dit aantal vrouwen in verhouding tot het totaal aantal vrouwen die de leeftijd van 60 jaar hebben bereikt, voor elk van de betrokken jaren?

Welk percentage vrouwen zou op 60 jaar een pensioen als alleenstaande hebben kunnen genieten indien de voorwaarden waarin is voorzien in 1994 en 1995 zouden zijn toegepast in 1997? Welke geraamde bedragen van de begroting van pensioenen zouden in dit kader moeten zijn besteed?

Wat zijn de geraamde besparingen voor de jaren 1998 en volgende tot 2005, gelet op de genomen maatregelen?

2. Op 1 januari 1997 zullen ongeveer 25 pct. vrouwen 60 jaar zijn en een loopbaan hebben van 10 tot 19 jaar.

Welk percentage van deze 25 pct. vrouwen die tussen 60 en 65 jaar geen pensioen als alleenstaande zullen ontvangen, zal in de loop van 1997 een gezinspensioen kunnen genieten? Welke extra kostprijs vertegenwoordigt dit percentage voor de begroting van pensioenen?

Antwoord: Ik heb de eer het geacht lid volgende statistische en financiële gegevens mede te delen:

Travailleurs salariés — Werknemers	1994	1995	1997
--	------	------	------

Nombre de nouveaux bénéficiaires. — *Aantal nieuwe gerechtigden:*

a) Femmes de 60 ans avec pension de retraite. — <i>Vrouwen op 60 jaar met een rustpensioen</i>	28 251	28 124	31 647
b) Femmes mariées de 60 ans avec pension de retraite au taux isolé. — <i>Gehuwde vrouwen op 60 jaar met rustpensioen alleenstaande</i>	19 184(*)	19 019(*)	22 301(*)
	(= 67,91 p.c./pct.)	(= 67,63 p.c./pct.)	(= 70,47 p.c./pct.)

Dépense pour l'année de prise de cours (6 mois en moyenne - en millions de francs). — *Uitgaven van het ingangsjaar (gemiddeld 6 maanden - in miljoenen frank)* .

	1 504	1 543	2 015
--	-------	-------	-------

Dépense pour les années suivantes (12 mois - en millions de francs). — *Uitgave van de volgende jaren (12 maanden - in miljoenen frank)*

	3 008	3 086	4 030
--	-------	-------	-------

(*) Selon les échantillons en possession de l'ONP environ 55 p.c. de ces femmes sont sans statut à la fin de la carrière.

Il est à noter que les nombres et montants cités concernent pour l'année 1994 des observations, pour l'année 1995 des estimations sur la base de données statistiques limitées et pour 1997 des estimations.

Les économies réalisées suite au rapprochement progressif de la méthode de calcul de la pension pour les hommes et les femmes, au relèvement de l'âge de la pension pour les femmes, à l'instauration de la condition de carrière, à la diminution du coefficient de reva-

(*) Volgens-RVP, steekproeven stelt men vast dat ongeveer 55 pct. van deze vrouwen zonder statuut zijn op het einde van de loopbaan.

Er dient te worden opgemerkt dat de aantallen en bedragen berusten op observaties voor 1994, op ramingen op basis van beperkte statistische gegevens voor 1995 en op ramingen voor 1997.

De besparingen als gevolg van de geleidelijke gelijkshakeling van de pensioenberekening voor mannen en vrouwen, de optrekking van de pensioenleeftijd voor vrouwen, het instellen van de loopbaanvoorwaarde, de vermindering van de herwaarde-

lorisation pour les rémunérations situées entre 1955 et 1975 et à l'instauration d'un droit de pension minimum par année de carrière, avec effet au 1^{er} juillet 1997, sont estimées à :

Économies cumulées chez les femmes mariées avec une pension de retraite au taux isolé (en francs)

1998	1 599 440 086
1999	1 700 562 920
2000	3 054 933 352
2001	4 226 602 753
2002	4 147 965 217
2003	6 169 807 378
2004	8 902 138 248
2005	10 470 513 266

En ce qui concerne le point 2, il n'y a pas de données statistiques disponibles permettant de répondre à cette question.

Ministre des Affaires étrangères

Question n° 90 de M. Verreycken du 25 octobre 1996 (N.) :

Saisie d'autocars par la douane marocaine.

Au Maroc circule actuellement un autocar quasiment neuf, propriété de la firme Excelsior Reizen de Willebroek, qui n'a absolument pas de propriétaire marocain mais a été saisi par la douane marocaine. J'aimerais savoir quelles démarches on a déjà entreprises en vue de faire restituer cet autocar à ses propriétaires légitimes.

Au Maroc également, un autocar de la firme Debecker de Tollembeek sera bientôt mis en vente publique par la douane marocaine. Il s'agit là aussi d'un autocar qui n'a pas de propriétaire marocain, mais qui a été saisi tout à fait indûment par les autorités marocaines. Pourriez-vous me dire, en ce qui concerne ce dossier également, quelles démarches on a déjà entreprises pour que l'autocar soit rendu à son propriétaire légitime ?

1. Les efforts déployés par notre ambassadeur et notre consul honoraire ont déjà fait l'objet précédemment de remarques qui n'étaient pas particulièrement élogieuses. Pourriez-vous me dire dans quelle mesure ces personnes ont déjà, dans l'intervalle, fait des efforts pour que les propriétaires recouvrent leurs autocars ?

2. Notre ambassadeur recevra-t-il les moyens nécessaires pour faire une offre au nom de votre ministère à l'occasion de la vente publique de l'autocar volé ?

3. Si l'on sait que le consul de France a déjà obtenu après un an la restitution d'un bus français de l'entreprise Mabouber, faut-il en déduire que nos représentants sont beaucoup moins habiles ou qu'ils se heurtent à une plus forte opposition de la part des autorités marocaines ?

Réponse : Le principe de la souveraineté interdit que la Belgique s'ingère dans les décisions judiciaires d'un autre État. Dès lors, la Belgique ne peut contester le contenu d'une décision émanant d'un tribunal marocain, par laquelle un bien a été saisi et confisqué.

J'ai appris que les autorités judiciaires belges mènent une enquête dans le cadre d'un trafic de drogues concernant un autocar appartenant à l'une des firmes citées. Ainsi, une commission rogatoire a été envoyée à l'étranger.

À la lumière des résultats de cette enquête judiciaire, mon département pourrait refaire une évaluation du dossier.

Pour le reste, j'ai l'honneur de renvoyer l'honorable membre à ma réponse à la question n° 84 du 15 mars 1996.

ringscoëfficiënt voor de lonen gelegen tussen 1955 en 1975 en de invoering van een minimumpensioenrecht per loopbaanjaar, met ingang op 1 juli 1997, worden geraamd op :

Gecumuleerde besparingen bij de gehuwde vrouwen met een rustpensioen alleenstaande (in frank)

1998	1 599 440 086
1999	1 700 562 920
2000	3 054 933 352
2001	4 226 602 753
2002	4 147 965 217
2003	6 169 807 378
2004	8 902 138 248
2005	10 470 513 266

Wat punt 2 betreft, zijn er geen statistische gegevens beschikbaar om op deze vraag te antwoorden.

Minister van Buitenlandse Zaken

Vraag nr. 90 van de heer Verreycken d.d. 25 oktober 1996 (N.) :

In beslag genomen autocars door de Marokkaanse douane.

In Marokko rijdt op dit ogenblik een quasi splinternieuwe autocar, eigendom van de firma Excelsior Reizen uit Willebroek, die helemaal geen Marokkaanse eigenaar kent maar in beslag werd genomen door de Marokkaanse douane. Graag vernam ik welke stappen ondertussen reeds werden ondernomen om deze autocar aan de rechtmatige eigenaars terug te bezorgen.

Eveneens in Marokko wordt binnenkort een autocar van de firma Debecker uit Tollembeek geveild door de Marokkaanse douane. Het betreft eveneens een autocar die geen enkele Marokkaanse eigenaar kent maar die volkomen onterecht door de Marokkaanse overheid werd aangeslagen. Graag verneem ik ook in dit dossier welke stappen reeds werden ondernomen om de autocar aan de rechtmatige eigenaar terug te bezorgen.

1. Over de inspanningen van onze ambassadeur en ereconsul werden reeds eerder opmerkingen gemaakt die niet bepaald lovend waren. Kan u mij zeggen in welke mate deze mensen ondertussen reeds inspanningen leverden om de autocars terug bij hun eigenaars te krijgen ?

2. Zal onze ambassadeur de nodige middelen krijgen om ter gelegenheid van de veiling van de gestolen autocar een bod te doen namens uw ministerie ?

3. Wanneer de Franse consul een Franse bus van het bedrijf Mabouber reeds terugkrijgt na 1 jaar, betekent dat dan dat onze vertegenwoordigers veel minder handig zijn of stuiten zij op meer tegenwerking vanwege de Marokkaanse autoriteiten ?

Antwoord : Het soevereiniteitsprincipe verbiedt dat België zich mengt in de gerechtelijke beslissingen van een andere Staat. België kan geen beslissing van een Marokkaanse rechtbank betwisten, waardoor een goed in beslag werd genomen en verbeurd verklaard.

Ik heb vernomen dat het Belgisch gerecht een onderzoek voert naar drugstrafiek in verband met een autocar van een van de vernoemde firma's. Zo werd een rogatoire commissie naar het buitenland gezonden.

In het licht van de resultaten van dit gerechtelijk onderzoek, kan mijn departement dan eventueel een nieuwe evaluatie van het dossier maken.

Voor de rest verwijs ik het geachte lid naar mijn antwoord op vraag nr. 84 van 15 maart 1996.

Ministre des Transports

Question n° 60 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

Liaison ferroviaire Neerpelt-Anvers.

Une modernisation de la liaison ferroviaire Neerpelt-Anvers s'impose d'urgence. Il s'agit d'une des rares liaisons encore assurées par des locomotives au diesel tout à fait dépassées (type 62). Le confort des voyageurs est au-dessous de tout et est ainsi devenu légendaire.

Depuis des années, le nord du Limbourg revendique l'électrification de la ligne qui permettrait enfin de mettre en service des rames électriques. Jusqu'à présent, la SNCB persiste dans son opposition.

Malgré la qualité médiocre du service offert sur cette ligne, la confiance des voyageurs n'est pas encore tout à fait perdue puisque, sur une période de 5 ans, leur nombre a augmenté de 11,39 p.c. (selon les recensements d'octobre de la SNCB — recueil de statistiques — nombre de voyageurs embarqués), passant de 9 547 à 10 875 (période 1990-1994, de la gare de Neerpelt à la gare de Lierre). L'intérêt accru des usagers du train est imputable non pas au service offert, mais à la conviction de l'importance des transports en commun.

On aurait décidé d'acheter de nouvelles rames au diesel pour la liaison Neerpelt-Anvers. Les questions suivantes doivent être posées.

1. L'honorable ministre estime-t-il qu'il se justifie économiquement d'acquérir de nouvelles rames au diesel et de les faire circuler sur un trajet déjà électrifié en partie (Anvers-Herentals) ?

2. N'aurait-il pas été plus logique de prolonger la caténaire électrique de Herentals jusqu'à Neerpelt, de telle sorte que l'acquisition de nouvelles rames diesel ne doivent pas se faire et que les rames électriques existantes puissent être mises en service immédiatement ?

3. La durée du trajet Neerpelt-Anvers est déjà actuellement de 1 heure 11 minutes en raison, notamment, de l'ouverture de la gare de Olen voici quelques mois. On lutte depuis des années pour le désenclavement du nord du Limbourg et pour la modernisation de la liaison par chemin de fer, et voilà que l'on ouvre tout à coup une gare intermédiaire, ce qui entraîne un allongement de la durée des trajets.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes ?

— Quels sont les motifs qui l'ont amenés à rouvrir la gare de Olen ?

— Cette décision se fondait-elle sur une étude de marché et ces données peuvent-elles, le cas échéant, être communiquées ?

— A-t-on déjà procédé à une évaluation totale de l'ouverture de Olen, en tenant compte du fait que le gain en voyageurs au départ de Olen pourrait bien être réalisé au détriment du nombre de voyageurs au départ de Herentals ?

— Combien de voyageurs compte-t-on au départ de Olen (week-end/semaine) depuis son ouverture ?

— Quels critères utilise-t-on pour déterminer s'il y a lieu d'ouvrir ou de fermer une gare ?

— Quels ont été les frais exposés pour rendre la gare à nouveau opérationnelle (y compris les travaux aux abords) ?

— Quels frais de personnel peut-on imputer à l'ouverture de la gare de Olen ?

Dans le cadre du désenclavement du nord du Limbourg, de la modernisation des transports en commun et de la liaison avec les Pays-Bas, il aurait peut-être été préférable et, en tout cas, plus rationnel :

— De procéder à l'électrification entre Herentals et Neerpelt.

— De rouvrir la gare frontière de Hamont.

Minister van Vervoer

Vraag nr. 60 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

Spoorwegverbinding Neerpelt-Antwerpen.

De treinverbinding Neerpelt-Antwerpen is aan dringende modernisering toe. Het is een van de uitzonderlijke treinverbindingen die nog uitgevoerd wordt met totaal verouderde dieselstellen (type 62). Het comfort voor de reizigers is beneden alles en daarom legendarisch.

De elektrificatie van de verbinding is een jarenoude eis van Noord-Limburg temeer omdat dit de mogelijkheid geeft om eindelijk elektrische treinstellen in te zetten. Tot op vandaag blijft de NMBS zich hiertegen verzetten.

Niettegenstaande de laag kwalitatieve dienstverlening op deze treinverbinding is het vertrouwen van de reiziger nog niet helemaal verloren, aangezien over een periode van 5 jaar het reizigersaantal steeg met 11,39 pct. (volgens de oktobertellingen van de NMBS — verzamelde statistieken — aantal instappende reizigers) van 9 547 naar 10 875 reizigers (periode 1990-1994 van station Neerpelt naar station Lier). De verhoogde belangstelling van de treinreiziger is niet te danken aan de aangeboden dienstverlening maar wel aan de overtuiging van het belang van het openbaar vervoer.

Er zou beslist zijn nieuwe dieselreinstellen aan te kopen voor de verbinding Neerpelt-Antwerpen. De volgende vragen dringen zich op.

1. Vindt de geachte minister het economisch verantwoord nieuwe dieselstellen aan te kopen en die te laten rijden op een traject dat reeds gedeeltelijk geëlektrificeerd is (Antwerpen-Herentals) ?

2. Ware het niet logischer geweest het elektrisch bovennet verder te trekken van Herentals naar Neerpelt zodat de aankoop van nieuwe dieselreinstellen niet moet gebeuren en bestaande elektrische treinstellen onmiddellijk kunnen ingezet worden ?

3. De duur van de treinverbinding Neerpelt-Antwerpen neemt nu reeds 1 uur en 11 minuten in beslag. Dit is mede te wijten aan de opening van het station Olen enkele maanden geleden. Voor de ontsluiting van Noord-Limburg en de modernisering van de spoorwegverbinding wordt reeds jaren geijverd en plots wordt een tussenstation geopend dat de oorzaak is van weer langere reistijden.

Het gelieve de geachte minister te willen antwoorden op de volgende vragen.

— Welke motieven hebben de geachte minister ertoe geleid om het station Olen te heropenen ?

— Steunde deze beslissing op een marktonderzoek en kunnen deze gegevens desgevallend medegedeeld worden ?

— Werd er reeds een totaal-evaluatie gemaakt van de openstelling van Olen rekening houdend met het feit dat de aanwinst van reizigers voor Olen wel eens ten nadele van het reizigersaantal voor Herentals zou kunnen zijn ?

— Hoeveel instappende reizigers worden er (week-end/werkdagen) geteld in het station Olen sinds de openstelling ?

— Welke criteria worden gehanteerd om te bepalen of een station dient te worden geopend of dient te worden gesloten ?

— Welke onkosten werden gemaakt om het station terug operationeel te maken (omgevingswerken inbegrepen) ?

— Welke personeelskosten mogen worden gerekend voor de openstelling van station Olen ?

In het kader van de ontsluiting van Noord-Limburg, de modernisering van het openbaar vervoer en de aansluiting met Nederland ware het misschien beter geweest en in ieder geval economisch meer verantwoord :

— Elektrificatie van Herentals naar Neerpelt uitvoeren.

— Heropening van grensstation Hamont.

Cette réalisation aurait permis la mise en service immédiate de rames électriques et l'accès au réseau moderne néerlandais de lignes IC, grâce auquel on aurait pu atteindre les Pays-Bas et l'Allemagne au départ de Weert (NL). Dans cette perspective, il n'aurait pas été nécessaire de rouvrir Olen et il n'aurait pas non plus fallu prévoir de rames diesel.

— L'honorable ministre n'estime-t-il pas que la Flandre a besoin d'urgence d'un second point de passage frontalier ?

Réponse: À la question posée par l'honorable membre, la SNCB me communique la réponse suivante.

1. D'un point de vue économique, il était plus intéressant pour la SNCB de différer l'électrification du tronçon Herentals-Neerpelt et de commander de nouvelles automotrices diesel pour toutes les lignes non électrifiées. Cela signifie pour les voyageurs qu'ils pourront disposer de matériel très moderne et confortable, probablement dans le courant de l'année 1998.

2. Une durée de 71 minutes pour le trajet Neerpelt-Anvers est concurrentielle par rapport à la voiture, surtout si l'on tient compte du fait que le voyageur débarque dans le centre d'Anvers.

Avec l'ouverture du point d'arrêt de Olen, la durée du parcours a été prolongée de deux minutes pour les voyageurs de Neerpelt, Overpelt, Lommel, Mol et Geel dont la destination se situe au-delà de Olen. Cet élément a été pris en compte dans l'étude approfondie du marché qui a précédé l'ouverture du point d'arrêt de Olen.

Cette étude a révélé qu'il y avait à Olen un potentiel suffisant pour ouvrir un point d'arrêt, comme l'indiquent les éléments suivants :

— L'intégration de l'arrêt à Olen dans la relation IRd Anvers-Neerpelt répond parfaitement aux flux de trafic entrant et sortant avec notamment, des relations directes ayant des destinations importantes et des lieux de provenance comme Herentals, Geel, Mol et Anvers;

— Une activité économique intense à Olen avec, entre autres, la présence d'une grande entreprise à environ 1 km du point d'arrêt;

— De faibles surcoûts: un service de trains supplémentaire n'est pas nécessaire (un arrêt supplémentaire des IRd suffit);

— Une bonne accessibilité du point d'arrêt;

— Une population sans cesse en expansion (croissance constante: de 8 138 habitants en 1970 à 10 416 en 1991).

L'étude de marché qui a précédé l'ouverture du point d'arrêt de Olen était une application d'une méthode générale développée au sein de la SNCB en vue de juger de l'opportunité d'ouvrir un point d'arrêt. À cette fin, une estimation quantitative du nombre de voyageurs à l'embarquement a été réalisée sur la base d'une analyse qualitative des facteurs déterminant la demande (le marché: population, activités économiques, flux de trafic, cadre géographique, ...; le produit: niveau de l'offre ferroviaire, accessibilité, correspondances prévues, influence d'un arrêt supplémentaire, etc.; les moyens de transport concurrents; les perspectives de développement, etc.).

Ainsi, il était possible d'évaluer également les recettes escomptées. Avec une estimation des dépenses prévues et des investissements nécessaires, tous les éléments étaient réunis pour effectuer une analyse d'investissement.

Le point d'arrêt de Olen a été ouvert le 2 juin 1996. Les premiers comptages réalisés fin juin et dans le courant du mois de juillet signalent un nombre moyen de 150 voyageurs à l'embarquement les jours ouvrables, 127 le samedi et 104 le dimanche. Une augmentation de ces chiffres est attendue dans les prochains mois.

Les coûts SNCB pour l'aménagement du point d'arrêt de Olen atteignent environ 8 000 000 de francs. Olen fait partie des points d'arrêts non surveillés. Les frais de personnel SNCB se limitent dès lors à l'entretien des installations. Ces frais peuvent être estimés à quelque 200 000 francs sur une base annuelle.

3. En juillet 1996, les organes de gestion de la SNCB ont donné leur accord de principe pour la prolongation du service de trains Anvers-Neerpelt jusqu'à Weert, avec l'ouverture des points

Deze realisatie zou de onmiddellijke inzet van elektrische treinstellen mogelijk hebben gemaakt en de aansluiting hebben verzekerd op het moderne Nederlandse IC-spoorwegnet om vanuit Weert (NL) Nederland en Duitsland te kunnen bereiken. In die visie ware het niet nodig geweest Olen heropend te moeten hebben en moesten er ook geen dieselstellen worden voorzien.

— Is de geachte minister niet van mening dat Vlaanderen dringend nood heeft aan een tweede grensovergang ?

Antwoord: De NMBS deelt mij in antwoord op de door het geachte lid gestelde vraag het volgende mede.

1. Voor de NMBS was het vanuit economisch standpunt interessanter de elektrificatie van het baanvak Herentals-Neerpelt uit te stellen en nieuwe diesel-motorwagens te bestellen voor alle niet-geëlektrificeerde lijnen. Ook voor de reizigers betekent dit dat zij, vermoedelijk in de loop van 1998, over zeer modern en comfortabel materieel kunnen beschikken.

2. Een rijtijd van 71 minuten voor het traject Neerpelt-Antwerpen is concurrentieel t.o.v. de wagen, zeker rekening houdend met het feit dat de reiziger in het centrum van Antwerpen van de trein stapt.

Door de opening van Olen werd de reistijd met twee minuten verlengd voor de reizigers van Neerpelt, Overpelt, Lommel, Mol en Geel met bestemmingen verder dan Olen. Er werd hiermee rekening gehouden in de grondige marktstudie die de opening van de stopplaats Olen is voorafgegaan.

Uit deze studie bleek dat er te Olen voldoende potentieel aanwezig is om een stopplaats te openen, zoals blijkt uit volgende elementen:

— De opname van de stop te Olen in de IRd-verbinding Antwerpen-Neerpelt beantwoordt goed aan de in- en uitgaande vervoerstromen met onder andere rechtstreekse verbindingen met belangrijke bestemmingen en plaatsen van herkomst als Herentals, Geel, Mol en Antwerpen;

— Drukke economische activiteit te Olen met onder andere de aanwezigheid van een groot bedrijf op ongeveer 1 km van de stopplaats;

— Geringe meeruitgaven: er is geen bijkomende treindienst vereist (bijkomende stop van de IRd volstaat);

— Goede bereikbaarheid van de stopplaats;

— Steeds groeiende bevolking (constante groei van 8 138 inwoners in 1970 naar 10 416 in 1991).

De marktstudie voor de opening van de stopplaats Olen was een toepassing van een algemene methode voor het onderzoek naar de opportuniteit van het openen van een stopplaats die binnen de NMBS ontwikkeld werd. Hierbij wordt op basis van een kwalitatieve analyse van de vraagbepalende factoren (de markt: bevolking, economische activiteiten, vervoersstromen, geografisch kader, ...; het produkt: niveau van het treinaanbod, bereikbaarheid, voorziene aansluitingen, invloed van een bijkomende stop, enz.; de concurrerende vervoersmiddelen; de ontwikkelingsperspectieven, enz.) een kwantitatieve schatting gemaakt van het aantal instappende reizigers.

Zo konden ook de verwachte inkomsten geschat worden. Met een raming van de verwachte uitgaven en de nodige investeringen waren dan alle elementen aanwezig om een investeringsanalyse te maken.

De stopplaats Olen werd geopend op 2 juni 1996. De eerste tellingen, uitgevoerd einde juni en in de loop van juli, geven een gemiddeld aantal van 150 instappende reizigers op werkdagen, 127 op zaterdag en 104 op zondagen. Verwacht wordt dat deze cijfers de komende maanden nog zullen stijgen.

De kosten NMBS voor de aanleg van de stopplaats Olen bedroegen circa 8 000 000 frank. Olen behoort tot de niet-bewaakte stopplaatsen. De personeelskosten NMBS beperken zich derhalve tot het onderhoud van de installaties. Op jaarbasis kan dit groot worden op circa 200 000 frank.

3. De beheersorganen van de NMBS hebben zich in juli 1996 principieel uitgesproken voor het verlengen van de treindienst Antwerpen-Neerpelt tot Weert, met opening van de stopplaatsen

d'arrêt de Hamont (B) et de Budel (NI), et ce sur la base d'une étude de marché réalisée en collaboration avec les chemins de fer néerlandais.

Question n° 66 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.) :

La dimension familiale de la politique du ministre.

Dans l'accord de gouvernement, le gouvernement fédéral s'engage formellement à «évaluer constamment les diverses mesures générales quant à leur impact positif sur le développement de la solidarité et la vie des familles». Et l'accord de poursuivre: «Dans cette optique, le gouvernement insiste sur la dimension familiale de la politique.»

Cette attention toute particulière que le gouvernement accorde à la famille est tout à fait justifiée, puisque toute mesure a des conséquences, soit directes, soit indirectes, sur les liens familiaux au sein des diverses formes de familles. Dans la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, la famille est reconnue non seulement comme le noyau de la société, mais aussi comme formant l'environnement naturel dans lequel tous ses membres, et les enfants en particulier, peuvent se développer et jouir du bien-être.

Il appartient dès lors à tous les responsables politiques de mener une politique qui soit favorable aux familles, non seulement en prenant des mesures spécifiques axées sur les familles, mais aussi en vérifiant chaque fois quelles conséquences une mesure aura pour les familles et comment la politique menée peut le mieux garantir l'intérêt de celles-ci.

Aussi saurais-je gré à l'honorable ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Quelle dimension familiale votre politique présente-t-elle? En quoi vos attributions ont-elles un rapport avec la famille?

2. Quelles mesures avez-vous déjà prises pour encourager et aider les familles dans leurs diverses formes?

3. De quelle façon les mesures prises par vous sont-elles évaluées quant à leur impact positif sur le développement de la solidarité et la vie des familles?

4. Avez-vous déjà effectué une «étude d'incidences sur les familles» à propos des mesures que vous avez prises? Dans l'affirmative, quelle méthode avez-vous suivie; pour quels aspects de votre politique avez-vous effectué ladite étude?

5. Les familles sont-elles associées de manière active (par la voie de la concertation ou de la consultation) au travail d'aide à la décision politique réalisé au sein de votre département?

Réponse: 1 et 2. Les liens entre la politique qui relève de mes compétences et la famille sont très limités.

— La famille est favorisée par un accès plus facile au transport ferroviaire. Il existe depuis longtemps des réductions tarifaires sur le réseau SNCB en faveur des familles nombreuses :

- Les enfants de familles nombreuses âgés de 6 à moins de 12 ans ont droit à une réduction de 75 p.c. sur la partie du prix du billet 1^{re} et 2^e classe excédant le prix minimum;

- Les enfants âgés de 12 à 15 ans à charge de familles nombreuses et les parents ayant eu au moins trois enfants en vie ont droit à une réduction de 50 p.c. sur la partie du prix du billet de 1^{re} et 2^e classe excédant le prix minimum.

— La réglementation concernant les calamités se réfère aussi à la famille :

- La loi stipule comme règle générale que, pour chaque sinistré, aucune indemnité de réparation n'est octroyée à concurrence des premiers 10 000 francs de dommages nets. Toutefois, si les dommages portent sur des biens, propres ou communs, de deux époux ou sur des biens appartenant en indivision à des frères et sœurs ou leurs descendants ou à un enfant et un ascendant, il n'est appliqué qu'une seule fois l'abattement de 10 000 francs qui est alors réparti entre les personnes concernées en fonction de leur part des dommages. Cette disposition constitue donc une exception à la règle générale d'application en matière de copropriété :

Hamont (B) et Budel (NI). Dit op basis van een marktstudie die werd gemaakt in samenwerking met de Nederlandse Spoorwegen.

Vraag nr. 66 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.) :

De gezinsdimensie van het beleid van de minister.

Het federaal regeerakkoord bevat het uitdrukkelijk engagement dat de regering «de diverse maatregelen die zij neemt steeds zal toetsen aan hun solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter». «Precies vanuit deze optiek», zo vervolgt het regeerakkoord, «hecht de regering onder meer groot belang aan de gezinsdimensie van het beleid.»

Deze bijzondere aandacht van de regering voor het gezin is volkomen terecht aangezien iedere maatregel, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, steeds gevolgen heeft voor de gezinsverbanden in hun diverse leefvormen. In het UNO-Verdrag inzake de rechten van het kind wordt het gezin niet alleen erkend als de kern van de samenleving, maar ook als de natuurlijke omgeving voor de ontplooiing en het welzijn van al haar leden en van kinderen in het bijzonder.

Het behoort dan ook tot de taak van alle beleidsverantwoordelijken om een gezinsvriendelijk beleid te voeren, niet alleen door het nemen van specifieke, gezinsgerichte maatregelen, maar ook door steeds na te gaan wat de gevolgen zijn van een beleidsmaatregel voor het gezin en hoe het gezinsbelang het best wordt gewaarborgd door het gevoerde beleid.

Graag had ik dan ook van u vernomen :

1. Wat is de gezinsdimensie van uw beleid? Wat zijn de raakvlakken tussen uw bevoegdheden en het gezin?

2. Welke maatregelen hebt u reeds ondernomen ter bevordering en ter ondersteuning van het gezin in haar diverse leefvormen?

3. Op welke wijze worden het solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter van de door u genomen maatregelen getoetst?

4. Hebt u reeds een gezinseffectenrapport gemaakt van de door u genomen maatregelen? Zo ja, volgens welke methodiek en voor welke facetten van uw beleid?

5. Worden gezinnen op een actieve manier (door overleg of door het geven van advies) betrokken bij het beleidsvoorbereidend werk binnen uw departement?

Antwoord: 1 en 2. De raakvlakken van het beleid dat tot mijn bevoegdheid behoort en het gezin zijn zeer gering.

— De toegang tot het spoorvervoer wordt vergemakkelijkt voor gezinnen. Er bestaan voor grote gezinnen reeds geruime tijd tariefverminderingen op het NMBS-net :

- Kinderen uit grote gezinnen, tussen 6 en 12 jaar, hebben recht op een vermindering van 75 pct. op het gedeelte van het treinticket eerste en tweede klasse boven het minimumtarief;

- Kinderen van 12 tot 15 jaar, ten laste van grote gezinnen en de ouders die minstens drie kinderen in leven hebben gehad, hebben recht op een vermindering van 50 pct. op het gedeelte van het treinticket eerste en tweede klasse boven het minimumtarief.

— De reglementering inzake de rampenschade vertoont ook een raakvlak met het gezin :

- Zo voorziet de wet als algemene regel dat per geteisterde geen herstelvergoeding wordt toegekend voor de eerste 10 000 frank nettoschade. Als de schade wordt geleden aan goederen, eigen of gemeen, van twee echtgenoten of aan goederen die in onverdeeldheid toebehoren aan broers of zusters of hun afstammelingen of aan een kind en een ascendent, wordt slechts eenmaal een abattement van 10 000 frank toegepast en verdeeld tussen alle betrokkenen in functie van hun aandeel in de schade. Deze bepaling is dus een uitzondering op de algemene reglementering inzake mede-eigendom: zo zal bijvoorbeeld, als schade wordt veroor-

ainsi par exemple, en cas de dommages aux parties communes d'un immeuble à appartements, un abattement de 10 000 francs sera-t-il appliqué à chacun des copropriétaires.

• Il est également prévu que le montant net des dommages aux biens meubles d'usage courant ou familial est fixé en fonction de grilles forfaitaires qui tiennent compte, pour déterminer le nombre d'unités mobilières indemnisables, de la composition de la famille du sinistré, cela signifie que plus il y a de personnes constituant la famille, plus le nombre des unités mobilières entrant en ligne de compte pour une indemnisation sera élevé.

En outre, on peut se référer aux activités classiques du service du personnel du département et aux activités du service social. Ces activités sont toutefois exclusivement orientées vers les membres du personnel et assimilés et ne font donc pas partie de la politique des transports.

3. Sans objet.
- 4 et 5. Non.

Question n° 67 de Mme de Bethune du 18 octobre 1996 (N.) :

Les droits de l'enfant.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 185 adressée au Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et publiée plus haut (p. 1622).

Réponse : 1 et 2. Il n'y a pas de liens directs entre la Convention relative aux droits de l'enfant et les compétences qui me sont attribuées. Le 13 septembre dernier le Conseil des ministres a décidé de créer une commission nationale des droits de l'enfant. Le secrétariat de cette commission est confié au ministère des Affaires étrangères. Je réfère par conséquent à la réponse du ministre des Affaires étrangères à qui la question a également été posée.

3. Sans objet.
4. Non.

Question n° 70 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.) :

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 136 adressée au Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur, et publiée plus haut (p. 1636).

Réponse : J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre les renseignements suivants.

1.
 - 1.1. Le ministère des Communications et de l'Infrastructure occupe 43 personnes moins valides, ce qui représente 3,9 p.c. de l'ensemble du personnel employé par mes services.
 - 1.2. De ces 43 personnes moins valides, 34 sont du sexe masculin (79 p.c.) et donc 9 du sexe féminin (21 p.c.). Le rapport hommes/femmes au sein du ministère est de 64,9 p.c. d'hommes pour 35,1 p.c. de femmes.
 - 1.3. Trois agents moins valides occupent des fonctions du niveau 1, 9 des fonctions du niveau 2, 16 des fonctions du niveau 3 et 15 des fonctions du niveau 4.
 - 1.4. Aucune personne moins valide n'est occupée à ce jour par mon cabinet.
2.
 - 2.1. Aucune personne moins valide n'a été recrutée par mon département au cours des deux dernières années.
 - 2.2. Les possibilités de recrutement des dix dernières années étaient forts limitées. Ce n'est qu'en 1996 qu'il a été possible d'entamer le remplacement des départs naturels. Les besoins en personnel étaient tels que la priorité a été donnée à l'aspect fonctionnel. À l'heure actuelle n'existe aucun projet concret visant des personnes moins valides.
 - 2.3. Non.
 - 2.4. Non.
 - 2.5. Non.

zaakt aan de gemene delen van een appartementsgebouw, een abattement van 10 000 frank worden toegepast voor iedere mede-eigenaar afzonderlijk.

• Ook is bepaald dat het nettobedrag van de schade aan roerende goederen voor dagelijks of huishoudelijk gebruik vastgesteld wordt volgens forfaitaire schalen, waarbij het maximum aantal van de geteisterde goederen bepaald wordt in verhouding tot de samenstelling van het gezin van de geteisterde, d.w.z. dat hoe meer personen deel uitmaken van een gezin, hoe groter het aantal mobiele eenheden is dat in aanmerking komt voor herstelvergoeding.

Daarnaast kan eveneens worden verwezen naar de klassieke activiteiten van de personeelsdienst van het departement en naar de activiteiten van de sociale dienst. Deze activiteiten zijn evenwel uitsluitend gericht op de personeelsleden en gelijkgestelden en maken als dus geen deel uit van het vervoerbeleid.

3. Zonder voorwerp.
- 4 en 5. Neen.

Vraag nr. 67 van mevrouw de Bethune d.d. 18 oktober 1996 (N.) :

De rechten van het kind.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 185 aan de Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1622).

Antwoord : 1 en 2. Het Verdrag inzake de rechten van het kind heeft geen directe raakvlakken met de mij toegekende bevoegdheden. De Ministerraad besliste op 13 september jongstleden een nationale commissie voor de rechten van het kind op te richten. Het secretariaat van deze commissie wordt toevertrouwd aan het ministerie van Buitenlandse Zaken. Ik verwijs bijgevolg naar het antwoord van de minister van Buitenlandse Zaken aan wie de vraag eveneens werd gesteld.

3. Zonder voorwerp.
4. Neen.

Vraag nr. 70 van mevrouw de Bethune d.d. 8 november 1996 (N.) :

Tewerkstelling van mindervaliden bij de rijksdiensten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 136 aan de Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1636).

Antwoord : Hierbij kan ik aan het geachte lid de volgende gegevens mededelen.

1.
 - 1.1. Er werken 43 mindervaliden bij het ministerie van Verkeer en Infrastructuur, dit is 3,9 pct. van het totaal aantal tewerkgestelden binnen mijn diensten.
 - 1.2. Van de 43 mindervaliden bedraagt het aantal mannelijke tewerkgestelden 34 (79 pct.) en aldus worden er 9 mindervalide vrouwen (21 pct.) tewerkgesteld. Binnen het ministerie bedraagt de verhouding man-vrouw 64,9 pct.-35,1 pct.
 - 1.3. Drie mindervaliden bekleden functies van niveau 1, 9 van niveau 2, 16 van niveau 3 en 15 van niveau 4.
 - 1.4. Op mijn kabinet is momenteel geen mindervalide tewerkgesteld.
2.
 - 2.1. De laatste twee jaar werd door mijn departement geen mindervalide aangeworven.
 - 2.2. Het laatste decennium waren de aanwervingsmogelijkheden ten zeerste beperkt. Pas in 1996 kon worden gestart met de vervanging van afgevoelde personeelsleden. De personeelsbehoeften waren van die aard dat het functionele aspect primeerde. Er zijn momenteel geen concrete projecten in verband met de werving van mindervaliden.
 - 2.3. Neen.
 - 2.4. Neen.
 - 2.5. Neen.

3. Le service du personnel de mon département reçoit de nombreuses sollicitations. En 1996 mes services ont reçu une lettre d'un sollicitant qui se déclarait moins valide et se référait à l'arrêt royal du 11 août 1972.

4. Deux personnes moins valides ont été promues aussi bien en 1994 qu'en 1995.

Ministre de la Justice

Question n° 16 de Mme Delcourt-Pêtre du 19 juillet 1995 (Fr.) :

Emploi des langues en matière judiciaires. — Dérogation à la formalité de traduction lors de signification.

Il peut être dérogé à la formalité de traduction lors de la signification des actes de procédure, jugement ou arrêt, dans une autre région linguistique si la partie à laquelle la signification doit être faite a choisi ou accepté pour la procédure de langue dans laquelle le jugement ou l'arrêt est rédigé.

À la notification d'une requête d'appel dans une commune wallonne, ne doit pas être jointe une traduction en français, si une partie à laquelle l'avis doit être donné n'a pris aucune initiative pour obtenir la poursuite de la procédure en français. Il peut dès lors être admis que cette partie a accepté tacitement le néerlandais comme langue de procédure (arrêt de la Cour du travail d'Anvers, 15 novembre 1988, RG n° 725/86, *Limburgs Rechtsleven*, 1989, p. 12).

Lorsque la partie intimée à laquelle la requête d'appel doit être notifiée est domiciliée en région unilingue néerlandaise, il peut être dérogé à la formalité de traduction prévue à l'article 38, alinéa 2, de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire dès lors que la langue de la requête est celle dont il a été fait usage en première instance et qu'elle a été implicitement acceptée par la partie à laquelle la requête d'appel est notifiée (arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, 24 février 1988, 4^e ch., *JT*, 1988, p. 341).

L'honorable ministre peut-il me faire savoirs l'article 38, alinéa 8, s'applique également aux notifications ?

Réponse : L'article 38, alinéas 1^{er} à 5, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire dispose qu'à tout acte de procédure, jugement ou arrêt rédigé dans une autre langue que celle de la région où il doit être signifié ou notifié, il est joint une traduction dans la langue de cette région.

Il peut être dérogé à ce principe si la partie à laquelle la signification doit être faite a choisi ou accepté pour la procédure la langue dans laquelle l'acte, le jugement ou l'arrêt est rédigé (article 38, alinéa 8).

Néanmoins, lorsque le greffier fait procéder à la notification de tout acte de procédure, jugement ou arrêt rédigé dans une autre langue que celle de la région où il doit être notifié, il fait préalablement et dans le plus bref délai établir la traduction des actes à notifier (article 38, alinéa 7).

La jurisprudence citée par l'honorable membre ne semble cependant pas établir de distinction entre signification et notification.

Je me permets de signaler à l'honorable membre que la cour du travail de Mons dans un arrêt du 3 mars 1995 s'est prononcée en sens contraire. Selon celle-ci, l'accord des parties pour soumettre leur litige à une juridiction utilisant une certaine langue ne dispense pas du respect de l'article 38 de la loi du 15 juin 1935 qui impose de joindre une traduction de tout acte notifié dans la région de l'autre langue, même si le destinataire n'utilise pas la langue de la région où il habite. Cette disposition est prescrite à peine de nullité.

La jurisprudence étant divergente, j'ai interrogé les autorités judiciaires afin que celles-ci me transmettent leur avis quant à une modification de l'article 38 de la loi précitée.

3. De personeelsdienst van mijn departement ontvangt vele sollicitaties. In 1996 ontvingen mijn diensten één brief van een sollicitant die zich manifesteerde als mindervalide en naar het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 verwees.

4. In 1994 en 1995 werden telkens twee mindervaliden bevorderd.

Minister van Justitie

Vraag nr. 16 van mevrouw Delcourt-Pêtre d.d. 19 juli 1995 (Fr.) :

Taalgebruik in gerechtszaken. — Afwijking van de formaliteit van de vertaling bij de betekening.

Bij de betekening van procesakten, vonnissen of arresten in een ander taalgebied, is het mogelijk af te wijken van de formaliteit van de vertaling, indien de partij aan wie de betekening moet worden gedaan, de taal waarin het vonnis of het arrest is gesteld, gekozen of aanvaard heeft voor de rechtspleging.

Bij de kennisgeving van een verzoekschrift tot hoger beroep in een Waalse gemeente moet geen Franse vertaling worden gevoegd indien de partij aan wie de kennisgeving moet worden gedaan, geen enkel initiatief heeft genomen om te bereiken dat de rechtspleging in het Frans wordt voortgezet. Er mag derhalve worden aangenomen dat zij het Nederlands als taal van de rechtspleging stilzweigend heeft aanvaard (Arbeidshof Antwerpen, 15 november 1988, AR nr. 725/86, *Limburgs Rechtsleven*, 1989, blz. 12).

Wanneer de gedaagde in hoger beroep aan wie het verzoekschrift tot hoger beroep ter kennis moet worden gebracht, zijn woonplaats heeft in het eentalige Nederlandse taalgebied, kan worden afgeweken van de formaliteit van de vertaling voorgescreven in artikel 38, tweede lid, van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken indien de taal van het verzoekschrift dezelfde is als die welke gebruikt is in eerste aanleg en impliciet aanvaard is door de partij aan wie het verzoekschrift tot hoger beroep ter kennis is gebracht. (Hof van beroep Brussel, 24 februari 1988, vierde kamer, *JT*, 1988, blz. 341).

Kan de geachte minister mij mededelen of artikel 38, achtste lid, eveneens van toepassing is op de kennisgevingen ?

Antwoord : Artikel 38, eerste tot en met vijfde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken bepaalt dat aan elke akte van rechtspleging, alsook aan elk vonnis en arrest dat in een andere taal is gesteld dan die van het taalgebied waar de betekening of kennisgeving moet worden gedaan, een vertaling in de taal van dat gebied moet worden toegevoegd.

Op grond van artikel 38, achtste lid, kan van dit beginsel worden afgeweken indien de partij waaraan de betekening moet worden gedaan, voor de rechtspleging de taal heeft gekozen of aanvaard waarin de akte, het vonnis of het arrest is gesteld.

Daarentegen, bij kennisgevingen van akten van rechtspleging, van vonnissen en van arresten gesteld in een andere taal dan die van het taalgebied waar zij moeten worden gedaan, moet de griffier vooraf en zo spoedig mogelijk het stuk waarvan kennis moet worden gegeven, doen vertalen (artikel 38, zevende lid).

In de rechtspraak waarvan het geachte lid gewag maakt, wordt evenwel geen onderscheid gemaakt tussen betekening en kennisgeving.

Ik kan het geachte lid mededelen dat het arbeidshof te Bergen in een arrest van 3 maart 1995 op tegenovergestelde wijze uitspraak heeft gedaan. Volgens deze rechtspraak ontslaat de overeenkomst om het geschil in een bepaalde taal aan een gerecht voor te leggen de partijen niet van de verplichting die door artikel 38 van de wet van 15 juni 1935 wordt opgelegd; naar luid van deze bepaling wordt een vertaling toegevoegd aan elke akte waarvan in een ander taalgebied kennis wordt gegeven, zelfs wanneer de geadresseerde de taal van het gebied waar hij woont niet gebruikt. Het nakomen van deze regel wordt op straffe van nietigheid voorgescreven.

Aangezien ter zake in de rechtspraak verschillen bestaan, heb ik de gerechtelijke overheid verzocht mij van advies te dienen betreffende een eventuele wijziging van artikel 38 van voornoemde wet.

Question n° 120 de M. Boutmans du 8 mars 1996 (N.):**Installation d'équipements à l'intérieur ou à l'extérieur des voitures.**

Le rapport de la commission d'enquête parlementaire néerlandaise «Van Traa» (sur les recherches en matière judiciaire) contient le commentaire suivant au sujet des photographies et des enregistrements vidéo en Belgique: «Il est permis d'installer des équipements à l'extérieur des voitures. Placer ces équipements à l'intérieur d'un véhicule nécessite une autorisation du procureur du Roi. Celui-ci reçoit moins de 25 demandes de ce type par an.» (Traduction)

1. Quelle est la base légale permettant d'installer des équipements à l'intérieur d'une voiture?
2. Quelles sont les conditions d'application (peut-on pénétrer dans le véhicule par effraction, utiliser une fausse clef, la ruse, etc.)?
3. Dans quel type de cas les procureurs du Roi ont-ils accédé à ces demandes? Quel était le but spécifique poursuivi?

Réponse: J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre que les techniques particulières de recherche, et notamment la forme d'observation à laquelle il fait référence, n'ont momentanément pas de base légale et sont réglées par la pratique. Après avoir demandé des renseignements, je peux également communiquer à l'honorable membre que le fait de faire des photos ou des enregistrements vidéo en Belgique est toujours autorisé par le juge d'instruction. L'usage de ces techniques particulières de recherche dans la lutte contre la criminalité organisée est une nécessité absolue pour obtenir des résultats. Par contre, on ne peut pas compromettre les droits de la défense et la sécurité juridique en général.

C'est pourquoi dans le Plan d'action du gouvernement contre le crime organisé, soumis au Conseil des ministres le 28 juin 1996, il est présumé que les techniques particulières de recherche doivent être dotées d'une base légale pour des raisons de sécurité juridique. À cet effet, je présenterai, avec le ministre de l'Intérieur, un projet de loi-cadre dans lequel seront élaborés les principes, les modalités d'application, le droit à sauvegarder et les contrôles à intégrer. Un avant-projet de loi sera soumis au Conseil des ministres avant la fin du premier semestre 1997.

Question n° 193 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):**Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie.**

Depuis que la guerre civile a officiellement pris fin en ex-Yougoslavie, on constate, selon la gendarmerie, un net accroissement du nombre d'armes provenant de cette région. Les armes sont probablement acheminées en fraude par la Tchèque, pour être revendues dans notre pays. Il est de plus en plus question, dans les actualités, d'attaques commises à l'aide d'armes provenant des anciens pays du bloc de l'Est et en particulier d'ex-Yougoslavie.

Y a-t-il suffisamment de contrôle relatif aux trafics d'armes? L'honorable ministre peut-il me communiquer les résultats des opérations menées en vue de saisir des marchandises de contrebande? Va-t-il se concerter avec les pays voisins concernant ce problème et demander que des mesures soient prises au niveau européen?

Réponse: Comme l'a déjà confirmé mon collègue de l'Intérieur (bulletin des *Questions et Réponses*, Sénat, n° 1-26 du 13 août 1996, p. 1278), des armes issues de l'Europe orientale ont été saisies dans certaines affaires criminelles récentes. Il s'agit d'armes importées illégalement mais également d'armes importées légalement puis détournées ou volées.

La coopération policière contre le trafic d'armes bénéficie des structures générales de coopération dans le cadre de Schengen, de l'Union européenne et d'Interpol. D'autre part, le trafic d'armes figure parmi les matières prioritaires dans les projets d'accords de coopération policière que la Belgique négocie actuellement avec les États d'Europe centrale et orientale.

Vraag nr. 120 van de heer Boutmans d.d. 8 maart 1996 (N.):**Plaatsing van apparatuur aan binnen- of buitenkant van auto's.**

In het verslag van de Nederlandse parlementaire enquêtecommissie «Van Traa» (inzake opsporing) lezen we onder meer over fotograferen en video-opnamen in België: «Het bevestigen van apparatuur aan de buitenkant van auto's is mogelijk. Voor plaatsing in het voertuig is de toestemming van de procureur des Konings nodig. Zo'n verzoek aan de procureur wordt minder dan 25 maal per jaar gedaan.»

1. Wat is de wettelijke basis voor dit binnenbrengen van apparatuur in een auto?
2. Wat zijn de toepassingsvoorwaarden (mag er ingebroken worden, met valse sleutel gewerkt, met list, ...)?
3. In welke soort gevallen en met welk specifiek doel hebben de procureurs des Konings dergelijke verzoeken ingewilligd?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat de bijzondere opsporingstechnieken, waaronder ook de vorm van observatie waarnaar hij verwijst, momenteel geen wettelijke basis hebben en geregeld worden door de praktijk. Na inlichtingen te hebben ingewonnen kan ik het geachte lid tevens meedelen dat het maken van foto's of video-opnames in België steeds gebeurt met de toestemming van de onderzoeksrechter. Het gebruik van deze bijzondere opsporingstechnieken is in de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit een absolute noodzaak om resultaten te bereiken. Daarnaast mogen echter ook de rechten van de verdediging en de rechtszekerheid in het algemeen niet in het gedrang gebracht worden.

Daarom wordt in het Actieplan van de regering tegen de georganiseerde criminaliteit, neergelegd bij de Ministerraad op 28 juni 1996, vooropgesteld dat de bijzondere opsporingstechnieken om redenen van rechtszekerheid nu een wettelijke basis dienen te krijgen. Daartoe zal ik samen met de minister van Binnenlandse Zaken een ontwerp van kaderwet indienen waarin de principes, de toepassingsmodaliteiten, de te vrijwaren rechten en de in te bouwen controles worden uitgewerkt. Een voorontwerp van wet zal worden ingediend vóór het einde van het eerste semester 1997.

Vraag nr. 193 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):**Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.**

Sinds het officiële einde van de burgeroorlog in ex-Joegoslavië is, luidens de rijkswacht, een duidelijke toename merkbaar van het aantal wapens vanuit ex-Joegoslavië. Vermoedelijk worden de wapens via Tsjechië naar hier gesmokkeld met de bedoeling ze hier verder te verkopen. Overvallen die gepleegd worden met wapens uit het Oostblok, en in het bijzonder uit ex-Joegoslavië, komen steeds meer in het nieuws.

Worden er voldoende controles uitgevoerd wat betreft wapensmokkel? Kan de geachte minister resultaten voorleggen inzake het onderscheppen van smokkelwaar? Gaat de geachte minister deze problematiek bij de buurlanden aankaarten en maatregelen vragen op Europees niveau?

Antwoord: Zoals mijn collega van Binnenlandse Zaken reeds bevestigde (bulletin van *Vragen en Antwoorden*, Senaat, nr. 1-26 van 13 augustus 1996, blz. 1278) zijn er wapens afkomstig uit Oost-Europa in beslag genomen in bepaalde recente criminele zaken. Het gaat om wapens die illegaal werden ingevoerd maar tevens om wapens waarvan de invoer wettelijk was, maar die daarna verduisterd of gestolen werden.

De politiesamenwerking gericht tegen de wapenhandel kan gebruik maken van de algemene samenwerkingsvormen die bestaan in het kader van Schengen, de Europese Unie en Interpol. In de ontwerpen van politiesamenwerkingsakkoorden die België op dit moment met de Staten van Centraal- en Oost-Europa onderhandelt, behoort de wapenhandel tot één van de belangrijkste onderwerpen.

Ministre de la Fonction publique

Question n° 39 de M. Anciaux du 27 septembre 1996 (N.):

Hébergement des fonctionnaires européens. — Coût pour l'État belge.

Lors d'une interview, l'on a constaté une divergence de vues entre le ministre et la Régie des Bâtiments concernant le prix exact des bureaux que notre pays met à la disposition des fonctionnaires de la Commission européenne.

Selon le ministre, la note finale s'élèverait à une somme de 600 millions de francs, que notre pays doit mettre sur la table.

La Régie des Bâtiments conteste ce montant et parvient à un résultat de 1,1 milliard; la différence est donc considérable.

L'honorable ministre peut-il expliquer la raison d'être de cette différence et donner un aperçu des divers frais exposés par son département en faveur de l'Union européenne?

À combien s'élève le loyer annuel que paie la Commission européenne pour le bâtiment vide du Berlaymont?

Quel est le montant annuel payé par l'État belge pour l'hébergement temporaire des fonctionnaires de la Commission européenne tant que l'on n'aura pas terminé les travaux au Berlaymont?

À combien s'élèvent les frais sur une base annuelle pour l'enlèvement de l'amiante du Berlaymont et qui prend ces frais en charge?

Combien d'années les travaux au Berlaymont vont-ils encore prendre?

Réponse: En réponse à ses questions, j'ai l'honneur de fournir les renseignements suivants à l'honorable membre.

1. Le montant global de 1,26 milliard de francs (valeur 1991) pour les locations en vue de libérer l'immeuble Berlaymont, sont repris dans le tableau ci-dessous:

Localité — Plaats	Adresse — Adres	Montant — Bedrag
Auderghem. — <i>Ouderghem</i>	Avenue Beaulieu 1 A 11. — <i>Beaulieu</i>	408 545 320
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	Avenue des Nerviens 85. — <i>Nerviërs</i>	87 402 000
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	Rue Belliard 30 - rue de la Science. — <i>Belliardstraat 30 - Wetenschapstraat</i>	99 653 875
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	Rue Belliard 24-48 - rue de l'Industrie. — <i>Belliardstraat 24-48 - Nijverheidstraat</i>	140 799 388
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	Avenue Beaulieu 24-26. — <i>Beaulieu</i>	64 500 000
Evere	Rue de Genève 12 - Pentathlon. — <i>Genève</i>	128 000 000
Auderghem. — <i>Ouderghem</i>	Boulevard du Triomphe 174. — <i>Triomf</i>	62 100 000
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	Rue de la Loi 75. — <i>Wet</i>	136 500 000
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	Rue Belliard 68-72. — <i>Belliardstraat 68-72</i>	85 310 000
Evere	Rue de Genève, Ailes A-D. — <i>Genève</i>	47 880 700
	Total général. — <i>Algemeen totaal</i>	1 260 691 283

2. La Commission européenne loue le Berlaymont vide pour un montant annuel de 532 951 748 francs, versé au profit de la SA Berlaymont 2000, filiale de la Régie des Bâtiments pour laquelle l'État a donné sa garantie.

3. La location à charge de l'État belge relative à l'hébergement provisoire des fonctionnaires européens pendant la durée des travaux du Berlaymont s'élève à 1 382 011 416 francs (montant indexé actuel).

4. Le chantier d'enlèvement d'amiante a débuté en août 1995; à ce jour, un montant de 572 millions de francs a été payé à l'entreprise adjudicataire par la SA Berlaymont 2000 en exécution de travaux dont le coût total se monte suivant l'adjudication de 1 370 millions.

Minister van Ambtenarenzaken

Vraag nr. 39 van de heer Anciaux d.d. 27 september 1996 (N.):

Huisvesting van de Euroambtenaren. — Kostprijs voor de Belgische Staat.

In een interview bleek er een discussie te bestaan tussen de minister en de Regie der Gebouwen betreffende de juiste kostprijs van de kantoren die ons land ter beschikking stelt van de ambtenaren van de Europese Commissie.

Volgens de minister zou de uiteindelijke afrekening voor een slotsom van 600 miljoen frank zorgen die door ons land op tafel moet worden gelegd.

De Regie der Gebouwen weerlegt dit bedrag en komt tot een resultaat van 1,1 miljard, wat toch een aanzienlijk verschil is.

Kan de geachte minister deze verschillen uitleggen en een overzicht geven van de verschillende kosten die zijn departement heeft ten aanzien van de Europese Unie?

Hoeveel huur betaalt de Europese Commissie jaarlijks voor het leegstaande Berlaymontgebouw?

Hoeveel betaalt de Belgische Staat jaarlijks voor de tijdelijke huisvesting van de ambtenaren van de Europese Commissie zolang de werken aan het Berlaymontgebouw niet voltooid zijn?

Hoeveel bedragen de kosten (op jaarbasis) voor het verwijderen van asbest uit het Berlaymontgebouw en wie staat in voor deze kosten?

Hoeveel jaren zullen de werken aan het Berlaymont nog in beslag nemen?

Antwoord: Ik heb de eer het geachte lid volgende elementen ter kennis te brengen.

1. Het globale bedrag van 1,26 miljard frank (waarde 1991), voor de inhuring om het Berlaymontgebouw vrij te maken wordt in de tabel hierna weergegeven:

2. De Europese Commissie huurt het leegstaande Berlaymontgebouw voor een jaarlijks bedrag van 532 951 748 frank, gestort ten voordele van de NV Berlaymont 2000, dochteronderneming van de Regie der Gebouwen waarvoor de Staat zijn garantie had gegeven.

3. De huur, met betrekking tot de voorlopige huisvesting van de Europese ambtenaren gedurende de periode van de uitvoering van de werken in het Berlaymontgebouw, ten laste van de Belgische Staat, bedraagt jaarlijks 1 382 011 416 frank (actueel geïndexeerd bedrag).

4. De werf van het wegnemen van het asbest startte in augustus 1995; tot op heden werd door de NV Berlaymont 2000 een bedrag van 572 miljoen frank betaald aan de aannemer, in uitvoering van de werken waarvan de totale kosten volgens de aanbesteding 1 370 miljoen bedragen.

5. Les études des travaux de rénovation sont confiées à la SA Berlaymont 2000. La fin des travaux est prévue pour la fin 1999, début de l'an 2000.

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre

Question n° 44 de Mme de Bethune du 4 octobre 1996 (N.):

La dimension familiale de la politique du secrétaire d'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 66 adressée au ministre des Transports, et publiée plus haut (p. 1651).

Réponse: 1. Dans la coopération belge au développement, la personne humaine occupe une place centrale. Le développement humain durable et la lutte contre la pauvreté physique dans les pays en développement sont des priorités de ma politique. Dans la mise en œuvre de projets et programmes de développement, la coopération belge s'appliquera désormais par priorité à créer plus d'emplois, à améliorer les conditions de travail, à augmenter le pouvoir d'achat familial, à renforcer le filet de la sécurité sociale et de la solidarité de groupe et à assurer une participation accrue des populations à leur développement. Ma politique vise clairement à offrir à tous les membres de la famille des possibilités d'épanouissement personnel et de bien-être.

J'entends également porter une attention particulière aux catégories sociales les plus défavorisées et marginalisées des pays en développement. Le rapport mondial sur le développement Humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) montre que 70 p.c. des pauvres et deux tiers des analphabètes sont du sexe féminin. Les familles monoparentales où la femme fait fonction de chef de famille appartiennent souvent aux fractions les plus défavorisées de la population des pays en voie de développement et méritent donc une attention privilégiée. Depuis le génocide de 1994 au Rwanda, le nombre de familles sans père est estimé à quelque 70 p.c.

2. Le développement d'un pays a longtemps été assimilé avec sa croissance économique. Or l'expérience nous a appris que l'essor économique d'un pays n'engendre pas nécessairement une amélioration du sort des plus démunis. Pour cette raison, j'ai dénoncé dans mon Plan d'avenir pour la coopération belge au développement que la coopération bilatérale directe ne pourra désormais intervenir que dans un nombre limité de secteurs, à savoir ceux qui, d'une manière directe, contribuent à la lutte contre la pauvreté et à la prévention de la violence, et qui, de ce fait, permettent aux bénéficiaires d'améliorer leur situation de vie ainsi que celle des générations futures. C'est pourquoi, la coopération belge sera axée sur les secteurs sociaux de base (soins de santé, enseignement et formation, agriculture et sécurité alimentaire, infrastructures de base et consolidation de la société). La politique de coopération belge vise donc à soutenir les familles les plus défavorisées (sous leurs différentes formes).

3. À ce jour, il n'existe pas de mesures spécifiques permettant d'examiner si les initiatives de la coopération belge renforcent la solidarité et sont favorables aux familles. Le Plan d'avenir pour la coopération belge au développement prévoit que le département attache une importance particulière à l'évaluation des programmes de coopération. Dans cette évaluation, l'accent sera mis sur le contrôle de la réalisation des objectifs préétablis et sur la formulation de recommandations pour une politique adaptée.

4. Jusqu'à présent, il n'a pas été fait de rapport des effets sur la famille des initiatives de la coopération. Il me paraît par conséquent difficile d'apprécier les effets sur la famille des projets et programmes réalisés par mon département dans les divers pays où la coopération belge est présente et où notre pays n'est souvent qu'un petit donateur.

5. Les familles ne sont pas associées directement et d'une manière active au travail préparatoire à la politique de coopéra-

5. De studies van de vernieuwingswerken worden toevertrouwd aan de NV Berlaymont 2000. Het einde van die werken is voorzien voor eind 1999, begin 2000.

Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

Vraag nr. 44 van mevrouw de Bethune d.d. 4 oktober 1996 (N.):

De gezinsdimensie van het beleid van de staatssecretaris.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 66 aan de minister van Vervoer, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1651).

Antwoord: 1. De Belgische ontwikkelingssamenwerking stelt de menselijke persoon centraal. Mijn beleid concentreert zich dan ook prioritair op het bereiken van duurzame menselijke ontwikkeling en op de bestrijding van fysieke armoede in de ontwikkelingslanden. Bij de implementatie van projecten en programma's inzake ontwikkelingssamenwerking wordt voortaan prioritair aandacht besteed aan het scheppen van tewerkstelling, betere arbeidsvoorwaarden, verhoging van de familiale koopkracht, versterking van het sociale vangnet en de groepssolidariteit en verhoging van de inspraak van de bevolking in hun ontwikkeling. Mijn beleid is er duidelijk op gericht om aan alle gezinsleden kansen te bieden tot ontplooiing en welzijn.

Ik wens ook bijzondere aandacht te besteden aan de meest kansarme en gemarginaliseerde fracties van de maatschappij in de ontwikkelingslanden. Uit het Wereldrapport inzake de menselijke ontwikkeling van het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties (UNDP) blijkt dat 70 pct. van de armen en twee derden van de analfabeten vrouwen zijn. Eénoudergezinnen met vrouwen als gezinshoofd behoren vaak tot de meest kansarme fracties van de bevolking in de ontwikkelingslanden en verdienen dan ook onze prioritaire aandacht. Sinds de genocide in Rwanda in 1994 wordt het aantal vaderloze gezinnen op 70 pct. geraamd.

2. Jarenlang werd ontwikkeling gelijkgesteld met economische groei. De ervaring heeft echter geleerd dat economische groei niet noodzakelijk leidt tot een verbetering van de levenssituatie van de allerarmsten. Ik heb dan ook in mijn Toekomstplan voor de Belgische ontwikkelingssamenwerking gesteld dat de directe bilaterale samenwerking slechts kan tussenkomen in een beperkt aantal sectoren die op een rechtstreekse wijze bijdragen tot de bestrijding van armoede en geweldpreventie en waarbij de betrokkenen zelf in de mogelijkheid worden gesteld om hun levenssituatie en deze van de volgende generaties te verbeteren. Ik zal me daarom concentreren op de sociale basissectoren (gezondheidszorg, onderwijs en vorming, landbouw en voedselzekerheid, basisinfrastructuur en maatschappij-opbouw). Mijn beleid is er dus op gericht om de meest kansarme gezinnen (in hun diverse leefvormen) te ondersteunen.

3. Er bestaan tot op heden nog geen specifieke maatregelen om het solidariteitsversterkend en gezinsvriendelijk karakter van de door mij genomen maatregelen te toetsen. Het Toekomstplan voor de Belgische ontwikkelingssamenwerking voorziet dat het departement een bijzondere aandacht moet besteden aan de evaluatie van de samenwerkingsprogramma's. Bij deze evaluatie zal het accent liggen op de beoordeling van de realisatie van de vooropgezette doelstellingen en op aanbevelingen voor een aangepast beleid.

4. Er werd nog geen gezinseffectenrapport gemaakt van de door mij genomen maatregelen. Het lijkt mij dan ook moeilijk om in de diverse landen waar België met zijn ontwikkelingsamenwerking aanwezig is en waar ons land vaak slechts een kleine donor is, specifiek te peilen naar de gezinseffecten van de door mijn departement uitgevoerde projecten en programma's.

5. Gezinnen worden niet rechtstreeks op een actieve manier betrokken bij het beleidsvoorbereidend werk binnen mijn departement.

tion. Je souhaite cependant que l'identification des projets de coopération se fasse en consultation avec les autorités locales et les groupements sociaux.

Question n° 46 de Mme de Bethune du 8 novembre 1996 (N.):

Emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 136 adressée au Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur, et publiée plus haut (p. 1636).

Réponse: En application de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'État, le quota de handicapés à recruter est fixé à 26 unités au total pour le ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement.

L'honorable membre voudra bien trouver ci-après les données concernant l'Administration générale de la Coopération au Développement.

1.1. Il y a actuellement 9 handicapés en service à l'AGCD qui ont été recrutés en vertu de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Ceci signifie 2,7 p.c. du nombre total des emplois à l'AGCD.

1.2. Rapport hommes-femmes dans le groupe handicapés de l'AGCD: 4 hommes, 5 femmes.

Rapport hommes-femmes pour toutes les personnes occupées par l'AGCD: 139 hommes, 193 femmes.

1.3. Les handicapés occupent les emplois suivants à l'AGCD:

- Niveau 1: 1
- Niveau 2+: 1
- Niveau 2: 1
- Niveau 3: 2
- Niveau 4: 4

1.4. Il n'y a pas de handicapés employés au cabinet de la Coopération au Développement.

2.1. Aucun handicapé n'a été recruté au cours des deux dernières années.

- 2.2. Nihil.
- 2.3. Nihil.

2.4. L'AGCD n'a, au cours des deux dernières années, pas fait appel à l'article 7 de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'État.

2.5. Nihil.

3. Un handicapé a été recruté sur la base contractuelle (niveau 3). Aucune candidature émanant d'une personne handicapée n'a été enregistrée.

4. Un agent de niveau 1 a été promu en carrière plane en 1996.

5.1. Nihil.

5.2. Un agent définitif handicapé a quitté l'AGCD en 1995 suite à sa mise à la retraite à sa demande.

tement. Wel wens ik de identificatie van ontwikkelingsprojecten uit te voeren in gezamenlijk overleg met de lokale overheden en sociale groeperingen.

Vraagnr. 46 van mevrouw de Bethune d. 8 november 1996 (N.):

Tewerkstelling van mindervaliden bij de rijksdiensten.

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 136 aan de Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1636).

Antwoord: In toepassing van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden in de rijksbesturen wordt het quotum aan te werven mindervaliden voor het ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking vastgesteld op 26 in totaal.

Het geachte lid gelieve hieronder de antwoorden te vinden wat betreft het Algemeen Bestuur van de ontwikkelings-samenwerking.

1.1. Bij het ABOS zijn er momenteel 9 mindervaliden in dienst die werden aangeworven in toepassing van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden in de rijksbesturen. Dit betekent 2,7 pct. van het totaal aantal tewerkgestelden binnen het ABOS.

1.2. Verhouding man-vrouw onder de groep mindervaliden binnen het ABOS: 4 mannen, 5 vrouwen.

Verhouding man-vrouw voor alle tewerkgestelden binnen het ABOS: 139 mannen, 193 vrouwen.

1.3. De mindervaliden bekleden volgende functies binnen het ABOS:

- Niveau 1: 1
- Niveau 2+: 1
- Niveau 2: 1
- Niveau 3: 2
- Niveau 4: 4

1.4. Bij het kabinet Ontwikkelingssamenwerking zijn geen mindervaliden tewerkgesteld.

2.1. De laatste twee jaar werden er bij het ABOS geen mindervaliden aangeworven.

- 2.2. Nihil.
- 2.3. Nihil.

2.4. Het ABOS heeft gedurende de laatste twee jaar geen gebruik gemaakt van artikel 7 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden in de rijksbesturen.

2.5. Nihil.

3. Eén mindervalide werd op contractuele basis in dienst genomen (niveau 3). Er werden geen sollicitaties van mindervaliden ontvangen.

4. Een personeelslid van niveau 1 werd in 1996 bevorderd in vlakke loopbaan.

5.1. Nihil.

5.2. Slechts 1 vast aangeworven mindervalide heeft het ABOS verlaten in 1995 wegens vervroegde oppensioenstelling op zijn aanvraag.

SOMMAIRE PAR OBJET — ZAAKREGISTER

Date	Question n°	Auteur	Objet	Page
Datum	Vraag nr.		Voorwerp	Bladzijde

* Question sans réponse

** Réponse provisoire

* Vraag zonder antwoord

** Voorlopig antwoord

Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications
Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

11.10.1996	90	Mme/Mevr. Dardenne	Détecteur de fumées. — Présence de substances radioactives. Rookdetectoren. — Aanwezigheid van radioactieve stoffen.	1633
18.10.1996	91	Anciaux	* Présence d'additifs autorisés dans les carburants. Toegelaten additieven in motorbrandstoffen.	1619
18.10.1996	92	Caluwé	* Installation de cabines téléphoniques par Belgacom. Installatie van telefooncellen door Belgacom.	1620
18.10.1996	94	Ph. Charlier	* Réserves légales de pétrole et de produits pétroliers. Wettelijke reserves van aardolie en aardolieproducten.	1619
25.10.1996	97	Anciaux	* Politique de Belgacom en faveur des femmes. Vrouwvriendelijk beleid van Belgacom.	1620
25.10.1996	98	Anciaux	* Nouvelle édition des annuaires téléphoniques Belgacom. Nieuwe uitgave van de Belgacomtelefoongidsen.	1621
4.11.1996	100	Mme/Mevr. Bribosia-Picard	Utilité d'un fichier radioactif. Nut van een radioactief gegevensbestand.	1635

Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur
Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

18.10.1996	184	Olivier	* Inscription au registre de la population. — Adresse de référence. Inschrijving in het bevolkingsregister. — Referentieadres.	1621
18.10.1996	185	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1622
25.10.1996	187	Desmedt	* Octroi de la qualité d'officier de police judiciaire aux aspirants officier de police. Verlenen van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan de aspirant-politieofficieren.	1622

Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur
Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

18.10.1996	128	Anciaux	Mandat des négociateurs EU concernant la création d'une zone de libre-échange avec l'Afrique du Sud. Mandaat van de EU-onderhandelaars betreffende de oprichting van een vrijhandelszone met Zuid-Afrika.	1638
25.10.1996	131	Vandenbroeke	* Dualité croissante au sein de la société. Toenemende dualiteit van de samenleving.	1622
8.11.1996	136	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van de mindervaliden bij de rijksdiensten.	1636

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
--------------------	-------------------------------	--------	------------------------	------------------------

**Ministre de la Politique scientifique
Minister van Wetenschapsbeleid**

18.10.1996	20	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1623
------------	----	----------------------	---	------

**Ministre de la Santé publique et des Pensions
Minister van Volksgezondheid en Pensioenen**

15. 7.1996	58	Verreycken	Personnel. — Rôles linguistiques. Personeel. — Taalrollen.	1641
18.10.1996	67	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1623
25.10.1996	68	Mme/Mevr. Dua	* Arrêté royal du 4 juillet 1996 relatif aux conditions générales et spéciales d'exploitation des abattoirs et d'autres établissements. Koninklijk besluit van 4 juli 1996 betreffende de algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen.	1623
8.11.1996	69	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi des handicapés dans les administrations de l'État. Terwerkstelling van mindervaliden bij de rijksdiensten.	1646
8.11.1996	71	Mme/Mevr. Delcourt-Pêtre	Conclave budgétaire. — Réforme des pensions des travailleurs salariés. Begrotingsconclaaf. — Hervorming van de werknemerspensioenen.	1646

**Ministre des Affaires étrangères
Minister van Buitenlandse Zaken**

18.10.1996	87	Bock	* Ratifications de conventions internationales. Bekrachtiging van internationale verdragen.	1624
18.10.1996	88	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1624
25.10.1996	89	Anciaux	* Accueil d'anciens chefs d'État ayant un passé dictatorial. Ontvangen van gewezen staatshoofden met een dictatoriaal verleden.	1624
25.10.1996	90	Verreycken	Saisie d'autocars par la douane marocaine. In beslag genomen autocars door de Marokkaanse douane.	1648

**Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes
Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen**

25. 9.1996	53	Erdman	** Étudiants jobistes. — 1996. Jobstudenten. — 1996.	1631
18.10.1996	58	Anciaux	* ONEM. — Licenciements au Service des travaux et du matériel. RVA. — Ontslagen op de dienst « Werken en Materiaal ».	1624
18.10.1996	59	Hostekint	* Interruption de carrière dans les administrations communales qui appliquent le système en vigueur dans le secteur privé. Loopbaanonderbreking in de gemeentebesturen die het privé-stelsel volgen.	1625
18.10.1996	60	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1625

**Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises
Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen**

18.10.1996	57	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1626
------------	----	----------------------	---	------

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
25.10.1996	59	Mme/Mevr. Dua	* Programme Sanitel. Sanitel-programma.	1626
25.10.1996	60	Vautmans	* Accès à la profession de détaillant. Toegang tot het beroep van kleinhandelaar.	1626
Ministre des Transports Minister van Vervoer				
29. 8.1996	60	Anciaux	Liaison ferroviaire Neerpelt-Anvers. Spoorwegverbinding Neerpelt-Antwerpen.	1649
4.10.1996	66	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du ministre. De gezinsdimensie van het beleid van de minister.	1651
18.10.1996	67	Mme/Mevr. de Bethune	Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1652
25.10.1996	68	Olivier	* Retards fréquents sur la ligne Courtrai-Anvers : train de 7 h 31 à Courtrai. Veel voorkomende vertraging op de lijn Kortrijk-Antwerpen : trein van 7 u 31 te Kortrijk.	1627
8.11.1996	70	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van mindervaliden bij de rijksdiensten.	1652
Ministre de la Justice Minister van Justitie				
19. 7.1995	16	Mme/Mevr. Delcourt-Pêtre	Emploi des langues en matière judiciaires. — Dérogation à la formalité de traduction lors de signification. Taalgebruik in gerechtszaken. — Afwijking van de formaliteit van de vertaling bij de betekening.	1653
8. 3.1996	120	Boutmans	Installation d'équipements à l'intérieur ou à l'extérieur des voitures. Plaatsing van apparatuur aan binnen- of buitenkant van auto's.	1654
29. 8.1996	193	Anciaux	Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie. Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.	1654
18.10.1996	215	Anciaux	* Contractuels occupés comme agents pénitentiaires. Contractuelen tewerkgesteld als penitentiair beambte.	1627
18.10.1996	216	Anciaux	* Lutte contre les sectes. Bestrijding van sektes.	1628
18.10.1996	217	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1628
25.10.1996	218	Verreycken	* La brochure <i>Pedoseksualiteit</i> . De brochure <i>Pedoseksualiteit</i> .	1628
25.10.1996	219	Destexhe	* Statut des ministres des cultes. Statuut van de bedienaars van erediensten.	1629
Ministre de la Fonction publique Minister van Ambtenarenzaken				
27. 9.1996	39	Anciaux	Hébergement des fonctionnaires européens. — Coût pour l'État belge. Huisvesting van de Euroambtenaren. — Kostprijs voor de Belgische Staat.	1655
Ministre de la Défense nationale Minister van Landsverdediging				
18.10.1996	60	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1629

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
--------------------	-------------------------------	--------	------------------------	------------------------

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre

Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

4.10.1996	44	Mme/Mevr. de Bethune	La dimension familiale de la politique du secrétaire d'État. De gezinsdimensie van het beleid van de staatssecretaris.	1656
18.10.1996	45	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1629
8.11.1996	46	Mme/Mevr. de Bethune	Emploi de handicapés dans les administrations de l'État. Tewerkstelling van mindervaliden bij de rijksdiensten.	1657

**Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et
Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement,
adjoint au ministre de la Santé publique**

**Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en
Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,
toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid**

18.10.1996	44	Mme/Mevr. de Bethune	* Les droits de l'enfant. De rechten van het kind.	1629
25.10.1996	45	Daras	* Dichlorvos. Dichloorvos.	1630